UNIVERSITÉ DU BURUNDI
GRENIER DU SAVOIR DU BURUNDI
Dépôt institutionnel officiel
https://repository.ub.edu.bi

Aide publique au développement, institutions et croissance économique en Afrique subsaharienne (1996-2019)

Niyonzima, Valentin; Sous la direction de : Pr. Arcade Ndoricimpa

2024
UB, FSEA
https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/1946

Document téléchargé depuis le **Grenier du Savoir du Burundi** — https://repository.ub.edu.bi

UNIVERSITE DU BURUNDI

FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION

MASTER EN ANALYSE ECONOMIQUE ET DEVELOPPEMENT

AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT, INSTITUTIONS ET CROISSANCE ECONOMIQUE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE (1996-2019)

Par :

NIYONZIMA Valentin

Mémoire

présenté et soutenu publiquement en vue de l'obtention du Diplôme de Master en analyse économique et développement

Option : Analyse économique

Sous la direction de:

Pr. Arcade NDORICIMPA

Bujumbura, Octobre 2024

==========

MEMBRES DU JURY

Président : Dr. Théogène NSENGIYUMVA

Directeur : Pr. Arcade NDORICIMPA

Secrétaire : Pr. Gilbert NIYONGABO

==========

DEDICACE

A DIEU Tout-Puissant,

A mes regrettés parents : Etienne MISIGARO et Spès KAGOMA,

Difficile de trouver les mots qu'il faut pour exprimer l'immense amour que je vous porte, ni la profonde gratitude que je vous témoigne pour tous les efforts et les sacrifices que vous n'avez jamais cessé de consentir pour mon instruction et mon bien-être. C'est grâce à vos encouragements que j'ai opté pour les études, et c'est grâce à votre soutien que je me suis réalisé. J'espère avoir répondu aux espoirs que vous avez fondés en moi. Je vous rends hommage par ce modeste travail en guise de ma reconnaissance éternelle et de mon infini amour. Que vos âmes reposent éternellement en paix.

A ma chère épouse Scholastique NIMBONA,

Qui a su avec patience et dignité accepter cette longue absence pour raison de formation. Sans ton soutien et ton amour ce travail n'aurait tout simplement jamais été achevé. Tu m'as toujours encouragé, dans les moments de doute et de fatigue. Un grand merci pour toute l'aide que tu m'as apportée car en dehors de l'amour et du soutien moral, tu m'as été d'un énorme soutien pour tout ce qui est réalisation dans ce mémoire. Par l'aboutissement de ce travail, je te témoigne tout le respect et l'amour que l'on partage. Merci d'être là. Puisse ce travail être le témoignage de mes sentiments sincères.

A mes chers enfants : IRUMVIRA Belle Ange Valentine, NGABIRANO Vascho Le Roi, SHURWERYIMANA Holly Queen, MUCO Happygod Power, MUHIZI Answer Trueman, MWUNGEREMWIZA Prince Eminent De La Paix, NIYERA Winner Princess et IRERA Blessing Fortunate,…

Vous êtes ma force. . . . Je vous aime de tout mon cœur. Que Dieu vous protège et vous procure joie, bonheur et longue vie.

A mes frères et sœurs, spécialement à Jérôme NTACONAYIGIZE et sa famille,

A mes Oncles et Tantes, Cousins et Cousines, Neveux et Nièces,

A ma Belle Famille, mes amis et connaissances

A tous A tous ceux qui me sont chers et qui m'ont été utiles durant mon parcours académique,

Je dédie ce mémoire.

Valentin NIYONZIMA

REMERCIEMENTS

Au terme de la réalisation de ce travail de recherche, il me semble impérieux d'exprimer mes sentiments de profonde gratitude à toutes les personnes qui ont contribué, de près ou de loin, à ma formation scientifique. En outre, ce mémoire n'aurait jamais pu aboutir sans le soutien et l'implication de nombreuses personnes.

Mes vifs remerciements s'adressent au Professeur Arcade NDORICIMPA qui, en dépit de ses multiples occupations, a accepté avec abnégation de diriger et d'encadrer ce travail de recherche. Son expérience, ses conseils et ses remarques scientifiques m'ont été d'une importance sans égale, me guidant ainsi dans mes premiers pas de recherche. Qu'il trouve ici l'expression de ma profonde gratitude.

Mes vifs remerciements vont également aux membres du Jury pour le temps sacrifié à lire ce travail et d'en procéder à son évaluation.

Mes remerciements s'adressent aussi à tous mes éducateurs, dès l'enseignement primaire au supérieur, spécialement à tous les enseignants de la FSEG plus particulièrement ceux du département d'Economie Politique, pour la formation dont ils m'ont fait bénéficier.

Mes sincères remerciements vont à l'endroit de mes chers regrettés parents Etienne MISIGARO et Spès KAGOMA pour les efforts conjugués à mon égard lesquels chaque jour me font sentir le courage de continuer de me battre pour réussir à tout prix. A mes chers frères et sœurs pour le soutien et l'encouragement.

Je tiens en outre à remercier les serviteurs de DIEU et fidèles de l'Eglise EUSEBU : Mission Nyanza-Lac, pour la souplesse avec laquelle ils ont accepté de me permettre de suivre la présente formation; EUSEBU-Minago et EUSEBU-Kajiji, pour le séjour et le soutien tant moral que matériel. Et il m'est d'une grande fierté de remercier les familles du Révérend Pasteur Augustin NDABATEZE, du Pasteur André NDUWABAGOBO, de Madame Géneviève NDUWIMANA, du Colonel Bernard NDIHOKUBWAYO, du Docteur Gérard MINANI et du Professeur Jean Apollinaire KIYORI pour le soutien indéfectible tant moral que matériel.

Je ne saurais terminer ce chapitre des remerciements sans exprimer ma profonde reconnaissance à ma chère famille, spécialement à mon épouse Scholastique NIMBONA et nos huit enfants, pour le soutien, l'encouragement, l'affection et le partage de pain et de la peine. Qu'ils soient réconfortés du fruit de leurs efforts.

A vous tous s'adresse le témoignage de ma sincère reconnaissance.

RESUME

L'objet de ce travail est d'analyser les déterminants de l'aide publique au développement en Afrique subsaharienne et d'examiner les effets de l'aide publique au développement et des institutions sur la croissance économique en Afrique subsaharienne. Ainsi, cette étude utilise un modèle de données de panel dynamique par la méthode des moments généralisés (GMM) sur la période de 1996 à 2019, et notre échantillon étant constitué des vingt-huit pays de l'Afrique subsaharienne. Les résultats obtenus indiquent d'une part que les facteurs macroéconomiques tels que la formation brute du capital fixe, le capital humain, la population active, les infrastructures et l'APD initiale sont les déterminants de l'aide publique au développement en Afrique subsaharienne; d'autre part que l'aide publique au développement a un effet positif et non significatif sur la croissance économique en Afrique subsaharienne. Enfin, l'interaction entre l'aide publique au développement et la stabilité politique, ainsi qu'entre l'aide publique au développement et le contrôle de la corruption, a un impact positif et significatif sur la croissance économique en Afrique subsaharienne. Il apparait donc urgent pour les dirigeants des pays receveurs de s'atteler à reformer la qualité de leur situation institutionnelle tout en améliorant de plus les mesures de stabilité politique et de contrôle de la corruption pour avoir les effets escomptés de l'aide sur la croissance économique en Afrique subsaharienne.

Mots clés : Croissance économique, Aide publique au développement, Stabilité politique, Contrôle de la corruption, Données de panel, Système dynamique GMM, Afrique subsaharienne.

ABSTRACT

The purpose of this work is to analyze the determinants of official development assistance in Sub-Saharan Africa and to examine the effects of official development assistance and institutions on economic growth in Sub-Saharan Africa. Thus, this study uses a dynamic panel data model by the generalized method of moments (GMM) over the period from 1996 to 2019, and our sample consisting of the twenty-eight countries of Sub-Saharan Africa. The results obtained indicate that macroeconomic factors such as gross fixed capital formation, human capital, the working population, infrastructure and initial ODA are the determinants of official development assistance in sub-Saharan Africa, and that official development assistance has a positive and insignificant effect on economic growth in sub-Saharan Africa. Finally, the interaction between official development assistance and political stability, as well as between official development assistance and the control of corruption, has a positive and significant impact on economic growth in sub-Saharan Africa. It therefore appears urgent for the leaders of recipient countries to set about reforming the quality of their institutional situation, while also improving measures of political stability and corruption control, in order to achieve the desired effects of aid on economic growth in sub-Saharan Africa.

Keywords: Economic growth, Official development assistance, Political stability, Corruption control, Panel data, GMM dynamic system, Sub-Saharan Africa.

==========

TABLE DES MATIERES

MEMBRES DU JURY ..... **i**
DEDICACE ..... **ii**
REMERCIEMENTS ..... **iii**
RESUME ..... **iv**
ABSTRACT ..... **v**
TABLE DES MATIERES ..... **vi**
LISTE DES TABLEAUX ..... **x**
LISTE DES GRAPHIQUES ..... **xi**
SIGLES ET ABREVIATIONS ..... **xii**
AVANT-PROPOS ..... **xiv**
0. INTRODUCTION GENERALE **1**
0.1. Contexte et justification du sujet 1
0.2. Problématique 8
0.3. Objectif du travail 12
0.4. Objectifs spécifiques 13
0.5. Hypothèses du travail 13
0.6. Méthodologie de recherche 13
0.7. Intérêt du travail 14
0.8. Délimitation de la recherche 14
0.9. Organisation de l'étude 15
CHAPITRE I : REVUE DE LA LITTERATURE **16**
Introduction 16
Section 1 : Fondements théoriques sur la croissance économique 18
I.1.1. Théories de la croissance économique 18
I.1.2. Facteurs de la croissance économique 19
I.1.2.1. Facteurs de la croissance économique dans les théories traditionnelles de la croissance 19
I.1.2.2. Facteurs de la croissance économique dans les nouvelles théories de la croissance 22
I.1.3. Formulation des modèles de croissance 23
I.1.3.1. Formulation du modèle de croissance exogène 23
I.1.3.2. Formulation du modèle de croissance endogène 25

Section 2 : Cadre théorique et empirique des effets de l'aide publique au développement sur la croissance économique 29
I.2.1. Littérature sur les déterminants de l'aide publique au développement 29
I.2.1.1. Sélectivité de l'aide: vers un principe de « rationalisation limitée »? 29
I.2.1.2. Pays orphelins et bons élèves (chouchous) de l'aide 30
I.2.2. Différents types d'APD 34
I.2.2.1. Prêts 34
I.2.2.2. Dons 35
I.2.2.3. Coopération technique 35
I.2.3. Formes de l'APD et bailleurs de fonds 35
I.2.3.1. Aides bilatérales 36
I.2.3.2. Aides multilatérales 36
I.2.4. Littérature sur les effets de l'aide publique au développement sur la croissance économique 37
Section 3 : Approches théoriques et empiriques des effets des institutions sur la croissance économique 43
I.3.1. Mesure des institutions 43
I.3.2. Institutions « extractives » et « inclusives » 44
I.3.3. Revue littéraire des effets des institutions sur la croissance économique 45
I.3.3.1. Revue théorique 45
I.3.3.2. Revue empirique 46
Conclusion du premier chapitre 51
CHAPITRE II : AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT, INSTITUTIONS ET CROISSANCE ECONOMIQUE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE : FAITS STYLISES 52
Introduction 52
Section 1: Faits stylisés sur l'aide publique au développement, la stabilité politique, le contrôle de corruption et la croissance économique en Afrique subsaharienne 52
II.1.1. Observations sur la croissance économique et le PIB par habitant en Afrique subsaharienne 52
II.1.2. Tendance (évolution) de l'aide publique au développement en Afrique Subsaharienne 60
II.1.2.1. Part de l'Aide Publique au Développement en Afrique subsaharienne 60

II.1.2.2. Donneurs de l'Aide Publique au Développement en Afrique subsaharienne .. 61
II.1.2.3. Analyse comparative de l'APD nette reçue (en milliards de dollars US courants) d'après les régions en voie de développement 66
II.1.2.4. Analyse comparative de l'APD (total en milliards de dollars US courants) selon les sous-régions de l'ASS de 1996 à 2019..... 68
II.1.2.5. Analyse comparative de l'APD (en millions de dollars US courants) par pays selon les sous-régions de l'ASS (australe, centrale, occidentale et orientale) de 1996-2019..... 69
II.1.3. Etat des lieux de la stabilité politique en Afrique Subsaharienne 76
II.1.4. Etat des lieux du contrôle de la corruption en Afrique Subsaharienne 80
Section 2 : Faits stylisés sur la relation entre l'APD, la stabilité politique, le contrôle de la corruption et le PIB par habitant en Afrique subsaharienne : Analyse comparative **..... 85**
II.2.1. Analyse descriptive de la relation entre l'APD et le PIB par habitant 85
II.2.2. Analyse descriptive de la relation entre la stabilité politique et le PIB par habitant 86
II.2.3. Analyse descriptive de la relation entre le contrôle de la corruption et le PIB par habitant..... 87
Conclusion du second chapitre..... 88
CHAPITRE III. APPROCHE METHODOLOGIQUE 89
Introduction 89
Section 1: Contexte global des données de panel et la spécification du modèle..... 90
III.1.1. Description et aperçu général des méthodes de spécification utilisées pour les données de panel 90
III.1.2. Spécification du modèle d'étude..... 91
III.1.3. Présentation des méthodes de données de panel dynamique : la méthode des moments généralisés (GMM) 97
III.1.3.1. Spécification et principe de la méthode GMM 97
III.1.3.2. Méthodes (tests) économétriques pour les données de panel dynamique.... 102
III.1.3.3. Nouveau module Stata développé par Tobias kripfganz (2019) pour effectuer des tests d'estimation GMM 104
Section 2 : Description des variables, sources et anticipation des signes..... 105
III.2.1. Description des variables et leurs sources 105

==========

III.2.1.1. La variable dépendante : Croissance économique captée par le Produit Intérieur Brut par Habitant (PIBHAB) 105
III.2.1.2. Les variables indépendantes 105
III.2.2. Signes attendus des variables explicatives, sources de données et références ... 113
Conclusion du troisième chapitre 115
CHAPITRE IV : PRESENTATION DES RESULTATS ET INTERPRETATION 116
Introduction 116
IV.1. Etude des déterminants de l'aide publique au développement en Afrique subsaharienne 116
IV.2. Etude de l'effet de l'APD sur la croissance économique en Afrique subsaharienne 119
IV.3. Etude des effets d'interaction entre l'APD et les institutions (stabilité politique et contrôle de la corruption) sur la croissance économique en Afrique subsaharienne 122
IV.3.1. Interaction entre l'APD et les institutions (stabilité politique) 122
IV.3.2. Interaction entre l'APD et les institutions (contrôle de la corruption) 124
Conclusion du quatrième chapitre **..... 128**
CONCLUSION GENERALE, RECOMMANDATIONS ET LIMITES DE LA RECHERCHE 129
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES 134
ANNEXES 141

==========

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Variables explicatives de l'Aide publique au développement : signes attendus, sources de données et références 113
Tableau 2 : Variables explicatives de la croissance économique (PIBHAB) : signes attendus, sources de données et références 114
Tableau 3 : Résultats du GMM en système pour l'étude des déterminants de l'APD en Afrique subsaharienne 117
Tableau 4 : Résultats du GMM en système pour l'étude de l'effet de l'APD sur la croissance économique en Afrique subsaharienne 120
Tableau 5 : Résultats d'interaction entre l'APD et les institutions (stabilité politique) 123
Tableau 6 : Résultats d'interaction entre l'APD et les institutions (contrôle de la corruption) 125

==========

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Evolution du produit intérieur brut par habitant (PIBHAB) en moyenne de l'échantillon sur la période de 1996 à 2019, exprimé en dollars américains au prix constant de 2015 54

Graphique 2 : Moyenne du PIB par habitant par pays (en dollars constants de 2015) en Afrique subsaharienne de 1996 à 2019 57

Graphique 3 : Evolution de l'APD (total en millions de dollars US courants) en moyenne de l'échantillon (1996-2019) 62

Graphique 4 : Moyenne de l'APD par pays (total en millions de dollars US courants) en Afrique subsaharienne de 1996 à 2019 64

Graphique 5 : Volume de l'APD nette reçue (en milliards de dollars US courants) par région en développement (1996-2021) 66

Graphique 6 : Volume de l'APD (total en milliards de dollars US courants) par sous-régions en ASS 68

Graphique 7 : Moyenne de l'APD par pays et par sous-région en ASS de 1996 à 2019 (total en millions de dollars US courants), cas de l'Afrique australe 69

Graphique 8 : Moyenne de l'APD par pays et par sous-région en ASS de 1996 à 2019 (total en millions de dollars US courants), cas de l'Afrique centrale 71

Graphique 9 : Moyenne de l'APD par pays et par sous-région en ASS de 1996 à 2019 (total en millions de dollar US courants), cas de l'Afrique occidentale 72

Graphique 10 : Moyenne de l'APD par pays et par sous-région en ASS de 1996 à 2019 (total en millions de dollars US courants), cas de l'Afrique orientale 74

Graphique 11 : Evolution de la stabilité politique et absence de violence en moyenne de l'échantillon en ASS (1996-2019) 77

Graphique 12 : Moyenne de la stabilité politique et absence de violence par pays en Afrique subsaharienne de 1996 à 2019 78

Graphique 13 : Evolution du contrôle de la corruption en moyenne de l'échantillon en ASS (1996-2019) 81

Graphique 14 : Moyenne du contrôle de la corruption par pays en Afrique subsaharienne de 1996 à 2019 83

Graphique 15: Analyse descriptive de la relation entre l'APD (en millions de dollars US) et le PIB par habitant en dollars US 85

Graphique 16 : Analyse descriptive de la relation entre la stabilité politique et le PIB par habitant en dollars US 86

Graphique 17: Analyse descriptive de la relation entre le contrôle de la corruption et le PIB par habitant en dollars US 87

==========

SIGLES ET ABREVIATIONS

ACBF : African Capacity Building Foundation
ACET : Centre africain pour la transformation économique
AFD : Agence Française de Développement
AfDB : African Development Bank
ALR : Autorités locales et régionales
APD : Aide publique au développement
ASS : Afrique subsaharienne
BAfD : Banque africaine de développement
BAsD : Banque asiatique de développement
BM : Banque mondiale
CAD : Comité d'Aide au Développement
CEA : Conseil économique pour l'Afrique
CEDEAO : Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CERDI : Centre d'Études et de Recherches sur le Développement International
CES : Croissance Economique Soutenue
CICID : Comité interministériel de la coopération internationale et du développement
CIDA : Canadian International Development Agency
CNUCED : Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement
CPIA : Country Policy and Institutional Assessment
EBRD : European Bank for Reconstruction and Development
FMI : Fonds Monétaire International
FSEG : Faculté des sciences économiques et de gestion
IDA : International Development Association
IDE : Investissements Directs Etrangers
IDM : Indice de développement mondial
IMF : International Monetary Fund
IPPTE : Pays Pauvres Très Endettés
ISI : Industrialisation par substitution des importations
LICUS : Low Income Countries Under Stress
MCA : Millenium Chalenge Account
NU : Nations Unies
OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques
OCHA : United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
ODA : Overseas Development Administration (britannique)
ODD : Objectifs de développement durable
OECD : Organisation for Economic Cooperation and Development

OECE : Organisation européenne de coopération économique
OIT : Organisation internationale du travail
OMC : Organisation mondiale du commerce
OMD : Objectifs du Millénaire pour le développement
OMS : Organisation mondiale de la santé
ONG : Organisations non gouvernementales
ONUDE : Organisation des Nations Unies pour le développement économique
ONUDI : Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
ONUSIDA : Organisation des Nations Unies pour la lutte contre le VIH/sida
OPEP : Organisation des pays exportateurs de pétrole
OSC : Organisations de la société civile
PED : Pays en développement
PIB : Produit intérieur brut
PMA : pays moins avancés
PNB : Produit National Brut
PNUD : Programme de Nations Unies pour le Développement
PTR : Pooled Tobit Regression
SFI : Société financière internationale
SIDA : Swedish International Development Cooperation Agency
SMN : Sociétés multinationales
TIC : Technologie de l'information et de la communication
TPR : Taux de Pénétration de la Redistribution
UE : Union européenne
UNDP : United Nations Development Programme
UNECA : United Nations Economic Commission for Africa
UNFPA : United Nations Population Fund
UNICEF : United Nations Children's Fund
URSS : Union des Républiques Socialistes Soviétiques
USAID : United States Agency for International Development
WDI : World Development Indicators
WGI : Worldwide Governance Indicators

AVANT-PROPOS

Le présent document a été rédigé dans le cadre d'un travail de fin d'étude dans le but d'obtenir le diplôme de master en Analyse Economique et Développement. Ainsi, le thème de ce travail est intitulé « Aide publique au développement, institutions et croissance économique en Afrique subsaharienne ». Le choix du sujet du présent travail a été motivé, de façon générale, par un goût du savoir entre deux concepts : l'aide publique au développement et les institutions, lesquels contribuent mieux au développement des pays d'Afrique subsaharienne. Il a également été motivé par le fait qu'à notre connaissance, aucune étude n'a été réalisée analysant les effets simultanés de ces deux concepts sur la croissance économique en Afrique subsaharienne.

Dans l'espoir d'une petite contribution, il servira à enrichir l'information existante sur l'aide publique au développement, les institutions et la croissance économique. De plus, le présent travail constitue également une source documentaire pour les futurs chercheurs intéressés par des questions similaires à notre thème. Enfin, le présent travail pourrait être utile grâce aux implications pratiques à l'endroit des autorités politiques, des acteurs économiques et des organismes de développement travaillant dans les pays d'Afrique Subsaharienne.

«Car rien n'est impossible à DIEU. » ***Luc 1: 37***

«The only way to do great work is to love what you do. » ***Steve Jobs***

0. INTRODUCTION GENERALE

0.1. Contexte et justification du sujet

L'Afrique subsaharienne est une région qui a fait face à de nombreux défis en matière de développement économique et social en dépit de ses multiples potentialités économiques dont elle dispose telles que les ressources naturelles, les terres arables et une main d'œuvre abondante. Malgré les efforts déployés par les gouvernements nationaux et la communauté internationale, de nombreux pays de la région continuent de faire face à des niveaux élevés de pauvreté, d'instabilité politique, de corruption et de faiblesses institutionnelles. Dans ce contexte, l'aide publique au développement (APD) est une source de financement essentielle pour de nombreux pays de la région, visant à soutenir leur développement économique et social (Unies, N., & Union africaine, 2012).

Ainsi, l'aide publique au développement reste un sujet d'actualité sur la scène internationale. En effet, le discours d'investiture du Président Truman, prononcé le 20 janvier 1949, qui mettait en évidence la nécessité d'aider les pays pauvres, est souvent considéré comme l'acte fondateur de l'aide publique au développement moderne (Mahamane YAHAYA, 2010).

En outre, le concept d'aide au développement émerge à la suite de la Seconde Guerre mondiale (OCDE, 2021). Initialement axée sur la reconstruction des pays européens grâce au plan Marshall[1], l'aide publique au développement s'est ensuite élargie au début des années 60 avec la création de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et la mise en place du Comité d'aide au développement (CAD). Cette organisation est devenue un forum de concertation regroupant plusieurs pays développés souhaitant collaborer et traiter collectivement des questions liées aux besoins des pays en développement, dans le but de promouvoir le développement économique et d'améliorer les conditions de vie des populations dans ces pays (OCDE, 2021). Au fil des décennies suivantes, l'aide au développement a été profondément influencée par le contexte de la guerre froide. Elle n'a pas pu se soustraire aux grands enjeux géopolitiques et est devenue un instrument d'influence non négligeable dans la rivalité entre les deux blocs (OCDE, 2021).

[1] Georges Catlett Marshall fût un général et un homme politique Américain. Il participa à la première Guerre mondiale et devint en 1939, chef d'état-major avec le rang de général. A ce titre, il assura la présidence de l'état-major anglo-américain durant la seconde Guerre mondiale. Secrétaire d'état-major de 1947 à 1949, il conçut une diplomatie destinée à contenir l'expansionnisme soviétique et fût le promoteur du plan (dit plan Marshall) qui contribua à reconstruire l'Europe occidentale. Voir Defarges, (M.), Relations internationales, Paris, Editions du Seuil, 2003, pp. 64-65.

La crise de la dette survenue au début des années 80 a marqué le début d'une nouvelle ère connue sous le nom de « consensus de Washington ». Désormais, l'aide était soumise aux conditionnalités des institutions financières internationales. De nombreux programmes d'ajustement structurel, imposés aux pays en développement, ont généralisé l'orthodoxie néolibérale. Avec la chute du mur de Berlin, l'aide au développement a connu de nouveaux changements. Libérée de la politique des blocs, elle s'est recentrée sur la lutte contre la pauvreté et la promotion de la croissance. Cependant, une « lassitude des bailleurs » s'est répandue à cette époque, ce qui a considérablement freiné les flux d'aide tout au long des années 90 (OCDE, 2021). Néanmoins, à partir des années 2000, on observe un regain d'intérêt marqué pour l'aide au développement, comme en témoignent l'adoption des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et l'augmentation des financements alloués à leur réalisation. Face aux nouveaux défis et enjeux de la mondialisation, l'aide au développement doit à nouveau s'adapter et trouver des moyens efficaces de contribuer à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD). Aujourd'hui, il est essentiel de déterminer comment l'aide peut apporter la plus grande efficacité possible dans la poursuite de ces objectifs (OCDE, 2021).

Depuis les indépendances, les relations entre pays en développement (PED) et pays développés ont été dominées par l'aide publique au développement qui représente une source importante du financement des PED. Les statistiques de la Banque Mondiale montrent que les PED ont reçu des flux nets d'APD équivalents à 106 milliards de dollars US en 2005, soit en moyenne 1,06 % de leur PIB (WDI, 2007). En 2014 et 2021, le montant net de l'APD reçue s'élève respectivement à 161,075 et 178,95 milliards de dollars US (Banque Mondiale, 2017, 2022), montant très important qui rend l'APD indispensable pour de nombreux pays.

De façon spécifique, on estime que l'Afrique a reçu plus de mille milliards de dollars américains au cours des 50 dernières années (Moyo, 2009). Les principaux bénéficiaires de l'aide se trouvent en général en Afrique et en particulier en Afrique subsaharienne. L'examen récent des flux d'APD montre qu'ils ne sont pas restés stables depuis de nombreuses années. Ainsi, pour l'Afrique Sub-saharienne, de 18 milliards de dollars en 1990 (soit 5,94% du PIB), l'APD est passée en 2000 à 13 milliards (3,80% du PIB) et en 2005 à 33 milliards de dollars, (soit 5,30% du PIB). L'augmentation en volume observée entre 2000 et 2005 est certainement liée à la mise en œuvre du partenariat mondial pour l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Depuis 2011, le montant de l'APD reçu par l'Afrique sub-saharienne est supérieur à 45 milliards de dollars US (Banque Mondiale, 2017), mettant ainsi en évidence une dynamique instable quant à son évolution.

En effet, en 2015 et 2021 l'ASS a reçu respectivement un montant de 47,64 et 59,01 milliards de dollars US. Cette hausse est due à la mise en œuvre des 17 objectifs mondiaux adoptés par les NU en 2015 dans le cadre de l'Agenda 2030 pour le Développement Durable (BM, 2022).

Certes, les pays d'Afrique dépendent fortement de l'aide (RD Congo 21,3 %, Éthiopie 21,7 %, Burundi 24,4 %, Mauritanie 30,6%, Érythrée 30,8 %, Sierra Leone 47 % et Mozambique 60,2 %). La contribution de l'aide à leur PIB est telle que les pays seraient en difficulté, voire s'effondreraient, si l'aide étrangère cessait (Chung-Yee Liew, Masoud Rashid Mohamed et Said Seif Mzee, 2012). L'APD est donc importante pour compléter les ressources nationales et soulager ainsi les contraintes liées à l'épargne nationale et aux devises. Dans cette logique même, Ekanayake et Chatrna (2010) ont indiqué que le rôle principal de l'aide étrangère dans la simulation de la croissance économique est de compléter le financement national et donc d'augmenter l'investissement et le stock de capital.

Assurément, les « nouveaux pays industriels » et les « pays émergents » ont effectivement réussi leur « rattrapage ». Mais ce rattrapage et la réduction de la pauvreté sont-ils dus à l'APD ou au mode de développement économique adopté, à la fois libéral et étatiste, ainsi qu'au génie propre de ces sociétés ? Certes, l'APD a été un catalyseur initial pour l'appui au financement des infrastructures (Thomas Piketty et al., 2013).

Force est donc de constater que, la région où l'APD a eu le rôle le plus significatif est l'Afrique subsaharienne. Dans les premières décennies du développement, les capitaux privés n'y ont représenté qu'une part limitée des investissements. Après les indépendances, le développement a été organisé et financé, faiblement, par l'État sur la base des exportations agricoles et de matières premières minières, et par l'APD. Mais l'APD, quant à elle, a surtout soutenu de nombreux investissements publics, financé la coopération technique et assuré subsidiairement les paiements des salaires des administrations dans les cas (nombreux) où l'État était en rupture de paiement (Thomas Piketty et al., 2013). De plus, nombreux pays africains à faible revenu n'ont pas de grandes possibilités d'Investissements Directs Etrangers (IDE) car ils ne reçoivent qu'une attention limitée de la part des sociétés multinationales (SMN). Dans ce cas, la plupart de ces pays ont tendance à bénéficier d'une aide étrangère, au moins pour fournir à leur population des services de base tels que l'éducation, la santé, les routes, etc. et éventuellement

pour renforcer la capacité institutionnelle à gouverner leur pays (Aye Mengistu Alemu et Jin-Sang Lee, 2015). Ainsi, l'accès limite aux flux de capitaux privés internationaux met encore plus en évidence l'importance de l'APD pour les pays africains (Jones et al. 2015).

Une autre des formes de légitimité de l'APD repose sur sa capacité à être mobilisée rapidement sur l'entièreté de la planète dans les crises qu'il s'agisse de catastrophes naturelles, de conflits, de crises humanitaires, de contrecarrer les désordres du climat ou de toute autre forme de besoins aigus (Thomas Melonio, Jean-David Naudet et Rémy Rioux, 2022). Dans cette perspective, la crise du COVID-19 a des implications directes et immédiates pour les budgets d'aide publique au développement. Des ressources ont été nécessaires pour faire face aux répercussions sanitaires de cette pandémie mondiale (OCDE, 2022). Aujourd'hui l'APD est sollicitée dans le cadre de la crise ukrainienne. A cet égard, l'aide humanitaire et le soutien aux réfugiés fournis à l'Ukraine suite à l'invasion de la Russie est le principal facteur expliquant l'augmentation de l'APD en 2022 (Martin-Genier, P., 2023).

Certainement, il est vrai que l'APD ne peut constituer le seul moyen d'assurer le financement du développement, mais elle constitue la variable sur laquelle les nations ont un véritable et même devoir moral, au nom, aujourd'hui du bien de l'ensemble de la collectivité. En effet, les pays en développement les mieux gouvernés économiquement ont pu faire un usage combiné de l'aide et de leurs ressources propres pour accélérer leur croissance économique, s'insérer dans les circuits d'échanges mondiaux et sortir de la misère. A cet effet, l'APD reste la principale source de financement extérieure et les PED et leurs partenaires sont obligés de miser sur l'aide pour briser le cercle vicieux de la faiblesse des revenus, de l'épargne et du manque d'investissement dans lequel de nombreux pays sont enfermés (DIOMBANA, N., 2013).

Il importe donc, dans l'étude de la relation entre aide et développement, de ne pas restreindre l'analyse à l'impact sur la croissance économique. Si aujourd'hui le consensus sur l'impact macro de l'APD semble encore relativement éloigné, les études microéconomiques étudiant l'efficacité de multiples programmes financés par l'aide internationale ont en revanche pratiquement toutes confirmé l'impact positif de ces interventions sur les conditions sociales, financières et sanitaires des individus ciblés. En effet, les pays ayant les infrastructures de qualité, le capital humain bien formé, les ressources naturelles abondantes, le taux de change officiel élevé, la stabilité politique assurée, le contrôle de la corruption maitrisé, le niveau de vie faible de la population etc… ont tendance à bénéficier plus de l'APD dans le but de promouvoir la croissance économique (BM, 2020).

Somme toute, en ce début du troisième millénaire si fécond en réflexions sur la réforme de l'APD, l'aide a pris le chemin de l'Afrique et surtout de l'ASS pour de multiples raisons, une d'entre elles étant le développement. Il est reconnu que le versement de l'aide extérieure n'a pas eu les résultats positifs escomptés tant sur la croissance économique que sur la réduction de la pauvreté dans la majorité des pays en développement, y compris africains. Bien sûr, il peut toujours être évoqué que les résultats auraient pu être pires en l'absence de cette aide (DIOMBANA, N., 2013). L'aide est donc loin d'être inutile, mais l'évaluation de ses effets doit continuer d'être remise en question pour permettre aux pays donateurs et receveurs de respectivement octroyer et absorber de la façon la plus efficace possible ces flux financiers, dont beaucoup de PED restent encore fortement dépendants (Marin Ferry, 2013).

Dans la littérature économique, le rôle crucial des institutions dans la croissance et le développement a longtemps été négligé. Cependant, cette conception a été réintroduite récemment par North (1990) et soutenue par Acemoglu (2003) et Chavance (2018), soulignant l'importance des institutions dans les disparités de croissance entre les pays (North, 1990 ; Hall & Jones, 1990; Acemoglu & Robinson, 2016). A partir des années 1970, l'économie institutionnelle va se renouveler sous l'impulsion de nouveaux travaux que l'on regroupe de nos jours, sous l'appellation de la Nouvelle Economie Institutionnelle, et parmi lesquels on trouve ceux de Coase, North, Williamson. La Nouvelle Economie Institutionnelle consiste en un développement des outils néoclassiques pour l'analyse du rôle des institutions dans la coordination et la réalisation des activités économiques (North, 1993 ; Williamson, 2000).

Selon North, les institutions sont les règles du jeu dans une société, ou plus formellement, ce sont les contraintes humainement conçues qui déterminent les interactions humaines. Par conséquent, les institutions structurent les incitations dans les échanges humains, aussi bien dans le domaine politique, économique et social (North, 1990). Douglass North, un auteur significatif de la nouvelle économie institutionnelle, prix Nobel d'économie en 1993 et spécialiste des institutions, montre que l'accumulation du capital physique et du capital public ; l'investissement dans le progrès technique et dans le capital humain ne sont pas les seules sources de la croissance et du développement économique comme le soutiennent les néoclassiques et les économistes de la croissance endogène. Douglass North, un auteur pionnier contemporain dans le domaine de l'économie institutionnelle, met en avant l'importance des contraintes institutionnelles, à la fois informelles (sanctions, tabous, coutumes) et formelles (constitutions, lois, droit de propriété), pour la productivité et la croissance économique.

North souligne que la productivité seule ne suffit pas ; il est essentiel d'avoir un cadre institutionnel adéquat pour exploiter cette productivité. Il démontre que des institutions solides en matière de droits de propriété privée favorisent l'investissement et la croissance économique.

Au cours de ces deux dernières décennies, le regain d'intérêt des institutions a conduit à mettre en exergue la nature et le rôle de celles-ci dans le processus de croissance économique. Jones et Romer (2009) montrent l'importance des institutions en tant que déterminant principal de la performance économique. Nombre d'études ont montré l'importance de l'intégrité institutionnelle dans les étapes de développement (Brousseau et Glachant, 2008 ; Kirman, 2008; Chang, 2006 ; Furubotn et Richter, 2005) comme cadre unifié de travail dans la mesure où plus de recherche devrait être faite dans une perspective institutionnelle. C'est ainsi que le Programme de Nations Unies pour le Développement (PNUD) s'est fixé entre autres objectifs, la diffusion des pratiques de la bonne gouvernance dans le monde et en particulier dans les pays en développement. Le Fonds Monétaire International (FMI) de son côté, reconnaît aussi l'importance des institutions lorsqu'il révise la liste des éléments de la conditionnalité de son aide en incorporant une série de réformes institutionnelles que ses pays membres doivent entreprendre afin de pouvoir bénéficier de ses ressources. La Banque Mondiale, quant à elle, a affirmé que les problèmes de développement en Afrique et surtout en ASS sont dus à une crise de gouvernance (Rabah Belaïd, Farid Gasmi et Laura Recuero Virto, 2009), d'où elle a introduit la notion de la bonne gouvernance sur l'Afrique en 1989.

En effet, depuis le milieu des années 1990, des analyses ont permis de montrer que le retard économique des pays en développement serait essentiellement dû à l'inefficacité des institutions dans ces pays. Pour Rodrik (2005), la soutenabilité de la croissance économique diffère du déclenchement de la croissance, et une Croissance Economique Soutenue (CES) exige l'existence de « bonnes » institutions. Ainsi, pour corroborer le rôle des institutions, Armand Totouom, Hervé Fotio Kaffo et Fabien Sundjo (2019) soulignent que la qualité des institutions telles que la stabilité du gouvernement, l'absence de violence et d'actes de terrorisme, l'efficacité du gouvernement, la qualité de la régulation et l'application des lois ont un rôle prépondérant dans les transformations structurelles des pays d'ASS. Et Aysan et al. (2007) ajoutent que l'investissement privé est fortement influencé par la qualité des institutions, le contrôle de la corruption, la qualité bureaucratique, l'ordre public, le degré de stabilité politique et le degré de responsabilité publique.

Force est de constater qu'en Afrique et surtout en ASS, les capacités institutionnelles doivent être renforcées pour consolider les récentes améliorations de la gouvernance économique dans certains pays.

D'aucuns savent que les sources internes et externes pour le financement du développement pour la croissance de l'Afrique subsaharienne sont des véhicules essentiels. Dans ce sens, les partenariats sont utiles pour augmenter le financement nécessaire pour les objectifs de développement durable établis en septembre 2015 grâce à l'aide publique au développement, aux obligations souveraines, aux envois de fonds et aux IDE. Assurément, les bonnes institutions s'avèrent indispensables pour la bonne gestion de tous ces fonds. Quant à Acemoglu et Robinson (2019), ils soutiennent que les pays ne peuvent devenir riches que si leurs gouvernements sont simultanément forts et responsables. En outre, quand le Léviathan est absent, disent-ils, les sociétés sombrent dans un conflit tribal. Lorsque le Léviathan est despotique, l'Etat centralisé écrase l'initiative économique. Seulement quand le Léviathan est enchaîné, les sociétés peuvent échapper au piège malthusien. Mais qui, ou quoi, fait l'enchaînement? Acemoglu et Robinson trouvent que ce sont les institutions de la société civile, qui constituent une source de contrainte aux pouvoirs autoritaires. Théoriquement, il existe un lien étroit entre les institutions et le niveau de développement des États. Autrement dit, les performances économiques d'une nation sont ainsi fortement liées à sa disposition institutionnelle (Kuessi Prince Houssou, 2021).

Bien évidemment, il est connu que l'Afrique est le continent le plus pauvre du monde. Toutefois, pour la première fois en une génération — et malgré toutes les mauvaises nouvelles — on perçoit une lueur d'espoir. Les pays d'Afrique subsaharienne sont, en effet, de plus en plus nombreux à renouer avec le progrès économique grâce à la mise en œuvre de politiques économiques, du cadre institutionnel et de réformes structurelles plus efficaces (Anupam Basu, Evangelos A. Calamitsis, Dhaneshwar Ghura, 2000). En plus, l'Afrique a d'abondantes terres arables, une population de jeunes économiquement actifs, et d'importants gisements de ressources naturelles, comme le révèlent les découvertes au cours des 10 dernières années (Jayne, Chamberlin et Headey 2014). La gouvernance, la gestion des finances publiques, et la transparence sont aussi en amélioration (Kedir et al. 2020). Grâce à tout cela, l'Afrique et surtout l'ASS pourrait être la prochaine destination, avec des possibilités économiques sans précédent.

Ainsi, si aujourd'hui, l'influence de l'APD et des institutions de bonne qualité ainsi que leur interaction face à la croissance économique semble largement être admis dans la littérature théorique, une étude adoptant une analyse empirique liant ces paramètres pourrait offrir une piste pour apprécier leur contribution à la croissance économique des pays africains et en particulier ceux de l'Afrique subsaharienne , et de fait briser le cercle vicieux de la pauvreté. Nous espérions enfin que ces recherches puissent servir de tremplin pour les études futures.

De tout ce qui précède, la présente étude a donc raison d'être et c'est pourquoi elle est intitulée « ***Aide publique au développement, institutions et croissance économique en Afrique Subsaharienne*** ».

0.2. Problématique

Selon le rapport de l'OCDE (1997), malgré des débuts prometteurs, l'Afrique subsaharienne (ASS) est aujourd'hui considérée comme une région en retard sur le plan économique. Les causes de ce sous-développement sont attribuées à des facteurs internes et externes. L'ASS demeure une région où la pauvreté extrême, la misère sociale, l'illettrisme et les maladies endémiques persistent. Selon le FMI (2022), la très grande majorité des vingt pays les plus pauvres du monde en 2022 se trouvent en ASS bien que des montants considérables aient été déboursés jour après jour pour endiguer ces problèmes. Pour comprendre réellement les difficultés actuelles de l'APD, il est nécessaire de comprendre ses origines et les causes des programmes d'aide lancés par les pays du CAD (Mahamane YAHAYA, 2010).

En effet, après l'accession à l'indépendance des pays africains dans les années 1960, la responsabilité de façonner leur avenir économique leur est confiée. Les dirigeants africains entreprennent des projets d'investissement ambitieux pour renforcer leur économie, tels que la construction d'infrastructures et la création de sociétés d'État. Cependant, la réalisation de ces projets nécessite des ressources financières considérables, ce qui pousse les États africains à chercher des fonds à l'étranger (Mahomed KOEBA, 2011). Malheureusement, la mauvaise gestion des fonds publics a conduit à une aggravation de la situation des populations, contribuant à l'appauvrissement de l'ASS. Parmi les raisons de cette situation figurent la faillite des politiques publiques, une économie tournée vers l'extérieur, des pratiques agraires dépassées, système éducatif inadéquat, manque d'infrastructures de base adéquates, instabilité socio-politique récurrente et une corruption systémique (Alpha Ibrahima DIALLO, 2018).

Au cours des années 80, les montants alloués à l'aide internationale ont augmenté, mais ont commencé à diminuer dans les années 90, bien que cette tendance se soit stabilisée au début des années 2000 (Komon, 2005). Cette diminution s'explique par des remises en question de l'efficacité de l'aide dans les pays donateurs, ainsi que par des exigences croissantes imposées aux pays bénéficiaires. Ces exigences incluent des conditions de bonne gouvernance. En ASS, malgré une augmentation de l'aide, les résultats en termes de développement économique ont été décevants par rapport à d'autres régions telles que l'Asie. En effet, en 1991, chaque africain recevait en moyenne 40 dollars d'aide, contre 10 dollars pour un sud-américain et 5 dollars pour un asiatique. De nos jours, 40% de l'aide publique au développement est destinée à l'ASS, contre 10% pour l'Amérique latine et 12% pour l'Asie de l'Est (Mahomed KOEBA, 2011). Il convient de rappeler qu'en 1960, le Ghana et la Corée du Sud étaient économiquement similaires (leur PNB s'élevait à 230 dollars américains).

Cependant, en 1992, la situation économique du Ghana n'avait guère évolué (345 dollars américains), tandis que celle de la Corée du Sud avait atteint 5200 dollars américains. Cette stagnation économique du Ghana est représentative de la plupart des pays d'ASS. Face à cette réalité, on peut donc penser que l'aide internationale n'a pas réellement bénéficié à l'ASS dans sa quête de développement économique.

Dans l'ensemble, les différentes stratégies d'aide adoptées par les donateurs n'ont pas réussi à réduire la pauvreté en ASS. Il est reconnu aussi que l'aide extérieure n'a pas réussi à stimuler la croissance économique ni à réduire la pauvreté dans la plupart des PED, en particulier en ASS. Déjà, Amin formulait un constat amer : « *Si les années 60 avaient été marquées par un grand espoir de voir amorcer un processus irréversible de développement à travers l'ensemble de ce qu'on appelait le Tiers monde et singulièrement l'ASS, notre époque est celle de la désillusion. Le développement est en panne, sa théorie en crise, son idéologie l'objet de doute. L'accord pour constater la faillite du développement en ASS est hélas général*» (YAHAYA, 2010).

Malgré les appuis financiers, tels que l'APD, visant à stimuler l'économie et réduire la pauvreté en ASS, la proportion de personnes vivant dans la pauvreté continue d'augmenter. Cette réalité remet en question la pertinence de l'aide et soulève des interrogations sur son impact réel dans la réduction de la pauvreté. Les raisons de l'échec de l'APD en ASS peuvent être attribuées à l'attitude des cadres locaux ainsi qu'aux pratiques des bailleurs de fonds (Eric Toussaint, Damien Millet, 2010). Il est nécessaire de se questionner sur les secteurs bénéficiaires de l'APD et sur la concordance entre les discours et les actions. Le rapport PNUD (1994) critique

sévèrement l'APD et ses griefs méritent d'être pris en compte, notamment en ce qui concerne l'aide technique censée renforcer les capacités des PED: « *Il est peut-être encore plus inquiétant de constater qu'au bout de 40 ans, 90% des 12 milliards de dollars dépensés chaque année en assistance technique continuent de financer le recours à des experts étrangers, alors que les pays bénéficiaires disposent aujourd'hui d'experts nationaux dans de nombreux domaines ». Le PNUD déplore que « l'assistance ''ne prend pas'' quand les attitudes et les institutions sont figées », dévorant par exemple environ un quart de l'aide totale annuelle destinée à l'ASS, pour financer principalement les « voyages des économistes qui échouent* » (PNUD, 1994).

De plus, selon Sylvie Brunel (2002): *« l'Afrique détient un triste record, celui de l'aberration et de l'opacité de l'aide. Dispersée à travers de multiples circuits d'attributions souvent concurrents, l'aide sert à tout, sauf à ce pourquoi elle a été instituée : lutter contre la pauvreté»*.

Certaines études soulignent les effets indésirables possibles de l'aide dans certains contextes, notamment sur les institutions des pays bénéficiaires (Brautigam et Knack, 2004 et Easterly, 2006). Elles mettent en évidence les objectifs non développementaux de l'aide (Moyo, 2009), le manque d'appropriation (Moss et al., 2006), les problèmes de coordination (Knack et Rahman, 2007 et Djikstra, 2018) et la volatilité de l'APD (Riddell, 2007). L'efficacité de l'aide est également réduite dans les contextes où elle est abondante, les institutions sont faibles et où il existe un "désalignement" entre les donateurs et les bénéficiaires, principalement dans les pays pauvres et fragiles (Caselli et Presbitero, 2020). Les échecs dans la lutte contre la pauvreté dans ces pays sont dus à divers facteurs, tels que des facteurs politiques, des conflits et des facteurs environnementaux (Thomas Melonio, Jean-David Naudet, Rémy Rioux, 2022).

D'aucuns savent que l'objectif principal du développement économique est de réduire rapidement la pauvreté absolue sous toutes ses formes. Pour cela, il est nécessaire de mettre en place des stratégies de croissance économique et des politiques visant à réduire les inégalités de revenus. Selon Bourguignon (2003), le développement économique en Afrique subsaharienne se réalise lorsque la croissance économique est forte, les inégalités de revenus diminuent et le taux de pauvreté baisse. Or, en ASS, le taux de croissance moyen du PIB (en % annuel) est de 4,47 %, tandis qu'il est de 4,58 % dans les économies à faible revenu et de 5,43 % dans les économies à revenu intermédiaire entre 2000 et 2018. En 2016, le taux de croissance du PIB en ASS a connu une chute importante, passant de 4,67 % en début 2015 à 1,19 % en 2016, pour ensuite atteindre 2,4 % en 2019 (BM, 2019).

Selon Edison (2003), les écarts internationaux de revenus par habitant sont liés aux différences dans la qualité des institutions. Les disparités de revenus entre les pays riches et ceux de l'ASS sont considérables (Acemoglu, 2003). La région compte parmi les plus inégales au monde, avec 10 des 19 pays les plus inégalitaires (PNUD, 2017).

Malgré une diminution du coefficient de Gini moyen en ASS, la région compte aujourd'hui le plus grand nombre de personnes vivant dans la pauvreté, avec un taux de pauvreté dépassant les 30% (BM et BAD, 2018). Les explications à ces disparités incluent des marchés peu fonctionnels, un faible niveau d'éducation et des facteurs liés à la gouvernance et à la qualité institutionnelle. Certains auteurs, tels que Milton Friedman (1958), Piter Bauwer et William Easterly (2001), remettent en question l'efficacité de l'APD, affirmant qu'il n'y a aucune relation entre l'APD et la croissance économique. Ils soulignent que l'APD a souvent conduit à l'expansion de la bureaucratie étatique, perpétué de mauvais gouvernements et enrichi l'élite des pays pauvres.

Quant à Dalila Nicet-Chenaf et Inès Trojette (2019), la corruption est une dimension institutionnelle qui entrave les investissements et la croissance en ASS, une région où les institutions sont inefficaces. La corruption est considérée comme croissante avec la pauvreté (Londeyran et Poole, 1990) et décroissante avec le taux de croissance économique (Alesina et al ,1992 ; Calipel et Dansinoni, 1996).

Les dirigeants politiques des pays pauvres, notamment en ASS, utilisent leur pouvoir de décision pour mettre en place des politiques économiques inefficaces afin de s'enrichir et de maintenir leur pouvoir (Bates, 1981 ; Bevan et al., 1999). Le manque de bonne gouvernance et la faible qualité des institutions sont également identifiés comme des facteurs contribuant au faible niveau de développement et à la crise de gouvernabilité en ASS (Elizabeth Leahy Madsen, 2017 et Imen BHIBAH, 2016).

Mo Ibrahim (2019) souligne que des efforts restent à fournir pour améliorer la gouvernance dans les 54 pays africains. *Transparency international* (2019) montre à travers l'indice de perception de la corruption que l'ASS est la région la moins bien notée, avec un score de 32 sur les 100 points, derrière l'Europe et l'Asie centrale (35 points). *The Economist* (2019), à travers son indice de démocratie, informe que l'ASS occupe l'avant dernière place dans le monde, avec un score de 4,36 points sur 10.

Comparativement aux autres régions du monde, il se pose le problème de la faible croissance économique, des revenus inégalement répartis et surtout la persistance de la pauvreté en ASS. La qualité ou les types d'institutions qui existent dans les pays subsahariens peuvent en être pour quelque chose.

Dans cette perspective, il est intéressant d'épouser les idées d'abord de Dalila Nicet-Chenaf et Inès Trojette (2019) qui soulignent que la corruption est une dimension institutionnelle prédominante en ASS, ce qui compromet la bonne gestion des fonds de l'APD et entrave les investissements et la croissance économique. Ensuite, celles de Bates (1981) et Bevan et al. (1999) soutenant que dans les pays subsahariens où les dirigeants politiques détiennent tout le pouvoir de décision sans être soumis à des contraintes politiques et institutionnelles, ils peuvent mettre en place des politiques économiques inappropriées pour s'enrichir et maintenir leur pouvoir. Enfin, celles de Ziadi et Azza (2014) et Azza Ziadi et Imen Bhibah (2016) qui affirment que la faible qualité des institutions publiques en ASS, caractérisée par le manque de normes démocratiques, de transparence et de responsabilité, est associée à une mauvaise gouvernance. Cela limite l'efficacité de la gestion de l'APD et contribue à la crise de développement et de gouvernabilité dans la région.

Ainsi, il ressort que le sous-développement économique chronique en ASS est le symptôme d'un problème beaucoup plus important. D'une part, les ressources naturelles que possèdent l'ASS, considérées comme éléments primordiaux sont devenues une malédiction au lieu d'être une bénédiction. D'autre part, l'APD et les institutions ne constituent pas de vrais leviers pour booster l'économie et la mettre sur une trajectoire de croissance pérenne. Pour tous ces problèmes ci-haut évoqués en matière de l'APD et des institutions, deux questions nous préoccupent :

i. quels sont les facteurs déterminants de l'aide publique au développement en ASS,

ii. quels sont les effets de l'APD et des institutions sur la croissance économique en ASS

0.3. Objectif du travail

Au regard de ces problèmes de l'efficacité et/ou de l'inefficacité de l'aide publique au développement et des institutions, l'objectif général de l'étude est d'« ***analyser les déterminants de l'aide publique au développement en Afrique subsaharienne et d'examiner les effets de l'aide publique au développement et des institutions sur la croissance économique en Afrique subsaharienne***».

0.4. Objectifs spécifiques

Cette étude a trois objectifs opérationnels (spécifiques):

i. Etudier les déterminants de l'aide publique au développement en Afrique subsaharienne.

ii. Examiner les effets de l'aide publique au développement sur la croissance économique en Afrique subsaharienne.

iii. Analyser l'effet interactif de l'aide publique au développement et des institutions sur la croissance économique en Afrique subsaharienne.

0.5. Hypothèses du travail

Une hypothèse est une réponse à la question de départ de la recherche. C'est une proposition de réponse à la question posée. Ainsi, dans l'optique d'atteindre les objectifs susmentionnés, trois hypothèses ont été formulées:

i : Les facteurs macroéconomiques sont les déterminants de l'APD en Afrique Subsaharienne.

ii : L'aide publique au développement a un effet positif sur la croissance économique en ASS.

iii : La qualité des institutions augmente les effets de l'APD sur la croissance économique en Afrique subsaharienne.

0.6. Méthodologie de recherche

Durant cette étude, il est essentiel et crucial de suivre une démarche méthodologique pour vérifier nos hypothèses et atteindre nos objectifs. Ainsi, selon Balinda (2001), la méthodologie est définie comme une étude systématique des principes fondamentaux et des méthodes de recherche utilisées dans la pratique scientifique, basée sur l'observation.

Bien que ce travail comporte un chapitre dédié à cette question, il est important de souligner dès maintenant que cette étude est principalement basée sur une recherche documentaire. Ainsi, nous procédons à trois types d'analyses au cours de ce travail. Tout d'abord, nous effectuons une analyse documentaire qui consiste en une recherche systématique de toutes les publications pertinentes liées au sujet d'étude. Cela comprend des ouvrages généraux, des revues, des rapports, des mémoires et tout autre document pertinent pour notre sujet d'analyse. Dans cette optique, la revue de littérature joue un rôle clé dans l'élaboration des énoncés théoriques et empiriques. Ensuite, nous procédons à une analyse descriptive qui présente l'état actuel des indicateurs étudiés dans les pays concernés.

Pour ce faire, nous adoptons une approche rétrospective en utilisant des graphiques pour illustrer les tendances et mettre en évidence la relation présumée entre l'aide publique au développement, les institutions et la croissance économique. Enfin, cette étude utilise une approche empirique en recourant à la méthode économétrique basée sur des données de panel dynamique. Cette approche nous permet de combiner des données temporelles et transversales tout au long de la dynamique du changement et de l'hétérogénéité des comportements des pays de l'Afrique subsaharienne étudiés.

Afin de prendre en compte le biais d'endogénéité potentielle dans les variables, nous utilisons des estimations en GMM (Méthode des Moments Généralisés) en utilisant le nouveau module "xtdpdgmm" (Tobias Kripfganz, 2019). Pour ce faire, nous utilisons le logiciel Stata 15.1, qui facilite l'exécution des différentes régressions analysées dans cette étude.

0.7. Intérêt du travail

Quant à l'intérêt de ce travail, le choix porté sur ce thème n'a pas été un fait de hasard. Il a bien sûr été motivé par plusieurs raisons notamment des raisons personnelles, scientifiques et sociales. Du point de vue personnel, le choix de ce thème a été motivé par notre aspiration ardente et longue de pouvoir avoir une image nette de l'impact de l'APD et des institutions sur la croissance économique en ASS et ce, du fait de plusieurs slogans entendus à ce sujet. Pour des raisons scientifiques, nous devons noter qu'en ce siècle où l'ASS demeure instable politiquement et économiquement, tout économiste averti devrait se pencher sur la question des différentes assistances reçues et des institutions afin de vérifier leurs efficacités ou inefficacités. Enfin, socialement, la pauvreté en ASS ne fait que s'empirer alors que des sommes importantes sont versées à la longueur des journées pour juguler ce fléau. D'aucuns se demanderaient si réellement ces sommes ne sont que des simples chiffres sur papier. De tout ce qui précède, face à la pauvreté grandissante en ASS en dépit du volume de l'APD, une étude sur l'apport de l'APD et des institutions à la lutte contre la pauvreté et donc stimuler la croissance économique en ASS doit intéresser plus d'un.

0.8. Délimitation de la recherche

Pour être conçu et précis et se trouvant dans l'impossibilité d'effectuer notre recherche depuis le début de temps jusqu'à jours et dans tous les coins de la planète, nous avons délimité notre étude de la façon suivante :

Sur le plan spatial, notre échantillon de pays étudiés se concentre sur les pays d'Afrique subsaharienne (28 pays) à savoir Afrique du Sud, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Congo République, Congo République démocratique (RDC), Côte d'Ivoire, Eswatini (anciennement Swaziland), Gabon, Gambie, Ghana, Kenya, Lesotho, Madagascar, Mali, Maurice, Mauritanie, Niger, Ouganda, Sénégal, Soudan, Tanzanie, Togo, Zambie, Zimbabwe. Ce choix est justifié par le retard significatif de la croissance économique et des institutions dans cette région par rapport aux autres régions du monde. Les données utilisées dans cette étude sont des données secondaires collectées à partir de différentes bases de données disponibles sur les sites des institutions concernées telles que la Banque mondiale (BM), Indice de développement mondial (IDM), Worldwide Governance Indicators (WGI), le World Development Indicators (WDI), Barro et Lee etc., en fonction de la nature des variables recherchées. En raison de la disponibilité limitée des données, notre échantillon comprend uniquement 28 pays sur les 49 pays composant l'Afrique subsaharienne.

En ce qui concerne la période temporelle, notre étude couvre une période de 24 ans, de 1996 à 2019. Ce choix est justifié non seulement par la disponibilité des données, mais aussi par l'importance de capturer les grands changements survenus en ASS au cours de cette période. De plus, nos estimations sont basées sur des données annuelles. Nous considérons donc que notre échantillon et la période sélectionnée sont suffisamment représentatifs pour le traitement des données et pour obtenir des résultats réellement significatifs, ce qui permettra de mener à bien notre travail de recherche.

0.9. Organisation de l’étude

Le présent travail est structuré en quatre chapitres qui fournissent une base solide pour l'étude. Hormis l’introduction générale, le premier chapitre examine en détail les aspects théoriques et empiriques liés à l'influence de l'APD et des institutions sur la croissance économique. Le deuxième chapitre présente une analyse descriptive de l'état actuel de l'influence de l'APD et des institutions sur la croissance économique des pays d'ASS. Le troisième chapitre aborde l'approche méthodologique utilisée pour l'analyse empirique. Enfin, le quatrième et dernier chapitre analyse les résultats obtenus à partir de cette approche et propose des discussions approfondies sur ces résultats. En conclusion, une synthèse générale est présentée, accompagnée de recommandations pertinentes et des limites de la recherche.

CHAPITRE I : REVUE DE LA LITTERATURE

Introduction

Ce chapitre introduit le contexte d'une étude scientifique qui se penche sur l'impact de l'aide publique au développement et des institutions sur la croissance économique. Il souligne l'importance de clarifier les variables examinées avant d'approfondir la recherche. Bien que ce domaine ait suscité un grand intérêt parmi les chercheurs, une analyse des travaux existants révèle des contradictions quant à la contribution de ces facteurs à la croissance économique.

Le chapitre vise à présenter et analyser les différentes théories et arguments des approches théoriques et empiriques. Il accorde une attention particulière à l'aide publique au développement et aux institutions, en examinant leurs liens théoriques avec la croissance économique. Le chapitre met également en évidence les liens empiriques entre ces variables et la croissance économique, en se concentrant sur les retombées attendues de ces domaines sur le développement économique.

Le chapitre est structuré en trois sections, abordant d’une part les fondements théoriques de la croissance économique, d’autre part le cadre théorique et empirique des effets de l'aide publique au développement sur la croissance économique, et enfin l'approche théorique et empirique des effets des institutions sur la croissance économique. L'objectif global est d'établir les bases théoriques et empiriques nécessaires pour les chapitres ultérieurs de l'étude.

« La résistance au changement n'est que le refus de la croissance. » **Alexander Ruperti**

« Il faut déloger la croissance pour la désacraliser et lui substituer des indicateurs de bien-être humain. » **Eloi LAURENT**

Section 1 : Fondements théoriques sur la croissance économique

Nous examinons maintenant l'un des fondements du développement durable, à savoir la croissance économique. La croissance économique est un concept complexe et multidimensionnel qui a été largement étudié par de nombreux économistes. Nous abordons les principaux auteurs et théories traditionnelles de croissance, en identifiant les facteurs de croissance économique. De plus, nous examinons également les nouvelles théories de la croissance et leurs facteurs de croissance. Enfin, nous mettons en évidence les formulations des modèles de croissance.

I.1.1. Théories de la croissance économique

Après une période où la théorie de la croissance semblait avoir perdu de son attrait auprès des économistes, un renouveau s'est produit à partir du milieu des années 1980, notamment avec l'émergence des théories de la croissance endogène. Ces nouvelles théories ont remis en question les sources de la croissance économique. On peut faire un parallèle entre ce changement de perspective et celui qui s'est produit à la fin des années 1970 et au début des années 1980 dans le domaine de l'économie internationale, avec l'introduction de modèles prenant en compte des éléments issus de la recherche en économie industrielle, tels que les rendements d'échelle non constants et la concurrence imparfaite (Amable et Guellec, 1991).

i. Modèles de croissance exogène

Les premiers modèles économiques majeurs sont connus sous le nom de modèles de croissance exogène. Ces modèles visent à expliquer les mécanismes de la croissance à court et moyen terme, mais ne fournissent pas d'explication pour la croissance à long terme. Le modèle de Solow est le plus célèbre parmi ces modèles. Il met en avant l'augmentation du capital par habitant comme le principal moteur de croissance à court et moyen terme. Cependant, il soutient que toute économie atteint un état stationnaire caractérisé par une stagnation économique, et que seule l'innovation peut permettre de dépasser cet état. Cependant, les équations du modèle de Solow ne fournissent pas d'explication sur l'origine de l'innovation. On considère alors que l'innovation est exogène au modèle, c'est-à-dire qu'elle est prise comme une donnée externe et non expliquée par le modèle lui-même**.**

ii. Modèles de croissance endogène

Pour surmonter les lacunes et les limites des modèles qui considéraient la croissance à long terme comme exogène, la science économique a développé, à partir des années 1970, des théories de la croissance qui intègrent les facteurs endogènes de la croissance. Parmi ces modèles, on trouve le modèle de Barro et le modèle de croissance schumpétérien. Ils expliquent la croissance en se basant sur des variables internes à l'économie, plutôt que de la considérer comme une sorte de "cadeau du ciel" comme le faisaient les modèles exogènes. Leur point commun est de remettre en question l'hypothèse de rendements décroissants en prenant en compte les externalités positives.

iii. Modèles unifiés de la croissance

Les modèles unifiés de la croissance sont des modèles qui cherchent à expliquer la croissance en intégrant et en trouvant des complémentarités entre les différents modèles de croissance existants. Ces modèles sont parfois assimilés aux modèles de croissance endogène, car ils fournissent des explications internes à leur propre cadre pour expliquer la croissance.

I.1.2. Facteurs de la croissance économique

I.1.2.1. Facteurs de la croissance économique dans les théories traditionnelles de la croissance

Les nouvelles théories de la croissance s'appuient largement sur des courants économiques plus anciens. Elles se concentrent sur une question centrale : est-il possible d'atteindre une croissance durable, et si oui, dans quelles conditions ?

Kaldor et Schumpeter ont joué un rôle essentiel dans le développement de nouvelles théories de la croissance économique. Les auteurs classiques anglais, tels qu'Adam Smith (1776) et David Ricardo (1819), ont jeté les bases d'une théorie de la croissance en considérant que celle-ci résulte de l'accumulation du capital. Cependant, ils adoptent une perspective pessimiste à long terme, prédisant un "état stationnaire" où la croissance diminue progressivement. Dans les théories traditionnelles de la croissance, on identifie généralement les facteurs de la terre, du travail, du capital et du progrès technique exogène. Ces facteurs sont au cœur de modèles économiques tels que ceux de Kaldor (1957), Harrod-Domar (1936), Eltis (1997 et 1998) et Solow (1956). Bref, ces facteurs, combinés et interagissant entre eux, sont considérés comme les principaux moteurs de la croissance économique dans les approches traditionnelles de la théorie de la croissance.

i. Terre

Le facteur terre représente les ressources naturelles utilisées dans la production, telles que les terres agricoles, les minéraux, l'énergie, etc. L'exploitation et l'utilisation efficace des ressources naturelles peuvent contribuer à la croissance économique.

A l'époque de la pensée physiocratique menée par François Quesnay, la terre était vue comme la seule source de croissance économique, les travailleurs se contentant de prélever ses produits. Avec l'avènement de David Ricardo et des économistes classiques, la terre est reconnue pour ses facultés productives intrinsèques, influençant la répartition des revenus et mettant en avant les rendements décroissants.

Nicholas Kaldor, en 1957, propose un modèle classique qui place la terre comme le principal moteur de la valeur ajoutée et de la croissance économique, soulignant l'agriculture comme clé de la production, malgré l'effet persistant des rendements décroissants de Ricardo.

ii. Travail

Le facteur travail représente la main-d'œuvre disponible dans une économie. Il englobe la population active et le niveau d'emploi. Une augmentation de la main-d'œuvre peut stimuler la production et favoriser la croissance économique.

Dans son ouvrage "La richesse des Nations" de 1776, Adam Smith soutient que la division du travail est la principale source de productivité, en opposition aux mercantilistes et aux physiocrates. Il estime que la valeur découle du travail et que celle-ci est répartie naturellement entre les acteurs impliqués. Par contre, Thomas Malthus, dans "Essai sur le principe de population" de 1798, affirme que le travail et les ressources naturelles sont les seuls éléments cruciaux pour la croissance économique, mettant l'accent sur la pression démographique. Malthus propose des mesures de contrôle démographique (mariages tardifs ou de l'abstinence sexuelle.) pour favoriser la croissance économique, ignorant les facteurs macroéconomiques qui seront pris en compte dans les théories ultérieures.

iii. Capital physique

Le facteur capital fait référence aux biens et aux infrastructures utilisés dans le processus de production. Cela inclut les machines, les équipements, les bâtiments, les technologies, etc. L'investissement dans le capital physique peut augmenter la productivité et stimuler la croissance.

Le modèle Harrod-Domar de 1936 utilise la propension marginale à épargner (s) et le coefficient du capital (c) pour expliquer le rôle du capital physique dans la croissance économique. Selon ce modèle, la croissance du capital et de la production est déterminée par l'épargne nette générée par le capital existant. Harrod souligne l'importance de l'épargne pour acquérir du capital. Romer, en 1986, a rénové cette analyse en introduisant des externalités entre les entreprises, affirmant que l'investissement dans de nouvelles technologies favorise un apprentissage par la pratique et stimule la croissance économique.

iv. Progrès technique exogène

Dans les théories traditionnelles, le progrès technique est généralement considéré comme exogène, c'est-à-dire qu'il est considéré comme provenant de sources externes au modèle économique lui-même. Il englobe les avancées technologiques et l'innovation qui améliorent l'efficacité de la production et stimulent la croissance.

En 1956, l'économiste Robert Solow a introduit le modèle de croissance néoclassique à long terme, reconnaissant les limites des facteurs travail et capital. Solow souligne l'importance du progrès technique comme troisième facteur de croissance, en plus du travail et du capital, pour assurer une croissance soutenue. Il met en avant les rendements marginaux décroissants, suggérant que sans progrès technique, la croissance tend à ralentir jusqu'à atteindre un état stationnaire. Solow rejoint les économistes classiques en notant que sans progrès technique, l'économie converge vers un état stationnaire. Cependant, il souligne que le progrès technique est crucial pour retarder ce stade. Dans le modèle de Solow, le progrès technique est considéré comme exogène, provenant de l'extérieur et n'étant pas lié au comportement des agents économiques, ce qui le distingue du travail et du capital. Son modèle met en lumière l'importance du progrès technique pour la croissance à long terme, bien qu'il ne fournisse pas d'explication sur son origine, le considérant comme un facteur "tombe du ciel" et exogène.

Il est donc nécessaire que les nouvelles théories de la croissance parviennent à expliquer l'origine du progrès technique. C'est ce que les théories de la croissance endogène vont tenter de faire par la suite.

I.1.2.2. Facteurs de la croissance économique dans les nouvelles théories de la croissance

La théorie de la croissance endogène regroupe l'ensemble des théories économiques qui tentent d'expliquer la croissance économique en se basant sur des variables internes au modèle, c'est-à-dire inhérentes au système économique lui-même. Cette théorie émerge en réponse aux modèles de croissance exogène, notamment le modèle de Solow, qui expliquait la croissance économique à long terme grâce au progrès technique, mais qui ne parvenait pas à expliquer l'origine de ce progrès (laissant ainsi une partie inexpliquée). Le premier économiste à proposer un modèle de croissance endogène est Paul Romer, avec son modèle éponyme en 1986. Ainsi, les facteurs de croissance endogène sont :

i. Progrès technique (modèle de Romer)

Le modèle fondateur de Paul Romer réintègre le progrès technique au cœur de la croissance économique, le considérant désormais comme un élément central plutôt qu'un simple "résidu" par rapport aux facteurs de production traditionnels tels que les ressources naturelles, le capital et le travail, qui sont considérés comme endogènes. Ce modèle rend l'innovation endogène en la reliant au comportement, aux initiatives et au développement des compétences des agents économiques. L'innovation devient ainsi une activité à rendement croissant qui accroît le stock de connaissances, et le partage de ces connaissances bénéficie à l'ensemble plutôt qu'à une seule entreprise innovante. Les entreprises deviennent interdépendantes, et la "course à l'innovation" de chaque entreprise profite à l'ensemble des entreprises, stimulant ainsi la croissance économique.

ii. Capital humain (modèle de Lucas)

En 1988, Robert E. Lucas a publié son modèle dans un article intitulé "On the mechanics of economic development". Dans ce modèle, il introduit la notion de capital humain, qu'il note "H". La dimension du travail est remplacée par une combinaison de capital physique et de capital humain dans la fonction de production. Le capital humain fait référence à l'ensemble des connaissances, des compétences et de la bonne santé d'un travailleur, ce qui le rend plus productif. La mesure quantitative du capital humain peut toutefois être subjective, mais cela met en évidence l'importance d'un système éducatif et de santé solide pour favoriser le développement économique.

iii. Action publique (modèle de Barro)

Le modèle de croissance exogène, étant d'origine néoclassique, néglige l'impact de l'action gouvernementale sur la croissance économique. En revanche, le modèle de croissance endogène reconnaît que l'action publique peut améliorer la productivité de l'économie, par exemple en augmentant le stock de connaissances (capital humain) ou en investissant dans des infrastructures publiques. En ce qui concerne les infrastructures publiques, Robert Barro a conclu qu'elles facilitent la circulation des biens, des personnes et de l'information, et que leur financement par le biais de l'impôt est bénéfique. Ainsi, le modèle de croissance endogène prend en compte le rôle positif de l'action publique dans la stimulation de la croissance économique.

iv. Innovation (modèle schumpétérien)

L'innovation occupe une place centrale dans le modèle de croissance endogène, qui s'appuie sur la notion de destruction créatrice développée par Schumpeter. Les bénéfices anticipés liés à la création d'une invention incitent les inventeurs à innover, ce qui entraîne des gains de productivité. Une fois que les bénéfices anticipés diminuent et que les concurrents peuvent reproduire le produit, ils imitent, innovent et améliorent à leur tour.

I.1.3. Formulation des modèles de croissance[2]

La fonction de production est une relation mathématique établie entre la quantité produite et le ou les facteurs de production utilisés, ou encore entre l'output et les inputs.

I.1.3.1. Formulation du modèle de croissance exogène

Afin de comprendre l'apport de la croissance endogène, il n'est pas inutile de repartir du modèle traditionnel néo-classique de croissance exogène tel que celui proposé par Solow (1956). Le cadre est extrêmement simple. On considère une économie avec un comportement de consommation de type keynésien (à propension à consommer constante) et un secteur des entreprises qui produit un bien unique pouvant alternativement servir à l'investissement ou à la consommation. Il y a concurrence parfaite sur le marché du bien comme sur celui des facteurs de production, lesquels sont au nombre de deux: le capital et le travail. La production se fait à rendements constants sur l'ensemble des facteurs et donc à rendements marginaux décroissants sur chacun des deux facteurs. La fonction de production est: $Y = F(K, L)$ (1)

[2] Un survol des théories de la croissance endogène, Bruno Amable (UniversitÈ de Paris I), Texte de Mars 2000

Où Y est la production nette du bien, K le stock de capital et L le facteur travail. F est une fonction homogène de degré 1.

Il est plus aisé de considérer l'évolution du produit par tête (ou encore par travailleur). Compte tenu de l'homogénéité de degré 1 de la fonction de production, on peut écrire le produit par tête comme: $y = \frac{Y}{L} = F\left(\frac{K}{L}, 1\right) = f(k)$ (2) Avec $k = \frac{K}{L}$

La fonction f n'a comme seul argument que le stock de capital par travailleur. f est à rendements décroissants. L'accumulation du capital par tête peut alors s'écrire comme:

$$\dot{k} = s \,.\, f(k) - (\delta + n) \,.\, k \qquad (3)$$

Où s est le taux d'épargne, δ le taux de dépréciation du capital et n le taux de croissance de la population. Les propriétés de la fonction f font que l'économie converge vers un état stationnaire k^* tel que : $k^* = \frac{s \,.\, f(k^*)}{n+\delta}$ (4)

En ce point, le taux de croissance de l'économie est nul. Par conséquent, le modèle de croissance néo-classique sans progrès technique ne peut représenter qu'une croissance de moyen terme, lorsqu'une économie dont le stock de capital par tête est inférieure à sa valeur d'équilibre stationnaire, converge vers cette valeur d'équilibre. Une fois parvenue à l'équilibre stationnaire, l'économie cesse de croître.

Par corollaire, les différences dans les niveaux de développement à court terme devraient être attribuées à des différences internationales dans les rythmes d'accumulation des facteurs de production. Cette proposition a donné lieu à de nombreux tests empiriques aux conclusions contrastées. Nous nous concentrons sur les modèles théoriques. L'extinction de la croissance et la convergence vers un certain niveau de capital par tête proviennent de la décroissance du produit marginal du capital, seul facteur accumulable dans le modèle. Dans ces conditions, les pays les plus riches, ceux dont le stock de capital par tête est le plus élevé, sont aussi les pays où le rendement du capital est le plus faible, ce qui explique que l'accumulation du capital y soit plus lente qu'ailleurs. Cette décroissance de la productivité marginale du (ou de l'ensemble des) facteur(s) accumulable(s) est donc l'hypothèse centrale pour l'obtention de la convergence de même qu'elle est responsable de l'extinction de la croissance.

La levée de cette hypothèse et la prise en compte de rendements marginaux constants permet l'obtention d'une croissance de long terme. La fonction de production est transformée en:

$y = A\,k$ (5)

I.1.3.2. Formulation du modèle de croissance endogène

Nous pouvons maintenant nous intéresser aux modèles de croissance endogène qui reposent sur des rendements constants dans l'accumulation des facteurs de croissance. La plupart de ces modèles ont été développés dans les années 1980, c'est à dire à une époque où la fonction de consommation keynésienne n'était plus considérée comme une hypothèse admissible dans des modèles aux fondements microéconomiques soi-disant rigoureux. La plupart des modèles font donc reposer les comportements d'épargne et de consommation sur à partir de la maximisation intertemporelle d'une fonction d'utilité qui peut ne dépendre que de la seule consommation:

$U = \int_0^{\infty} e^{-\rho t}\ .u[c(t)]dt$ (1)

En choisissant pour la fonction d'utilité instantanée une spécification à élasticité de substitution intertemporelle constante:

$u[c] = \frac{c^{1-\sigma}-1}{1-\sigma}$ (2)

et en supposant qu'il n'existe pas de contrainte de crédit, on obtient une expression du taux de croissance de la consommation dépendant du taux d'intérêt r et donc de la productivité marginale du capital, du taux de préférence pour le présent ρ et de l'élasticité de substitution intertemporelle σ.

$\frac{\dot{c}}{c} = \frac{r-\rho}{\sigma}$ (3)

Comme à l'équilibre -c'est à dire hors dynamique transitoire- consommation et produit croîtront au même taux, cette équation fournit la moitié de la résolution de bon nombre de modèles de croissance endogène. L'autre moitié consiste à déterminer la valeur de r.

i. Accumulation de connaissances

Le premier modèle de croissance endogène est le modèle de Romer (1986) qui repose sur l'accumulation de connaissances. En supposant que les connaissances et le capital physique sont assimilables l'un à l'autre, on peut aussi parler de croissance fondée sur l'accumulation d'équipements productifs incorporant les dernières connaissances techniques découvertes.

On peut alors poser la fonction de production d'une firme telle que: $y = A\,K^{\eta}k^{\alpha}$ (1)

Les lettres minuscules renvoient à la firme alors que les lettres majuscules concernent l'économie agrégée. Le terme en K^{η} est une externalité positive pour chaque firme, qui représente l'effet positif mais inappropriable que l'accumulation de connaissances représente pour chaque firme. Ce terme d'externalité positive implique que les décisions d'investissement prises par les firmes seront sous-optimales. En supposant un nombre fixe N, de firmes symétriques dans l'économie, la fonction de production agrégée s'écrit comme:

$Y = A\,K^{\eta}\,K^{\alpha}$ (2)

La stabilité du sentier de croissance dépend alors de la valeur des paramètres α et η . Si $\alpha + \eta = 1$, les rendements agrégés du capital sont constants et l'économie se comporte comme le modèle $A\,K$ présenté précédemment.

Dans le cadre du modèle de Romer (1986), une subvention à l'investissement permettra de faire en sorte que les firmes investissent plus et rapprochera l'économie de son taux de croissance optimal. Comme l'ont charitablement fait remarquer Aghion et Howitt (1998), cette idée était déjà présente chez Frankel (1962). Ce dernier considérait un «modificateur de développement» fonction du rapport capital/travail agrégé. L'idée que le niveau de la productivité est fonction (croissante) de la mécanisation peut se justifier de plusieurs façons; on retrouve une idée proche, exprimée en taux de croissance, dans la fonction de progrès technique de Kaldor (1957). La production d'une firme pouvait donc s'écrire: $y = A\,k^{\alpha}\,l^{1-\alpha}$ (3) Avec $A = A_0\,(\frac{K}{L})^{\tau}$

Les lettres minuscules étant employées pour les firmes et les lettres majuscules pour l'économie entière. En supposant un nombre fixe de firmes, la fonction de production de l'économie agrégée s'écrit comme : $Y = A_0\,(\frac{K}{L})^{\tau}\,K^{\alpha}\,L^{1-\alpha}$ (4) et on retrouve le modèle $A\,K$ si $\tau = 1 - \alpha$

ii. Accumulation de capital humain

Lucas (1988) a proposé un modèle de croissance endogène qui repose sur l'accumulation de capital humain; les individus doivent arbitrer entre travailler pour produire ou consacrer leur temps à accumuler du capital humain afin d'être plus productif. La fonction de production de l'économie se déduit de la fonction de production de chacun des individus qui la composent. La production nette par travailleur s'écrit comme : $y = A\, k^{\beta}\, (u.h)^{1-\beta}\, h_a^{\tau}$ (1)

$u \in [0,1]$ est la fraction du temps disponible consacré à la production, la fraction $1-u$ sera donc consacrée à l'accumulation individuelle de capital humain. Le terme en h_a^{τ} représente les effets externes de l'éducation. h_a est le niveau moyen de capital humain par individu dans l'économie. Une population où le niveau moyen de capital humain est élevé améliorera donc la productivité de chacun. Il s'agit donc d'une sorte de compétence collective liée aux échanges d'information entre agents. Lucas met en avant leur rôle dans les effets d'agglomération (la formation des villes).

L'accumulation individuelle de capital humain se fait selon: $\dot{h} = \delta(1-u)h$ (2)

La forme linéaire en h de l'accumulation de capital humain va permettre une croissance endogène de l'économie.

L'accumulation de capital physique par travailleur suit : $\dot{k} = y - c - nk$ (3)

« Un État dont la population est divisée entre un petit groupe de riches et un grand nombre de pauvres aura toujours tendance à se doter d'un gouvernement manipulé par les riches dans le but de préserver les avantages associés à leurs avoirs » **Harold Lask**

Section 2 : Cadre théorique et empirique des effets de l'aide publique au développement sur la croissance économique

Cette section examine l'économie de l'aide publique au développement et les grandes théories qui permettent de comprendre sa relation avec la croissance économique. Plus précisément, elle explore le concept de l'APD, la logique de son allocation et les arguments en faveur ou en défaveur de l'APD (déterminants de l'APD). Elle met également en évidence le rôle crucial de la qualité des institutions dans la manière dont l'APD est allouée.

I.2.1. Littérature sur les déterminants de l'aide publique au développement

I.2.1.1. Sélectivité de l'aide: vers un principe de « rationalisation limitée »?

Dans les débats autour de la sélectivité de l'APD, l'une des idées qui a émergé ces dernières années concerne la possibilité de pratiquer une allocation optimale de l'aide maximisant une fonction objectif, par exemple la lutte contre la pauvreté, en fonction de certains critères définis a priori. Le Millenium Chalenge Account (MCA) ou le système d'allocation de l'USAID se réfèrent plus ou moins explicitement à ce principe de sélectivité rationnelle. Deux critères sont ainsi mis en avant pour ce calcul économique : le niveau des besoins respectifs des pays et leur degré de performance, souvent appréhendé en termes de qualité de leur gouvernance. Dans ce cadre, les pays pauvres à bonne gouvernance constituent ainsi la cible privilégiée. Mais cette démarche a des limites et fait l'objet de nombreuses critiques. Certaines concernent la nature des critères retenus, leur caractère réducteur, la difficulté à les appréhender ou même leur légitimité, notamment pour le critère de la bonne gouvernance qui pourrait mesurer le degré d'adéquation au Consensus de Washington. D'autres portent sur le caractère discriminatoire d'un modèle qui privilégie les pays pauvres « bons élèves » combinant faible développement et bonne gouvernance (Burnside et Dollar, 2004, 1997).

Au final, si cet idéal d'une allocation rationnelle de l'aide est théoriquement séduisant, il se heurte toutefois à des principes de réalité incontournables, notamment à la complexité des situations et au caractère multidimensionnel des objectifs de l'aide. Dans la pratique, les systèmes d'allocation font l'objet d'ajustements « de terrain » pouvant conduire à d'importantes modifications de l'allocation théorique de départ comme en témoignent les premières sélections du MCA. Ces ajustements suivent la montée en puissance des objectifs de sécurité, de prévention et de traitement des conflits qui constituent un motif fort de non abandon des « orphelins de l'aide » (Alesina et Dollar, 2000).

A cet égard les multilatéraux considèrent qu'ils sont investis d'une mission de service public. Ces contraintes conduisent finalement à une catégorisation croissante des pays bénéficiaires suivant deux axes principaux. Le premier est celui de la qualité des performances associée à la qualité de la gouvernance. Le deuxième axe concerne l'intérêt stratégique du pays bénéficiaire. Il peut jouer en modulation de la catégorisation précédente en excluant les pays à bonne performance « non amicaux » et en retenant des pays en crise sur une base politique. Il peut également être un facteur discriminant à part entière (Berthélémy et Tichit, 2004 ; Burnside et Dollar, 2000).

I.2.1.2. Pays orphelins et bons élèves (chouchous) de l'aide

i) Pays orphelins de l'aide

Les pays orphelins de l'aide sont ceux qui reçoivent peu ou pas d'Aide Publique au Développement (APD) de la part des bailleurs traditionnels (David Roodman, 2007 ; Homi Kharas et Andrew Rogerson, 2012 et Charles Kenny, 2012). Ces pays peuvent être confrontés à des défis importants en matière de développement, tels que la pauvreté, les problèmes de santé, les infrastructures insuffisantes et les difficultés économiques. Il est important de noter que la situation des pays orphelins de l'aide peut être le résultat de divers facteurs. Certains de ces pays peuvent avoir des faiblesses institutionnelles, des gouvernances inefficaces ou des conflits internes qui découragent les bailleurs de fonds de leur accorder une aide substantielle. Dans d'autres cas, ces pays peuvent être négligés en raison de leur taille, de leur situation géographique ou de leur manque de ressources naturelles (Paul Collier, 2007 ; Michael Clemens et Todd Moss, 2007 et Jeffrey Sachs, 2005).

Cependant, l'absence d'aide ne signifie pas nécessairement que ces pays ne reçoivent aucune forme de soutien. Ils peuvent bénéficier d'autres formes d'assistance, telles que des investissements directs étrangers, des financements privés, des partenariats régionaux ou des initiatives de développement régionales. Il convient également de noter que la situation des pays orphelins de l'aide peut évoluer avec le temps. Les priorités des bailleurs de fonds peuvent changer, de nouveaux partenaires de développement peuvent émerger, et les politiques et les conditions dans ces pays peuvent également évoluer, ce qui peut influencer les flux d'aide à l'avenir.

Dans tous les cas, il est essentiel que les pays orphelins de l'aide reçoivent une attention particulière pour comprendre leurs besoins spécifiques et chercher des solutions adaptées à leurs contextes (William Easterly, 2014 ; Nancy Birdsall et Homi Kharas, 2010 et Owen Barder et Nancy Birdsall, 2009).

Les efforts visant à renforcer les capacités nationales, à promouvoir la bonne gouvernance, à encourager les investissements et à favoriser la coopération régionale peuvent contribuer à soutenir le développement durable de ces pays.

Comme pays orphelins de l'aide, on peut citer le Burundi, Sao Tomé-et-Principe et Eswatini (anciennement Swaziland). En effet, le Burundi a été confronté à des conflits internes, à une instabilité politique et à des défis économiques persistants qui ont contribué à sa faible attractivité pour les bailleurs de fonds. Les préoccupations concernant la gouvernance, les droits de l'homme et la stabilité politique ont également pu jouer un rôle dans la réduction de l'APD vers ce pays (OCDE, 2020).

En raison de sa petite taille, de sa population réduite et de son niveau de développement relativement élevé par rapport à d'autres pays de la région, Sao Tomé-et-Principe peut recevoir moins d'attention et d'APD de la part des bailleurs de fonds internationaux. Les faiblesses institutionnelles et les capacités limitées peuvent également jouer un rôle dans la réception limitée d'APD (Banque mondiale, 2020). Malgré des niveaux de revenu plus élevés que la moyenne régionale, Eswatini fait face à des défis de gouvernance, de droits de l'homme et de diversification économique qui peuvent influencer négativement sa capacité à attirer des flux d'APD importants. La taille réduite de son économie et de sa population peut également jouer un rôle (BAfD, 2021). De plus, la faible réception d'APD par certains pays peut également être liée à des considérations politiques, géostratégiques ou de performance économique et institutionnelle spécifiques à ces pays.

ii) Pays bons élèves (chouchous) de l'Aide

Les "pays bons élèves" de l'APD sont généralement ceux qui reçoivent une part disproportionnée de l'assistance internationale par rapport à d'autres pays (Peter Boone et Zhaoguo Zhan, 2006 ; Raghuram Rajan et Arvind Subramanian, 2008).

Cette situation peut être due à divers facteurs, tels que des relations politiques étroites avec les bailleurs de fonds, des intérêts géopolitiques stratégiques, ou encore des résultats économiques et politiques favorables.

L'attention et les ressources accrues accordées aux pays chouchous peuvent avoir des avantages potentiels en termes de développement. Ces pays peuvent bénéficier d'investissements plus importants dans les infrastructures, les services sociaux, l'éducation, la santé et d'autres domaines clés (Jeffrey Sachs, 2005 ; Paul Collier, 2007 et William Easterly, 2006). Cela peut contribuer à accélérer leur croissance économique, à réduire la pauvreté et à améliorer les conditions de vie de leur population.

Cependant, l'accent mis sur les pays chouchous peut également présenter certains défis et inconvénients. Tout d'abord, cela peut entraîner une inégalité dans la distribution de l'aide, en négligeant d'autres pays qui pourraient également avoir des besoins urgents de développement. Cela peut créer une disparité dans les progrès réalisés et aggraver les écarts de développement entre les pays. De plus, la dépendance excessive à l'APD peut avoir des effets négatifs à long terme (William Easterly, 2001 ; Dambisa Moyo, 2009 ; Paul Collier, 2007 et Jeffrey Sachs, 2005). Les pays chouchous peuvent devenir vulnérables à un retrait soudain de l'aide si les priorités des bailleurs de fonds changent ou si les relations politiques se détériorent.

Cela souligne l'importance d'une diversification des sources de financement et du renforcement des capacités nationales pour réduire la dépendance à l'égard de l'aide. Il est essentiel de garantir une allocation équitable et transparente de l'APD, en tenant compte des besoins de tous les pays, qu'ils soient "chouchous" ou non. Les critères d'allocation doivent être basés sur des principes de solidarité, de réduction de la pauvreté, de durabilité et de respect des droits de l'homme (Amartya Sen, 1999 ; Martha Nussbaum, 2011 et Jeffrey Sachs, 2005). Il est également important de promouvoir la responsabilité mutuelle entre les bailleurs de fonds et les pays bénéficiaires, ainsi que la participation active des acteurs locaux dans la définition des priorités et la mise en œuvre des programmes de développement.

En guise d’exemple, l’Ethiopie, le Rwanda et le Nigeria sont des pays chouchous de l’APD. En outre, l'Ethiopie a souvent été un bénéficiaire majeur de l'APD en raison de sa taille, de sa population importante et de sa vulnérabilité à la sécheresse et aux crises humanitaires. De plus, le pays a mis en œuvre des réformes économiques et a été considéré comme un allié clé dans la lutte contre le terrorisme dans la région de la Corne de l'Afrique (OCDE, 2020). Concernant le Rwanda, il a bénéficié d'une augmentation significative de l'APD en raison de ses progrès dans la réduction de la pauvreté, la promotion de la bonne gouvernance et la stabilité politique après le génocide de 1994. Le pays a été salué pour ses efforts en matière de développement et a été considéré comme un exemple de réussite en Afrique (FMI, 2019).

En tant que pays le plus peuplé d'Afrique et une économie majeure, le Nigeria a reçu une part importante de l'APD en raison de son potentiel économique et de son rôle crucial dans la région ouest-africaine. L'APD vers le Nigeria a souvent été destinée à des programmes de développement économique, de santé et d'éducation (OCDE, 2020). Le montant de l'APD allouée à ces pays peut aussi varier en fonction des politiques des bailleurs de fonds, des priorités nationales et des défis spécifiques auxquels ces pays sont confrontés.

Ainsi, dans ce même ordre d'idées des facteurs déterminants de l'APD, il est pertinent d'épouser les idées suivantes. World Bank (2017) met en évidence l'importance de l'investissement dans les infrastructures (formation brute du capital fixe) pour attirer l'APD et promouvoir le développement économique durable. World Bank (2019) souligne l'importance du capital humain pour la prospérité économique et la réduction de la pauvreté. Le rapport met en évidence l'impact positif de l'investissement dans l'éducation, la santé et les compétences sur la productivité, les revenus et le développement global, ce qui peut renforcer l'efficacité de l'APD. Dani Rodrik (2017) souligne l'importance de la disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée et compétente pour attirer l'investissement étranger et favoriser le développement économique. Ales Bulir et Alma Romero-Barrutieta (2019) examinent comment la stabilité politique affecte l'efficacité de l'APD. Leur recherche montre que la stabilité politique est un facteur clé pour améliorer l'efficacité de l'APD, en favorisant une meilleure gestion des ressources et une utilisation plus efficace des fonds. Daniel Kaufmann et Aart Kraay (2018) examinent l'impact de la gouvernance, y compris le contrôle de la corruption, sur l'APD reçue par les pays bénéficiaires. Leur étude indique que des niveaux plus élevés de gouvernance et de contrôle de la corruption sont associés à des niveaux plus importants d'APD. World Bank (2018) met en évidence le lien entre l'investissement dans les infrastructures de qualité et la croissance économique. Ces investissements peuvent contribuer à rendre un pays plus attractif pour l'APD. David Roodman (2020) examine l'impact des fluctuations des taux de change sur l'APD et conclut que des taux de change officiels plus élevés peuvent augmenter l'APD en favorisant l'efficacité des ressources allouées. Raghuram Rajan (2019) explique que les pays doivent investir dans des infrastructures publiques et des services sociaux pour attirer l'APD et soutenir le développement économique. Rainer Thiele et al. (2020) ont examiné l'allocation de l'APD en utilisant des données désagrégées. Leurs résultats montrent que le PIB par habitant est un facteur important qui influence l'allocation de l'APD, avec une tendance à accorder davantage d'aide aux pays à faible revenu par habitant.

I.2.2. Différents types d'APD

L'APD peut être classée en trois grandes catégories principales : les prêts, les dons et la coopération technique (RATSIMBAZAFY Harivola Jane Mireille, 2014).

I.2.2.1. Prêts

Les prêts sont des formes d'aide qui impliquent la fourniture de ressources qui doivent être remboursées selon les conditions établies dans l'accord de prêt. Il existe deux types de prêts : l'aide projet et l'aide programme.

i. Aide projet

L'aide projet se réfère à l'ensemble des fonds alloués pour la réalisation de projets spécifiques. Elle est souvent utilisée pour la construction d'infrastructures telles que des routes, des hôpitaux, des barrages hydroélectriques, ainsi que des projets de développement rural. L'objectif de l'aide projet est de soutenir le financement de ces projets et de contribuer aux plans d'investissement du pays bénéficiaire. Dans la plupart des cas, le gouvernement du pays bénéficiaire établit un plan d'investissement, puis les donateurs choisissent les projets qu'ils souhaitent financer en se basant sur ce plan. De plus, les donateurs supervisent l'utilisation des fonds. Ils surveillent chaque étape du projet, y compris les études préliminaires, les appels d'offres et le contrôle des travaux, afin d'assurer la transparence et la gestion efficace des fonds.

ii. Aide programme

L'aide programme est octroyée pour le financement de projets d'envergure plus vaste. Elle ne se limite pas à des projets d'investissement spécifiques, mais vise des objectifs plus larges de développement macroéconomique. L'allocation de ce type d'aide implique une négociation approfondie entre les donateurs et les bénéficiaires sur les stratégies de développement à adopter. Les fonds sont versés directement au bénéficiaire, sans intervention ultérieure possible de la part du donateur. L'aide programme est utilisée dans trois cas : le soutien à la balance des paiements, qui vise à compenser les déficits de la balance des paiements en soutenant les importations du pays bénéficiaire, l'aide budgétaire globale ou sectorielle, qui suppose l'adoption d'une stratégie commune et de politiques économiques reconnues, ainsi qu'un système transparent de contrôle des dépenses, et enfin, l'allègement de la dette des pays en développement.

I.2.2.2. Dons

Les dons sont des formes d'aide qui consistent en la fourniture de fonds et de transferts en nature par un donateur, sans obligation de remboursement de la part du gouvernement bénéficiaire. Ils se manifestent sous la forme d'aide alimentaire et d'aide d'urgence.

i. Aide alimentaire

L'aide alimentaire englobe les provisions de nourriture destinées à l'alimentation des populations à des fins de développement, comprenant à la fois les dons et les prêts pour l'achat de produits alimentaires. Cette catégorie inclut également les dépenses connexes telles que le transport, le stockage et la distribution des denrées alimentaires. Elle englobe également les articles associés fournis par les donateurs, tels que la nourriture pour animaux et les intrants agricoles, notamment pour les cultures vivrières, lorsque ces contributions font partie d'un programme d'aide alimentaire.

ii. Aide d'urgence

Il s'agit de fournir des ressources dans le but de soulager immédiatement les situations de détresse et d'améliorer le bien-être des populations affectées par des catastrophes naturelles ou causées par l'homme. L'aide alimentaire dans le cadre de situations d'urgence et à des fins humanitaires fait partie de cette catégorie. Cette forme d'assistance est principalement axée sur l'aspect humanitaire.

I.2.2.3. Coopération technique

La coopération technique implique le financement de formations dans le but de faciliter le transfert de compétences et de connaissances techniques, administratives ou technologiques, afin de renforcer les capacités nationales à mener des activités de développement. Elle englobe également les activités de préinvestissement, telles que les études de faisabilité, lorsque l'investissement lui-même n'a pas encore été approuvé ou financé. Son objectif est de favoriser le renforcement des capacités nationales et de soutenir les efforts de développement.

I.2.3. Formes de l'APD et bailleurs de fonds

Il est maintenant pertinent de faire une distinction entre l'aide publique au développement (APD) bilatérale et l'APD multilatérale (Myriam Ben Saad, 2012).

I.2.3.1. Aides bilatérales

L'aide bilatérale est directement destinée aux pays en développement. Selon l'OCDE, cette forme de coopération est un outil politique de développement qui sert les intérêts des États membres du Comité d'aide au développement (CAD). Cependant, cette coopération met également l'accent sur la générosité, la performance et la reconnaissance de l'expertise en matière d'investissement au profit des populations bénéficiaires.

Les aides bilatérales proviennent principalement des pays riches, la plupart étant membres du CAD de l'OCDE. Ces membres comprennent l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse. Cependant, une partie de l'APD provient également des pays à revenu intermédiaire, à la suite de négociations entre ces pays et certains pays moins avancés. Parmi ces pays figurent la Chine, l'Inde et le Pakistan, par exemple. Habituellement, les donateurs planifient et accordent les prêts et les dons relevant de l'aide bilatérale par le biais d'organismes d'aide tels que l'Agence américaine pour le développement international (USAID), l'Overseas Development Administration (ODA) britannique, l'Agence de développement international canadienne (CIDA) et l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (SIDA).

I.2.3.2. Aides multilatérales

L'aide publique devient multilatérale lorsqu'elle transite par des organisations internationales telles que la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, la Commission européenne, la Banque européenne d'investissement et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement. Cette forme de coopération permet de gérer des projets de développement à l'échelle nationale (par opposition à l'aide bilatérale qui se concentre généralement sur des projets locaux) et de résoudre des problèmes dont la complexité dépasse les capacités de l'aide bilatérale, tels qu'un besoin de financement important. L'organisme international le plus important et influent est la Banque mondiale, qui comprend l'Association internationale de développement (IDA) et la Société financière internationale (SFI) en tant que filiales. Malgré son rôle majeur au sein de la communauté des organismes d'aide, la Banque mondiale fournit principalement des prêts en utilisant des fonds empruntés sur les marchés financiers internationaux au taux d'intérêt de base en vigueur, qu'elle prête ensuite aux pays en développement à des taux légèrement supérieurs.

Seule l'IDA canalise les contributions des pays membres prospères vers les pays les plus pauvres dans des conditions très favorables, offrant ainsi une aide au sens strict du terme.

Le Fonds monétaire international (FMI), bien qu'il ne se concentre pas principalement sur la promotion du développement, exerce une influence majeure sur les pays en développement par le biais de ses méthodes et de ses moyens. Il accorde une attention croissante à l'assistance aux pays en développement en leur fournissant divers types de soutien en matière de balance des paiements. Les banques régionales de développement, telles que la Banque africaine de développement (BAfD) et la Banque asiatique de développement (BAsD), contribuent également au financement de l'APD. Elles accordent des prêts commerciaux et à des conditions préférentielles aux États membres. Parmi les donateurs multilatéraux figurent l'Union européenne (UE) et les pays arabes de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). Initialement, l'UE a concentré son aide sur les anciennes colonies françaises d'Afrique, mais elle élargit désormais son assistance, en particulier sur le continent africain. L'OPEP arabe, particulièrement active à la fin des années 70 et au début des années 80 lorsque les prix du pétrole étaient élevés, concentre son aide sur les États islamiques.

Les Nations Unies ont un programme d'aide préférentielle coordonné par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), qui accorde des dons aux pays membres. Cependant, les institutions spécialisées de l'ONU, telles que l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), l'Organisation internationale du travail (OIT) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS), réalisent les opérations d'assistance technique financées par le PNUD.

I.2.4. Littérature sur les effets de l’aide publique au développement sur la croissance économique

L'importance théorique de l'APD dans le contexte d'une économie nécessitant des financements remonte aux travaux sur le concept de "big push" de Rosenstein-Rodan (1943, 1961).

Les travaux de Rosenstein Rodan en 1943, intitulés "Les problèmes de l'industrialisation de l'Europe de l'Est et du Sud-Est", ont donné naissance à la théorie du Big Push. Selon cette théorie, la solution pour aider les pays pauvres à sortir de la pauvreté serait d'investir massivement dans ces pays grâce à l'aide internationale. Rosenstein souligne l'importance d'apports financiers considérables provenant de l'extérieur, qui permettraient aux pays pauvres de financer leurs investissements et d'accélérer leur développement économique.

Jeffrey Sachs soutient cette approche et soutient l'idée qu'un pays pauvre ne peut sortir de la trappe de la pauvreté sans une aide financière extérieure (Sachs, 2005). Cependant, des voix plus critiques, comme celle d'Easterly (2009) et de Moyo (2009a), s'opposent à l'idée du Big Push en s'appuyant sur des arguments issus de la tradition du choix public. Easterly, qui est en désaccord avec Sachs, a démontré en 2009 que l'aide ne conduit pas à la croissance, indépendamment du montant des fonds alloués. Il a souligné les deux scandales suivants : premièrement, la coexistence de la pauvreté dans un monde riche, et deuxièmement, le fait que malgré les 2300 milliards de dollars d'aide au développement déboursés au cours des dernières décennies, les résultats obtenus ont été limités (Easterly, 2009). Selon lui, l'aide se contente d'élargir et de renforcer les pouvoirs en place. Pourtant, Stiglitz (2002) estime que même si l'aide n'a pas toujours donné les résultats escomptés, elle a joué un rôle stratégique dans la croissance économique et la lutte contre la pauvreté dans de nombreux PED. Dambisa Moyo, quant à elle, est en désaccord avec les arguments avancés par Sachs et Stiglitz. Dans son livre "Aide fatale", Moyo (2009) exprime le souhait de mettre fin à l'aide internationale, affirmant qu'elle encourage la corruption, entrave la croissance économique et décourage l'entrepreneuriat. Moyo et Easterly vont jusqu'à blâmer l'aide pour presque tous les problèmes de l'Afrique, affirmant même qu'elle a contribué à appauvrir davantage les populations les plus pauvres (Moyo, 2009a ; Easterly, 2009). Moyo insiste particulièrement sur la nécessité d'ouvrir l'Afrique au commerce mondial et de mettre fin aux subventions accordées aux agriculteurs européens et américains, qui concurrencent de manière déloyale les agriculteurs des pays bénéficiaires de l'aide.

Parmi toutes les sources, c'est le cadre théorique du modèle Harrod-Domar (Easterly 1999, 2001) qui a constitué la base intellectuelle pour comprendre les éléments qui ont motivé la politique d'aide internationale.

Perçue comme une solution optimale pour les pays pris au piège du sous-développement selon la terminologie de Solow (1965), l'aide internationale a également joué un rôle significatif dans les modèles à "double déficits" de Hollis Chenery et Alan Strout (1966). Cette variante du modèle identifie le manque de financement de l'économie à travers deux déficits : le déficit d'épargne et le déficit dans les échanges de capitaux avec l'étranger. Environ au milieu des années 1960, le modèle du double déficit (two-gap) a été élaboré. L'idée fondamentale était que la croissance des pays les moins avancés était entravée par des niveaux insuffisants d'épargne domestique et de réserves de devises (double déficit) (Chenery et Strout, 1966).

Selon eux, les exportations fournissent des devises qui peuvent être utilisées pour financer les importations. Ainsi, un déficit dans le commerce extérieur signifie qu'il y a une insuffisance de ressources pour financer les importations. Il est donc devenu évident que l'aide financière provenant des pays industrialisés, qui ont déjà connu leur propre développement économique, pourrait favoriser celui des PED en comblant ces déficits.

Sur le plan empirique, l'analyse de l'efficacité de l'aide au développement, déjà abordée dans les années 1970, a connu un regain d'intérêt important au début des années 1990. La plupart des études sur l'aide ont cherché à identifier son impact sur la croissance économique, supposant que celle-ci serait accompagnée de progrès sociaux. Cependant, les résultats de ces études sont sujets à controverse et peuvent être regroupés en deux tendances : une tendance optimiste et une tendance pessimiste quant à l'efficacité de l'aide.

- **Tendance optimiste sur l'efficacité de l'aide**

Jusqu'en 2008, la littérature sur l'efficacité de l'aide comptait environ cent articles, dont soixante-huit ont donné des résultats favorables à l'effet de l'aide sur la croissance économique (Doucouliagos et Paldam, 2011). Parmi ces études, les travaux de Burnside et Dollar (1997, 2000) sont considérés comme des analyses de référence sur l'efficacité de l'aide dans les pays en développement. Alors que l'aide faisait face à une crise de légitimité, ces auteurs ont démontré que son efficacité dépendait de bonnes politiques économiques et de la qualité des institutions dans les pays bénéficiaires.

Avant les travaux de Burnside et Dollar (1997, 2000), les résultats empiriques de Dowling et Heimenz (1982) et Rana (1987) confirmaient déjà l'effet significativement positif de l'aide sur la croissance économique dans la région asiatique. Suivant cette logique, Stiglitz (2002), Stern (2002) et Sachs (2005) ont également défendu l'idée selon laquelle l'aide a généralement un effet positif sur les pays à faible revenu, malgré quelques échecs notables.

Ils citent notamment l'exemple de la Corée, du Botswana, de l'Indonésie, de la Tanzanie et du Mozambique. Ils soulignent également que la généralisation de l'aide, en particulier en Afrique, s'est traduite par une diminution de la pauvreté et des progrès rapides dans les domaines de l'éducation et de la santé au cours des dernières décennies. Les études contemporaines sur l'efficacité de l'aide en Afrique subsaharienne, telles que les analyses d'Arndt et al. (2010), de Galiani et al. (2014), de Scott (2015), de Dreher et Lohmann (2015), d'Aboubacar et al. (2015), de Civelli et al. (2017), de Sothan (2017) et Nguegang, F., & Thomas Ndamsa, D. (2023)

parviennent également à la même conclusion quant à l'effet positif de l'aide sur la croissance économique. Raghuram Rajan et Arvind Subramanian (2008) ont effectué une analyse empirique de données provenant de nombreux pays et ont conclu que l'APD avait un effet positif sur la croissance économique, en particulier dans les pays à faible revenu. En outre, selon les études de Sébastian (2018), Sané, I. (2022), Kouakou, P. A. K. (2022) et (FMI, 2020), l'utilisation efficace et ciblée de l'APD par les pays d'Afrique subsaharienne pourrait contribuer à améliorer de façon positive leur croissance économique.

- **Tendance pessimiste sur l'efficacité de l'aide**

Contrairement aux travaux qui mettent en avant l'efficacité de l'aide, Friedman (1958) et Bauer (1972) ont exprimé dès les premières décennies de l'après-guerre une forte critique à l'égard de l'APD, soulignant son inefficacité. Ils soutiennent que l'aide a un impact négatif sur la croissance des PED, en encourageant une mauvaise gestion et en profitant principalement à une certaine oligarchie au détriment de la population (Mosley et al., 1987). Des exemples tels qu'Haïti et la Somalie ont été cités pour illustrer cette argumentation. Ainsi, le détournement de l'aide à des fins personnelles et non économiques est l'une des principales raisons de son inefficacité (Boone, 1996 ; Severino et Charnoz, 2003). Dans le même ordre d'idées, Elliot Berg (1997) et Brou, M. D., & Ouattara, W. (2024) avaient déjà identifié des effets pervers de l'aide sur les décisions des dirigeants des pays bénéficiaires. Le cas du Nigéria en est un exemple typique (Mbah et Amassoma, 2014 ; Akbar, M., 2021).

Parmi toutes ces analyses, le livre qui a eu un impact considérable en mettant en évidence l'inefficacité de l'aide est celui de Moyo (2009), intitulé "Dead Aid: Why Aid Is Not Working and How There Is a Better Way for Africa". L'auteur décrit les effets néfastes de l'aide, qu'il considère comme l'une des principales causes des distorsions socio-économiques observées sur le continent africain. Moyo propose un programme de sevrage progressif des pays africains vis-à-vis de l'aide sur une période de 5 à 10 ans. Les analyses de Rajan et Subramanian (2008, 2010), Temple et Van de Sijpe (2014), Dreher et Langlotz (2015) et Dontsi, D., & Pademona, N. C. (2024) viennent renforcer ces conclusions en montrant également l'absence d'effet positif de l'aide sur la croissance économique des pays en développement.

Certains auteurs qui ont analysé l'efficacité de l'aide ont souligné que son impact dépend des pratiques ou des motivations du donateur (Djankov et al., 2009 ; Kilby et Dreher, 2010 ; Dreher et al., 2014), ainsi que de la forme et du montant de l'aide, introduisant ainsi la notion d'aide seuil (Boone, 1996 ; Clemens et al., 2004 ; Kalyvitis et al., 2012 ; Fiodendji et Evlo, 2013 ; Alia

et Anago, 2014). D'autres auteurs expliquent clairement que l'une des raisons qui entrave l'efficacité de l'aide est sa fongibilité, ce qui conduit à privilégier l'aide-projet (Devarajan et al., 1999 ; Masud, Yontcheva, 2005 et Chauvet, L., & Ferry, M., 2023).

D'autres chercheurs soutiennent que l'aide au développement peut parfois nuire à la stabilité politique et au développement social des pays bénéficiaires. Ils affirment que l'aide au développement peut aggraver les conflits et les tensions politiques, en particulier dans les pays où les questions ethniques sont sensibles (Esman et Herring, 2003). Moyo et Ferguson (2009) ainsi que Moyo (2010) accusent l'aide étrangère d'être à l'origine de la stagnation sociale en Afrique. Selon eux, l'aide étrangère n'a pas réussi à sortir l'Afrique de la pauvreté, mais a plutôt contribué à l'approfondissement du sous-développement sur le continent (Ndi, 2010). Ils soulignent que des millions de personnes en Afrique sont devenues encore plus pauvres et que la pauvreté n'a pas disparu, mais s'est aggravée (Moyo, 2010).

De plus, les conclusions de Mosley P. (1980) et Radelet et al. (2004) ont montré que la relation entre l'aide et la croissance était pratiquement inexistante. Selon ces chercheurs, l'aide ne favorise pas la croissance pour plusieurs raisons : (i) une partie de l'aide est détournée vers des dépenses somptuaires, comme les voitures de luxe et les palais présidentiels ; (ii) elle peut encourager la corruption ; (iii) l'aide peut décourager l'investissement productif dans le secteur privé ; (iv) elle peut entraîner une appréciation de la monnaie, ce qui réduit la compétitivité des biens échangeables (le "syndrome hollandais") ; (v) l'aide alimentaire peut faire chuter les prix des produits agricoles et réduire les revenus des agriculteurs ; (vi) les flux d'aide peuvent réduire l'épargne des individus en influençant les taux d'intérêt, ainsi que l'épargne publique en diminuant les recettes de l'État ; (vii) l'aide peut aider les gouvernements corrompus à se maintenir au pouvoir, perpétuant ainsi de mauvaises politiques économiques et retardant les réformes nécessaires.

Dans cette optique, il est intéressant d'adopter les positions de plusieurs chercheurs. D'une part, Arndt et al. (2010), Galiani et al. (2014), Scott (2015), Dreher et Lohmann (2015), Aboubacar et al. (2015), Civelli et al. (2017), Sothan (2017) et Nguegang, F., & Thomas Ndamsa, D. (2023) soutiennent l'idée d'un effet positif de l'aide sur la croissance économique en Afrique subsaharienne, d'après des études contemporaines sur l'efficacité de l'aide dans la région. D’autre part, selon Sébastian (2018), Sané, I. (2022), Kouakou, P. A. K. (2022) et (FMI, 2020), l'utilisation efficace et ciblée de l'aide publique au développement par les pays d'Afrique subsaharienne a une influence positive sur leur croissance économique.

« L'Afrique n'a pas besoin d'hommes forts, mais de fortes institutions » **Barack OBAMA**

« Les lois et les institutions sont comme des horloges ; de temps en temps il faut savoir les arrêter, les nettoyer, les huiler et les mettre à l'heure juste » **Lord Byron**

Section 3 : Approches théoriques et empiriques des effets des institutions sur la croissance économique

Cette partie met en évidence la mesure et la forme des institutions. Elle vise aussi à exposer les divers arguments théoriques démontrant comment la qualité des institutions favorise la croissance économique. La littérature économique se concentre sur l'importance d'investir dans les institutions pour influencer la croissance économique. Certains auteurs soutiennent qu'il est nécessaire de mettre l'accent sur l'amélioration de la qualité des institutions afin d'avoir un impact sur la production économique (North, 1990 ; Chang et Rowthorn, 1995).

I.3.1. Mesure des institutions

Une des principales difficultés dans la recherche empirique sur les institutions réside dans l'imprécision et les limites de leur définition et de leur mesure (Tebaldi et Elmslie, 2008). Les études empiriques récentes utilisent généralement trois mesures assez générales des institutions : la qualité de la gouvernance publique (corruption, droits politiques, efficacité du secteur public et charge réglementaire), la protection des droits de propriété et l'application des lois, ainsi que les contraintes imposées aux dirigeants politiques. L'indice global de gouvernance, qui est la première mesure utilisée, est une moyenne des six mesures institutionnelles présentées dans une étude de Kaufmann, Kraay et Zoido-Lobaton (1999a). Ces mesures comprennent :

i. Voix et responsabilité : Cette mesure évalue les différents aspects du processus politique, des libertés civiles et des droits politiques. Elle mesure le degré de participation des citoyens dans le choix du gouvernement et inclut également des indicateurs d'indépendance des médias.

ii. Instabilité politique et violence : Cette mesure combine plusieurs indicateurs qui évaluent la chute du gouvernement par des moyens non institutionnels et/ou par la violence.

iii. Efficacité du gouvernement : Cette mesure évalue la capacité du gouvernement à établir des institutions politiques fiables. Elle donne une idée de la qualité de la bureaucratie, de la crédibilité de l'engagement du gouvernement dans l'élaboration des politiques, etc.

iv. Fardeau de la réglementation : Cette mesure concerne le contrôle des prix et les perceptions des charges imposées par une réglementation excessive.

v. Règle du droit : Cette mesure met l'accent sur le respect des lois par les citoyens et la limitation des pratiques corrompues. Elle implique la séparation des pouvoirs et garantit l'égalité devant la loi.

vi. Corruption : Cette mesure évalue les pratiques corrompues et la perception de la corruption au sein du gouvernement et du secteur public.

Il importe de noter que ces différentes mesures institutionnelles se concentrent principalement sur les institutions formelles. De plus, les six indicateurs sont évalués sur une échelle de (-2,5) à (+2,5), où la valeur la plus basse indique une situation défavorable et la valeur la plus élevée indique une situation favorable.

I.3.2. Institutions « extractives » et « inclusives »

Daron Acemoglu et James A. Robinson (2012) ont mis en évidence l'importance des institutions dans la dynamique de croissance économique. Ils distinguent notamment les institutions "extractives" des institutions "inclusives".

Les institutions "extractives", qui prédominent dans de nombreux pays du monde, en particulier dans les pays en développement, se caractérisent par une concentration du pouvoir entre les mains d'une petite élite qui cherche avant tout à préserver son ascendant économique et politique. En conséquence, l'innovation est entravée, les gains de productivité sont faibles et la croissance ne peut pas être durablement dynamique. En revanche, les institutions "inclusives", qui sont la marque des démocraties occidentales, favorisent les gains de productivité. En assurant la stabilité des institutions et le respect des droits de propriété, elles incitent les acteurs économiques à innover et à investir.

Selon Acemoglu et Robinson (2012), le cadre juridique et politique joue un rôle central dans la croissance à long terme. Par exemple, ils expliquent que l'effondrement de l'URSS est dû en grande partie à sa structure économique et politique, typiquement "extractive", qui n'a pas permis de réaliser des gains de productivité durables.

I.3.3. Revue littéraire des effets des institutions sur la croissance économique

I.3.3.1. Revue théorique

Les institutions jouent un rôle crucial dans la croissance et le développement économique. Pendant longtemps, les économistes ont sous-estimé l'importance des institutions, mais récemment, leur rôle a été réévalué par des auteurs tels que North (1990a), Acemoglu (2003a) et Chavance (2018). Douglass North, lauréat du prix Nobel d'économie en 1993 et spécialiste des institutions, est un auteur majeur de la nouvelle économie institutionnelle. Selon lui, l'accumulation du capital physique et du capital public, ainsi que les investissements dans le progrès technique et le capital humain, ne sont pas les seules sources de croissance et de développement économique, contrairement à ce que soutiennent les néoclassiques et les économistes de la croissance endogène. North affirme que les institutions sont de prime abord pour booster la croissance économique.

Pour North, les institutions sont définies comme "les contraintes qui, résultant de l'action des individus, structurent les interactions humaines". Il considère les institutions comme les règles du jeu et les voit comme les règles et leur mise en application. North distingue deux types d'institutions : les règles formelles (constitutionnelles, de propriété et contractuelles) et les règles informelles (normes et habitudes). Les institutions formelles se divisent en institutions économiques et politiques. Les institutions économiques incluent les droits de propriété et les droits contractuels, tandis que les institutions politiques déterminent la structure de l'État et les procédures de prise de décision politique. North estime que les institutions sont essentielles pour la productivité et donc pour la croissance économique. Pour lui, il ne suffit pas d'être productif, il faut également disposer d'un cadre institutionnel permettant de tirer profit de cette productivité.

Dans le même ordre d'idées, North et Thomas (1973) démontrent que les pays dotés de meilleures institutions, de droits de propriété plus sûrs et de moins de distorsions politiques investissent davantage dans le capital physique et humain et utilisent ces facteurs de manière plus efficace pour atteindre un niveau de revenu plus élevé. D'autres théoriciens ont également souligné le rôle capital des institutions. Fosu, A. K. (2015) soutient que des institutions politiques stables et un environnement sans corruption sont essentiels pour favoriser la croissance économique durable en ASS. Mbaku, J. M. (2017) met en évidence le rôle de la stabilité politique et du contrôle de la corruption dans la promotion de la croissance économique

et du bien-être en Afrique subsaharienne. Schmoller (1990) affirme que, les institutions jouent pour la société un rôle similaire à celui de l'anatomie pour le corps physique.

Dans leur livre qui a eu une influence durable dans les discussions savantes, Acemoglu et Robinson (2019) soutiennent que les pays ne peuvent devenir riches que si leurs gouvernements sont à la fois forts et responsables. Selon eux, en l'absence d'un "Léviathan" fort, les sociétés plongent dans des conflits tribaux. Lorsque le "Léviathan" est despotique, l'État centralisé étouffe l'initiative économique. Seulement lorsque le "Léviathan" est contraint, les sociétés peuvent échapper au piège malthusien. Acemoglu et Robinson estiment que ce sont les institutions de la société civile qui fournissent une source de contrainte aux pouvoirs autoritaires et permettent cet enchaînement.

De plus, suite aux limitations des modèles classiques (exogènes) dans l'explication de la croissance économique stable à l'équilibre, les auteurs (Romer, 1986 ; Lucas, 1988 ; Barro, 1989 ; Grossman et Helpman, 1991 ; Aghion et Howitt, 1992) se sont tournés vers une nouvelle génération de modèles (endogènes) visant à expliquer la croissance économique à travers des facteurs de proximité tels que l'accumulation de capital humain, de capital physique et la productivité. Cependant, ces modèles, basés sur ces facteurs de proximité, n'ont pas réussi à expliquer les différences de productivité, de croissance économique et d'adoption des innovations entre les pays. Par conséquent, les économistes se sont intéressés à d'autres variables, telles que les variables institutionnelles, notamment la démocratie (Barro, 1996), les droits de propriété (Clague et al., 1996), l'instabilité politique (Alesina et Perotti, 1996), la bonne gouvernance (Rodrik, 1999), etc.

En théorie, il existe une étroite relation entre les institutions et le niveau de développement des États. En d'autres termes, les performances économiques d'une nation sont étroitement liées à son cadre institutionnel (Daron Acemoglu et James Robinson, 2012). Plusieurs études empiriques ont confirmé cette relation théorique entre les institutions et le développement économique (croissance économique).

I.3.3.2. Revue empirique

La recherche empirique sur la croissance et le développement économique a commencé à reconnaître l'importance des institutions grâce aux travaux de Knack et Keefer (1995), Hall et Jones (1999), et surtout d'Acemoglu, Johnson et Robinson (2001). Les résultats empiriques montrent qu'il n'y a pas encore de consensus sur l'impact de l'environnement institutionnel sur

la croissance ou le développement économique. Certains trouvent une relation positive entre les institutions et la croissance économique ou le développement économique, tandis que d'autres réfutent ces résultats et identifient d'autres facteurs essentiels à la croissance ou au développement économique. Les travaux de Dollar et Kraay (2001) ont montré un impact positif et significatif de la qualité institutionnelle associée à la libéralisation commerciale sur la croissance à long terme. L'une des contributions les plus importantes à cette littérature est celle d'Acemoglu, Johnson et Robinson (2001), qui apportent une justification empirique de l'influence des institutions sur la croissance et le développement économique. Olson et al. (1998), Moers (1999), Acemoglu et al. (2002), Johnson et al. (2002), Rodrik (2005), Acemoglu et Johnson (2005), Méon et Weill (2006), Efendic et al. (2011) montrent que de bonnes institutions économiques ont un impact positif sur la croissance économique en favorisant l'adoption et la mise en œuvre d'innovations qui stimulent la productivité de l'économie.

Dans une étude réalisée en 2003, Edison a utilisé un modèle économétrique simple pour examiner la relation entre la croissance économique et les mesures institutionnelles. Il a conclu que les institutions ont un effet solide et significatif sur la croissance du PIB par habitant en renforçant l'action des pouvoirs publics. Siddiqui et Masood (2013) ont également étudié l'influence des indicateurs institutionnels sur la croissance économique. En utilisant les méthodes MCO (Méthode des Moindres Carrés Ordinaires) et GMM (Méthode des Moments Généralisés) sur des données de panel dynamique provenant de 84 pays et en analysant 31 indicateurs institutionnels, ils ont constaté que les institutions favorables ont un impact positif sur la croissance économique. Rodrik et Subramanian (2003) ont souligné que les pays qui ont réussi à stimuler leur croissance sont ceux qui ont adopté de bonnes pratiques institutionnelles, telles que le respect des droits de propriété, la lutte contre la corruption et la stabilité politique. Ils vont même jusqu'à affirmer que si la Bolivie avait des institutions de qualité comparable à celles de la Corée du Sud, son PIB serait proche de 18 000 $ plutôt que de son niveau actuel de 2 700 $. World Bank (2020) met en évidence l'importance de la stabilité politique pour stimuler l'investissement, favoriser les réformes structurelles et promouvoir la croissance économique en ASS. Epaphra, Manamba et al. (2021) utilisent des données en panel pour étudier l'impact des institutions politiques, y compris la stabilité politique et le contrôle de la corruption, sur la croissance économique en Afrique subsaharienne. Leur analyse confirme l'importance de ces institutions pour favoriser la croissance économique.

Kar, Roy et Sen (2018) ont établi, à l'aide d'une estimation probit variée, que les capacités institutionnelles faibles sont les principaux déterminants des faibles revenus des pays en développement. Chisadzaa et Bittencourt (2019) ont démontré une relation positive entre le revenu par habitant et la démocratie (une forme d'institution hors marché) pour les pays d'Afrique subsaharienne entre 1960 et 2010. Gründler et Potrafke (2019), qui ont étudié 175 pays sur la période 2012-2018, ont constaté que l'effet de la corruption sur la croissance économique est particulièrement prononcé dans les autocraties. Salman, Long, Daouda et Mensah (2019), à partir d'un panel de trois pays d'Asie de l'Est entre 1990 et 2016, ont montré l'importance des institutions efficaces et impartiales pour la croissance économique. Ils ont constaté que la qualité institutionnelle stimule la croissance économique. Enfin, Nedić, Despotović, Cvetanović, Djukić et Petrović (2020) ont analysé l'impact des politiques de réforme institutionnelle et de la qualité institutionnelle sur la croissance économique de cinq pays des Balkans occidentaux (Serbie, Monténégro, Bosnie-Herzégovine, Macédoine du Nord et Albanie) sur la période 2006-2016.

Leur étude a révélé que le contrôle de la corruption a un effet positif et significatif sur le PIB par habitant. Aisen, A., et Veiga, F. J. (2013) ont examiné l'impact de l'instabilité politique et de la corruption sur la croissance économique. Ils ont constaté que la corruption a un effet négatif sur la croissance économique. Bien que leur étude ne soit pas spécifique à l'Afrique du Sud, elle souligne l'importance de contrôler la corruption pour favoriser la croissance économique.

Cependant, certains chercheurs ont contesté ces résultats qui établissent un lien positif entre la qualité des institutions et la croissance économique. Glaeser, Scheinkman et Shleifer (2003) remettent en question la causalité entre qualité institutionnelle et croissance économique. Ils argumentent que le capital humain est le véritable moteur de la croissance, et qu'il est lui-même un déterminant positif de la qualité institutionnelle. D'autres études, telles que celles de Przeworski et Limongi (1993), Dollar et Kraay (2000), Acemoglu et al. (2003), Svenson (1998), mettent en évidence un effet négatif de la démocratie sur la croissance économique en raison des régimes politiques (autoritaires ou dictatoriaux), des politiques distorsives, des faiblesses institutionnelles et des inefficiences, de l'instabilité politique, de la polarisation sociale et d'une faible incitation à assurer la protection des droits de propriété privée. D'autres auteurs encore, tels que Baume et Lake (2003), Doucouliagos et Ulubasoglu (2008), Przeworski et al. (2000),

Rock (2009) et Knutsen (2010), montrent que les institutions politiques n'ont aucun effet sur la croissance économique.

Quant à l'effet de l'interaction de l'APD et des institutions sur la croissance économique, Rajan et Subramanian (2008) soulignent que l'aide étrangère peut jouer un rôle positif dans la croissance économique en Afrique subsaharienne, notamment en favorisant la stabilité politique et en créant un environnement propice à l'investissement et aux réformes économiques. Finn Tarp et al. (2018) analysent l'interaction entre la stabilité politique et l'efficacité de l'APD en Afrique subsaharienne. Leurs résultats indiquent que la stabilité politique renforce l'effet positif et significatif de l'APD sur la croissance économique dans la région. Axel Dreher, Jan-Egbert Sturm et James Raymond Vreeland (2015) ont aussi affirmé que l'interaction de l'APD et stabilité politique a un effet positif et significatif sur la croissance économique en Afrique subsaharienne. Knack, S. (2001) soutient que l'impact de l'aide publique au développement (APD) sur la croissance économique dépend de la qualité des institutions et du contrôle de la corruption. Selon Knack, il est crucial d'avoir des institutions solides et un contrôle efficace de la corruption pour maximiser les bénéfices de l'aide étrangère en termes de croissance économique.

Svensson (2000) affirme que l'APD peut avoir des effets bénéfiques sur la croissance économique dans les pays où la corruption est faible. Svensson suggère que l'APD, combinée à des institutions solides et à un contrôle de la corruption, peut favoriser la croissance économique en améliorant l'allocation des ressources et en réduisant les comportements rentiers. De plus, Knack et Rahman (2007) examinent l'interaction entre l'APD, la fragmentation des donateurs et la qualité bureaucratique dans les pays bénéficiaires de l'aide. Ils soutiennent que lorsque l'APD est fournie de manière coordonnée et avec un bon contrôle de la corruption, elle peut améliorer la qualité bureaucratique et avoir une influence positive et significative sur la croissance économique en ASS.

Dans cette optique, il est pertinent d'adopter différentes perspectives. D'une part, les idées avancées par Salman, Long, Daouda et Mensah (2019) mettent en évidence l'importance des institutions efficaces et impartiales pour la croissance économique. D'autre part, les recherches menées par Nedić, Despotović, Cvetanović, Djukić et Petrović (2020) révèlent que le contrôle de la corruption a un effet positif sur le PIB par habitant. En outre, Epaphra, Manamba et al. (2021) confirment l'importance de la stabilité politique et le contrôle de la corruption (institutions politiques) pour favoriser la croissance économique en Afrique subsaharienne.

Dans la même veine, World Bank (2020) met en évidence l'impact positif de la stabilité politique pour stimuler l'investissement, favoriser les réformes structurelles et promouvoir la croissance économique en ASS. Ainsi, ces différentes perspectives mettent en évidence l'interdépendance entre des institutions étatiques efficaces, le contrôle de la corruption, la stabilité politique et la croissance économique. De plus, les résultats de l'interaction entre la stabilité politique, le contrôle de la corruption et l'APD sur la croissance économique en ASS indiquent que la stabilité politique renforce l'effet positif et significatif de l'APD sur la croissance économique dans la région (Finn Tarp et al., 2018). Axel Dreher, Jan-Egbert Sturm et James Raymond Vreeland (2015) ont aussi affirmé que l'interaction de l'APD et stabilité politique a un effet positif et significatif sur la croissance économique en ASS. Selon Knack, S. (2001), il est crucial d'avoir des institutions solides et un contrôle efficace de la corruption pour maximiser les bénéfices de l'aide étrangère en termes de croissance économique. Svensson (2000) suggère que l'APD, combinée à des institutions solides et à un contrôle de la corruption, peut favoriser la croissance économique en améliorant l'allocation des ressources et en réduisant les comportements rentiers.

De plus, Knack et Rahman (2007) examinent l'interaction entre l'APD, la fragmentation des donateurs et la qualité bureaucratique dans les pays bénéficiaires de l'aide. Ils soutiennent que lorsque l'APD est fournie de manière coordonnée et avec un bon contrôle de la corruption, elle peut améliorer la qualité bureaucratique et avoir une influence positive et significative sur la croissance économique en ASS.

Conclusion du premier chapitre

Le premier chapitre constitue un cadre théorique et empirique dans lequel sont explorées en détail les notions d'APD, d'institutions et de leur relation avec la croissance économique. Le chapitre analyse aussi les déterminants de l'APD et les fondements théoriques sur la croissance économique. Il met l'accent sur les débats et les justifications qui soutiennent différentes conceptions économiques. De plus, ce chapitre aborde le rôle de la qualité des institutions dans la promotion de l'aide publique en vue de stimuler la croissance économique.

Les recherches sur l'économie de l'APD et des institutions, notamment la stabilité politique et le contrôle de la corruption, et leur impact sur la croissance économique en ASS ne sont pas aussi nombreuses. C'est pourquoi, dans le cadre de notre travail, nous souhaitons examiner leur influence et leur interaction par rapport à la croissance économique en ASS. En ce qui concerne les institutions, contrairement à de nombreuses études, nous examinons la stabilité politique et le contrôle de la corruption comme les deux principaux indicateurs des institutions. Quant à l'APD, nous utilisons, comme de nombreuses études, les flux nets de l'aide bilatérale des donateurs du CAD en tant qu'indicateur de l'aide publique au développement.

Grâce au cadre théorique et empirique mis en place, le chapitre suivant nous offre l'opportunité d'observer l'état actuel de l'aide publique au développement, de la stabilité politique, du contrôle de la corruption et de leur relation avec la croissance économique en Afrique subsaharienne.

CHAPITRE II : AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT, INSTITUTIONS ET CROISSANCE ECONOMIQUE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE : FAITS STYLISES

Introduction

Le chapitre précédent a examiné en détail les notions théoriques et empiriques nécessaires à une bonne compréhension du fonctionnement de l'aide publique au développement et des institutions, ainsi que l'influence de ces variables sur la croissance économique (développement économique), selon la théorie et les études empiriques. Dans ce chapitre, nous présentons une description de l'état actuel de l'aide publique au développement, des institutions (stabilité politique et contrôle de corruption) et de la croissance économique dans un échantillon de 28 pays d'Afrique subsaharienne sur la période allant de 1996 à 2019.

Ce chapitre est divisé en deux grandes sections. La première section décrit la situation actuelle de la croissance économique, en mettant l'accent sur le PIB par habitant et présente également l'état de l'aide publique au développement, de la stabilité politique et du contrôle de corruption dans l'échantillon étudié. Quant à la deuxième section, elle tente de décrire la relation entre l'aide publique au développement, la stabilité politique, le contrôle de corruption et le PIB par habitant en utilisant une analyse comparative des graphiques d'évolution surtout. Cette analyse permet de visualiser les tendances et les liens potentiels entre ces variables dans les pays étudiés.

Section 1: Faits stylisés sur l'aide publique au développement, la stabilité politique, le contrôle de corruption et la croissance économique en Afrique subsaharienne

Dans cette section, nous fournissons un aperçu de la situation de la croissance économique captée par le PIB par habitant, de l'APD, de la stabilité politique et du contrôle de corruption dans les vingt-huit pays d'Afrique subsaharienne étudiés. Nous commençons par examiner l'état actuel du PIB par habitant, suivi d'une présentation de la situation de l'APD, de la stabilité politique et celle du contrôle de corruption dans ces pays.

II.1.1. Observations sur la croissance économique et le PIB par habitant en Afrique subsaharienne

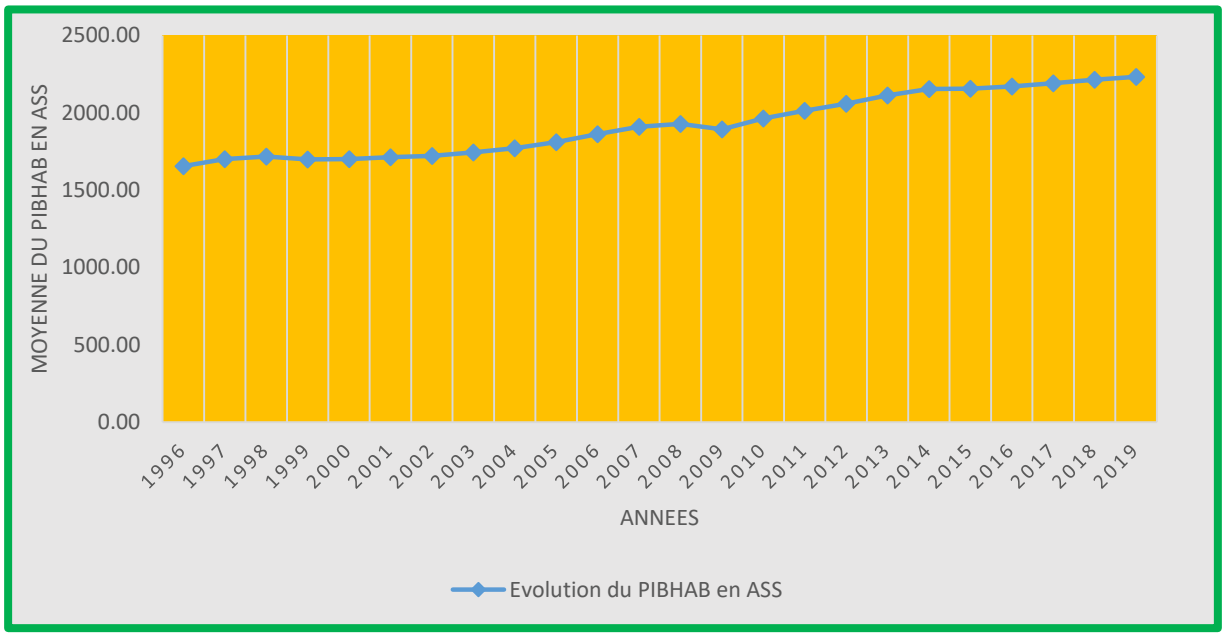
L'Afrique subsaharienne est une région qui a connu des dynamiques variées en termes de croissance économique au fil du temps. En effet, elle a connu une croissance économique globalement positive au cours des dernières décennies, bien que les taux puissent varier d'un pays à l'autre et d'une période à l'autre.

Dans les années 2000, la région a enregistré une croissance moyenne supérieure à la moyenne mondiale, mais les taux de croissance ont ralenti par la suite (World Bank., 2020).

Plusieurs facteurs ont contribué à la croissance économique en Afrique subsaharienne, notamment l'exploitation des ressources naturelles, l'investissement dans les infrastructures, l'agriculture, les services, l'urbanisation et le développement du secteur privé (McMillan, M., & Harttgen, K., 2014). Malgré les progrès réalisés, la région fait face à des défis persistants qui peuvent entraver la croissance économique, tels que la pauvreté, les inégalités, le chômage élevé, les infrastructures insuffisantes, la dépendance aux matières premières, la corruption et les conflits (International Monetary Fund : IMF., 2019). En outre, les perspectives d'avenir de la croissance économique en Afrique subsaharienne sont influencées par divers facteurs comme la diversification économique, la promotion du secteur privé, l'amélioration des infrastructures, l'investissement dans l'éducation et la santé, ainsi que la promotion de la bonne gouvernance et de la stabilité politique (African Development Bank Group., 2019).

Quant à la situation du PIB par habitant en Afrique subsaharienne, elle varie considérablement d'un pays à l'autre. Certains pays affichent des niveaux de revenu élevés, tandis que d'autres connaissent une pauvreté extrême. Cette variabilité est due à des facteurs notamment les ressources naturelles, le développement économique, la gouvernance, l'investissement, l'éducation et la santé (World Bank., 2020). D’autres pays de la région ont atteint le statut de pays à revenu intermédiaire, ce qui signifie qu'ils ont réussi à augmenter leur PIB par habitant. Cependant, il convient de noter que le seuil de revenu pour être classé en tant que pays à revenu intermédiaire varie d'une institution à l'autre (World Bank., 2021). Malheureusement, l'Afrique subsaharienne est confrontée à un défi important de pauvreté extrême. De nombreux pays de la région ont encore des niveaux de PIB par habitant très bas, ce qui se traduit par des conditions de vie précaires pour une grande partie de la population (World Bank., 2020). Malgré les défis persistants, il existe des perspectives d'amélioration du PIB par habitant en Afrique subsaharienne. Les efforts de développement économique, l'investissement dans les secteurs productifs, l'éducation et la santé, ainsi que la promotion de l'entrepreneuriat et de l'innovation, sont des éléments clés pour améliorer les niveaux de revenu et réduire la pauvreté (African Development Bank Group., 2019).

Graphique 1 : Evolution du produit intérieur brut par habitant (PIBHAB) en moyenne de l'échantillon sur la période de 1996 à 2019, exprimé en dollars américains au prix constant de 2015



Source : Auteur, à partir des données de la Banque Mondiale (WDI, 2022)

Il convient de noter que le produit intérieur brut par habitant (PIBHAB) en Afrique subsaharienne a connu des variations au cours de cette période, avec des années où le PIBHAB est soutenu et d'autres marquées par des ralentissements économiques. Différents facteurs tels que la stabilité politique, les chocs économiques mondiaux, les investissements, les politiques économiques nationales et d'autres éléments ont influencé le PIB par habitant dans la région au fil du temps. Ainsi, ce graphique montre de façon générale, qu'en moyenne par an, le PIB par habitant en ASS a évolué de façon croissante avec de très petites variations près sur toute la période d'étude (1996-2019) passant de 1656.04 dollars américains en 1996 à 2233.56 dollars américains en 2019. Au regard de ces résultats, cette situation illustre bien que les pays d'Afrique Subsaharienne constituent un ensemble de pays à revenu moyen inférieur tel que décrit par la Banque Mondiale. En effet, les économies à revenu moyen inférieur ont un RNB par habitant compris entre 1006 et 3975 dollars. La région demeure donc celle où le niveau de vie est précaire.

En outre, on remarque une chute du PIBHAB en 1998. Cette chute peut être attribuée à plusieurs facteurs, tels que des crises économiques, des conflits armés, des chocs externes et des facteurs structurels.

En effet, plusieurs pays de l'ASS ont été confrontés à des crises économiques dans les années 1990, notamment des problèmes de surendettement, une mauvaise gestion économique et des déséquilibres macroéconomiques (Collier, P., et al., 2004). Les conflits armés ont eu un impact considérable sur le PIB par habitant en ASS. Les guerres civiles et les conflits interétatiques ont entraîné la destruction des infrastructures, l'instabilité économique, l'interruption des activités commerciales et une augmentation des dépenses militaires (Elbadawi, I., & Sambanis, N., 2000). Les chocs externes, entre autres les fluctuations des prix des matières premières et les crises financières mondiales, ont également contribué à la chute du PIB par habitant en 1998. L'Afrique subsaharienne est souvent vulnérable aux fluctuations des prix des matières premières, car elle dépend fortement de l'exportation de ces produits (World Bank., 2009). Certains facteurs structurels, tels que la faible diversification économique, la dépendance aux industries extractives, la corruption et les faiblesses institutionnelles, ont également contribué à la chute du PIB par habitant en 1998 (Easterly, W., et al., 2002).

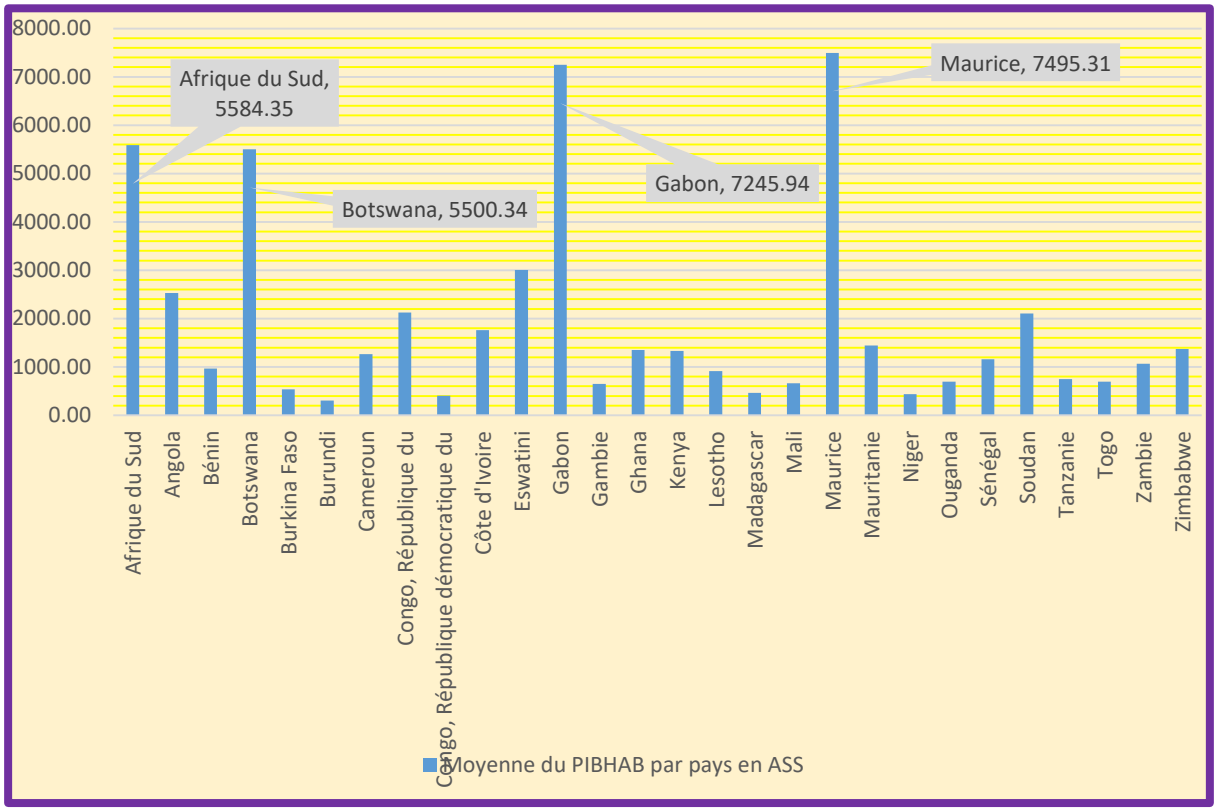
A partir de 1999, il y'a eu une reprise du PIBHAB en ASS jusqu'en 2007. Cette reprise du PIBHAB peut être attribuée aux réformes économiques, à l'amélioration de la gouvernance, à la stabilité politique, aux investissements étrangers et à l'essor des industries extractives. La mise en œuvre de réformes économiques, telles que la libéralisation du commerce, la stabilisation macroéconomique, la réduction des barrières à l'investissement et les politiques favorisant le secteur privé, a joué un rôle clé dans la reprise du PIB par habitant (Ndulu, B. J., et al., 2007). L'amélioration de la gouvernance, notamment la lutte contre la corruption, la promotion de la transparence et l'efficacité des institutions, a contribué à créer un environnement propice aux investissements et à l'amélioration du PIBHAB (Kaufmann, D., Kraay, A., & Mastruzzi, M., 2010). La stabilité politique accrue dans certains pays de l'Afrique subsaharienne a favorisé un climat d'affaires plus favorable, attirant les investissements nationaux et étrangers (Collier, P., & Hoeffler, A., 2004). L'augmentation des investissements étrangers, notamment dans les secteurs de l'énergie, des infrastructures et des industries extractives, a joué un rôle clé dans la reprise du PIBHAB en Afrique subsaharienne (UNCTAD., 2007). L'essor des industries extractives, telles que l'exploitation minière et pétrolière, a contribué à la hausse du PIBHAB en ASS en raison de l'augmentation des revenus d'exportation et des investissements dans ces secteurs (Gelb, A., et al., 2008).

On observe également une chute du PIBHAB au cours de l'année 2008. La chute du PIB par habitant en ASS en 2008 peut être conférée à plusieurs à la crise financière mondiale, à la baisse des prix des matières premières, aux chocs climatiques et aux conflits armés. La crise financière mondiale de 2008 a eu un impact significatif sur l'économie mondiale, y compris en ASS. La récession mondiale qui a suivi a entraîné une diminution de la demande mondiale, une contraction des flux de capitaux et une baisse des investissements, ce qui a contribué à la chute du PIB par habitant (IMF., 2009). De plus, l'ASS est fortement dépendante des exportations de matières premières, telles que le pétrole, les minéraux et les produits agricoles. La chute des prix de ces matières premières en 2008 a négativement affecté les revenus d'exportation et les recettes fiscales des pays de la région, contribuant ainsi à la chute du PIB par habitant (World Bank., 2009). Les chocs climatiques, tels que les sécheresses, les inondations et les catastrophes naturelles, sont fréquents en ASS. En 2008, certains pays de la région ont été touchés par des événements climatiques extrêmes qui ont négativement impacté l'agriculture, un secteur clé de l'économie, et ont contribué à la baisse du PIB par habitant (FAO., 2009). Les conflits armés et les tensions politiques sont des facteurs qui ont également contribué à la chute du PIB par habitant en 2008 dans certains pays de l'Afrique subsaharienne. Les conflits entraînent l'instabilité économique, la destruction des infrastructures, la fuite des investissements et une détérioration des conditions de vie (World Bank., 2011).

Néanmoins, au cours de l'année 2009 et durant toutes les années qui ont suivi, on constate aussi une évolution croissante du PIB par habitant bien qu'elle demeure relativement faible. La reprise du PIB par habitant en ASS à partir de 2009 peut être accordée à plusieurs facteurs, notamment la reprise de l'économie mondiale, l'amélioration des conditions des matières premières, les réformes économiques et la stabilité politique. Après la crise financière mondiale de 2008, l'économie mondiale a progressivement commencé à se redresser, ce qui a stimulé la demande mondiale et les échanges commerciaux. Cette reprise a eu un impact positif sur les économies africaines et a contribué à la reprise du PIB par habitant en Afrique subsaharienne (IMF., 2010). Les prix des matières premières, tels que le pétrole, les minéraux et les produits agricoles, se sont redressés après la chute observée en 2008. Cette amélioration des prix a été bénéfique pour les pays de l'ASS, qui sont souvent dépendants des exportations de matières premières (World Bank., 2010). Aussi, la mise en œuvre de réformes économiques dans certains pays de l'ASS, comme la libéralisation du commerce, l'amélioration du climat des affaires et les politiques favorisant le secteur privé, a contribué à la reprise du PIB par habitant.

Ces réformes ont créé un environnement plus propice aux investissements et à la croissance économique (Ndulu, B. J., et al., 2008). La stabilité politique accrue dans certains pays de l'ASS a favorisé un climat d'affaires plus favorable, attirant les investissements nationaux et étrangers. La stabilité politique est un facteur clé pour favoriser la croissement du produit intérieur brut par habitant et le développement durable (Collier, P., & Hoeffler, A. (2009).

Graphique 2 : Moyenne du PIB par habitant par pays (en dollars constants de 2015) en Afrique subsaharienne de 1996 à 2019



Source : Auteur, à partir des données de la Banque Mondiale (WDI, 2022)

Au regard de ce graphique, on constate qu'en moyenne, de 1996 à 2019 le PIBHAB par pays a suivi une évolution avec de très grandes disparités. En outre, la plus petite valeur est celle du Burundi (301.19 dollars américains) tandis que la plus grande correspond au Maurice (7495.31 dollars américains). Quatre pays affichent le niveau du PIBHAB le plus élevé par comparaison aux autres pays, il s'agit respectivement du Maurice, du Gabon, de l'Afrique du Sud et du Botswana.

Le succès économique de Maurice peut être attribué en grande partie à la mise en œuvre de politiques économiques prudentes et à une stratégie de diversification économique. Selon Ramgoolam et al. (2015), les réformes économiques initiées dans les années 1980 ont favorisé l'ouverture du pays aux investissements étrangers, le développement des secteurs des services financiers, du tourisme et de la zone franche. Ces mesures ont entraîné une croissance soutenue, une augmentation des exportations et une amélioration du niveau de vie de la population.

Le Gabon, quant à lui, a bénéficié de ses ressources naturelles abondantes, en particulier du pétrole et du bois, qui ont contribué à son PIB élevé. D'après Boussougou et al. (2018), l'exploitation efficace de ces ressources, associée à une gestion prudente des revenus pétroliers et à des politiques économiques favorables à l'investissement, a permis au Gabon de maintenir un niveau de vie relativement élevé. Cependant, il est important de noter que le pays doit faire face à des défis de diversification économique et de réduction des inégalités.

L'Afrique du Sud possède une économie diversifiée et développée, avec des secteurs clés tels que les services financiers, l'industrie minière, l'agriculture et le tourisme. Selon Naude et Krugell (2007), l'économie sud-africaine a bénéficié d'importantes réformes structurelles dans les années 1990, qui ont permis de surmonter les contraintes liées à l'apartheid et ont favorisé l'investissement étranger. De plus, le pays a bénéficié de l'essor du commerce international et de la demande mondiale pour ses produits, notamment les minéraux. Cependant, l'Afrique du Sud fait toujours face à des défis persistants tels que le chômage élevé et les inégalités économiques.

Le Botswana est souvent cité comme un exemple de réussite économique en Afrique subsaharienne. Le pays a pu maintenir un PIB par habitant élevé grâce à une gestion prudente des revenus provenant de l'exploitation des diamants et à des politiques économiques favorables à la diversification. Selon Jefferis et al. (2015), le gouvernement botswanais a mis en place des politiques visant à promouvoir l'épargne, l'investissement dans l'éducation et les infrastructures, ainsi que la stabilité macroéconomique. Ces facteurs ont contribué à une croissance économique soutenue et à une amélioration du niveau de vie.

En revanche, les pays comme le Burundi (301.19 dollars américains), le Congo (République démocratique) (404.22 dollars américains), le Niger (436.39 dollars américains) et le Madagascar (462.19 dollars américains) ont un niveau moyen du PIBHAB par pays faible.

En effet, le Burundi est confronté à des défis économiques majeurs qui expliquent son faible PIB par habitant. Selon Nkurunziza et al. (2017), le pays a été marqué par des décennies de conflits civils, des troubles politiques et une instabilité sociale, ce qui a entravé le développement économique. De plus, le Burundi est confronté à des problèmes tels que la dépendance excessive à l'agriculture de subsistance, le manque d'infrastructures de base et une faible productivité. Ces facteurs ont limité le PIB par habitant et ont eu un impact négatif sur le niveau de vie de la population.

Quant à la République démocratique du Congo (RDC), c'est un pays riche en ressources naturelles, mais elle fait face à de nombreux défis qui ont contribué à son faible PIB par habitant. Selon Devarajan et al. (2013), la RDC a souffert de décennies de conflits armés, de corruption, de mauvaise gouvernance et de manque d'infrastructures de base.

Ces facteurs ont nui à l'exploitation efficace des ressources naturelles et ont limité le potentiel économique du pays. De plus, le secteur informel prédominant et la faible diversification économique ont également contribué à maintenir le niveau du PIB par habitant à un niveau bas.

Le Niger est confronté à plusieurs défis structurels et environnementaux qui ont un impact sur son faible PIB par habitant. Selon Mahamane et al. (2019), le pays est confronté à une forte croissance démographique, une dépendance à l'agriculture pluviale et une vulnérabilité aux chocs climatiques, tels que les sécheresses récurrentes. Ces facteurs ont limité la productivité agricole, la diversification économique et ont maintenu une grande partie de la population dans la pauvreté. De plus, les défis en matière d'infrastructures, d'éducation et de santé ont également contribué à maintenir le PIB par habitant à un niveau bas.

Enfin, le Madagascar est confronté à des défis économiques et politiques qui ont entravé sa croissance et maintenu son PIB par habitant à un niveau bas. Selon Rakotomanana et al. (2017), les crises politiques récurrentes, l'instabilité institutionnelle, la corruption et le manque d'infrastructures de base ont nui à l'investissement et au développement économique du pays. De plus, le secteur agricole, bien que prédominant, est confronté à des problèmes de faible productivité et de vulnérabilité aux chocs climatiques. Ces facteurs ont restreint la croissance économique et le PIB par habitant.

II.1.2. Tendance (évolution) de l'aide publique au développement en Afrique Subsaharienne

L'APD joue un rôle crucial dans le monde entier, en fournissant un soutien financier et technique aux PED pour promouvoir leur développement économique, social et humain. L'APD est un instrument important pour réduire la pauvreté, stimuler la croissance économique, renforcer les capacités institutionnelles et promouvoir le développement durable dans les PED. Selon Riddell (2007), l'APD a un impact positif sur les indicateurs de développement tels que la réduction de la mortalité infantile, l'amélioration de l'éducation, l'accès à l'eau potable et la lutte contre les maladies. Burnside et Dollar (2000) ont également souligné que l'APD peut contribuer à accroître les investissements, à stimuler la croissance économique et à réduire la pauvreté dans les pays bénéficiaires.

En Afrique subsaharienne, l'APD joue un rôle crucial dans le financement du développement et la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). Selon Mavrotas et al. (2013), l'APD a contribué à des progrès significatifs dans des domaines de la santé, l'éducation, l'agriculture, les infrastructures et la gouvernance dans la région. L'APD a également soutenu des initiatives visant à renforcer les capacités institutionnelles, à promouvoir la paix et la stabilité, et à lutter contre les inégalités. Les auteurs Chauvet et Guillaumont (2009) ont souligné que l'APD peut jouer un rôle catalyseur en mobilisant d'autres ressources financières, en attirant les investissements étrangers et en renforçant les partenariats pour le développement. Cependant, il est important de noter que l'efficacité de l'APD dépend de facteurs tels que la coordination des donateurs, la transparence, la bonne gouvernance et l'appropriation par les pays bénéficiaires.

Bref, l'Afrique subsaharienne bénéficie d'une part importante de l'aide publique au développement par rapport à d'autres régions. Cela témoigne de la reconnaissance de la nécessité d'un soutien financier extérieur pour promouvoir le développement dans la région.

II.1.2.1. Part de l'Aide Publique au Développement en Afrique subsaharienne

La part de l'APD en Afrique et en ASS peut varier en fonction des années et des sources de données. Selon les données de la CNUCED pour l'année 2019, l'Afrique a reçu environ 29% de l'APD mondiale. Cela montre l'importance de l'aide internationale pour soutenir le développement du continent. Cependant, il convient de noter que la part de l'APD peut varier d'un pays à l'autre en fonction de facteurs tels que les niveaux de développement, les besoins

spécifiques et les politiques des donateurs. L'ASS, qui comprend les pays situés au sud du Sahara, a généralement bénéficié d'une part importante de l'APD destinée à l'Afrique. Selon les données de la Banque mondiale pour l'année 2019, l'ASS a reçu environ 18% de l'APD mondiale. Cela témoigne de l'importance accordée par les donateurs internationaux à la région pour soutenir ses efforts de développement.

II.1.2.2. Donneurs de l'Aide Publique au Développement en Afrique subsaharienne

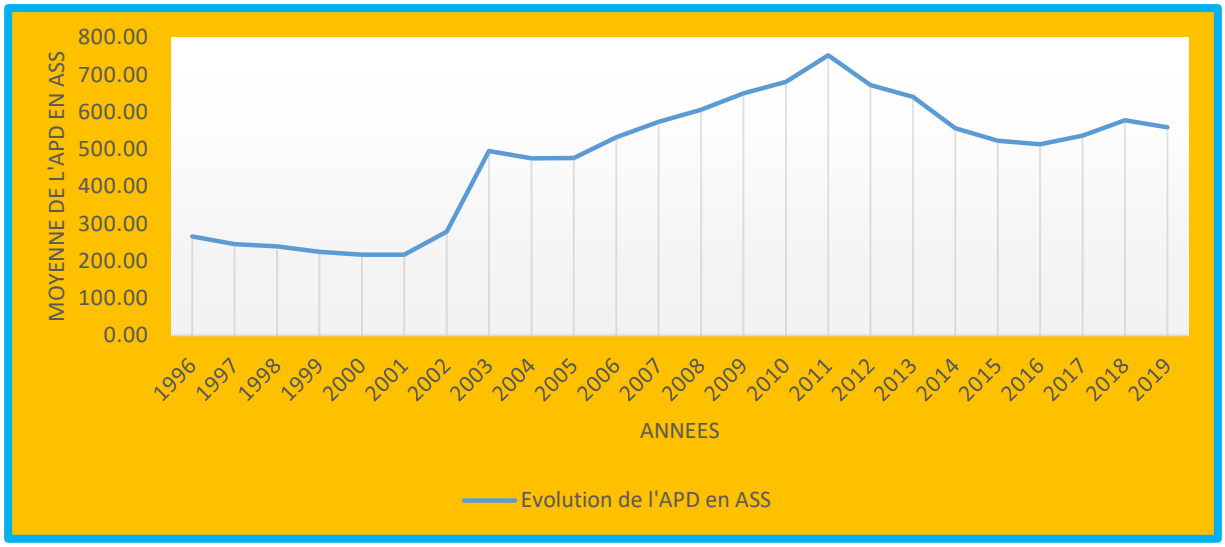
Selon les données de l'OCDE (2020), les donneurs de l'APD en Afrique subsaharienne varient en fonction des années. Les États-Unis sont traditionnellement l'un des plus importants donneurs d'APD en Afrique subsaharienne. Ils ont alloué environ 9 milliards de dollars d'APD à la région en 2019. La France a également été un donneur important en Afrique subsaharienne. En 2019, elle a octroyé environ 5 milliards de dollars d'APD à la région. L'Allemagne est un autre donneur majeur en ASS.

En 2019, elle a attribué environ 4 milliards de dollars d'APD à la région. Le Royaume-Uni aussi joué un rôle important en tant que donneur d'APD en Afrique subsaharienne. En 2019, il a alloué environ 4 milliards de dollars d'APD à la région.

Outre les pays mentionnés précédemment, plusieurs autres pays ont octroyé une APD en ASS.

Le Japon est un important donneur d'APD en ASS. Le pays a une longue histoire d'engagement dans la région et fournit une assistance dans divers secteurs tels que les infrastructures, la santé, l'éducation et l'agriculture. La Chine est devenue un acteur majeur en matière d'APD en ASS au cours des dernières décennies. Elle fournit des prêts, des investissements et une assistance dans les infrastructures, les ressources naturelles et le développement économique. Les Pays-Bas sont également un donneur important en ASS. Ils se concentrent notamment sur des domaines de la santé, l'eau et l'assainissement, l'agriculture durable et la gouvernance. La Suède est un pays qui a une longue tradition d'engagement dans l'APD en ASS. Elle soutient des initiatives axées sur la réduction de la pauvreté, l'égalité des sexes, l'éducation et la gouvernance démocratique. La Norvège est un autre pays qui fournit une aide significative à l'ASS. Elle se concentre sur des domaines de développement durable, de la gouvernance, de la santé et de l'éducation.

Graphique 3 : Evolution de l'APD (total en millions de dollars US courants) en moyenne de l'échantillon (1996-2019)



Source : Auteur, à partir des données de la Banque Mondiale (WDI, 2022)

Sur ce graphique, on constate que l'APD a suivi, d'une façon générale, une évolution croissante malgré quelques variations. L'APD a varié de 265.30 millions de dollars US en 1996 à 559.20 millions de dollars US en 2019. Les valeurs minimale et maximale de l'APD sur la période d'étude correspondent respectivement à 216.33 millions de dollars US et à 752.14 millions de dollars US en 2000 et 2011. De plus, sur la période de 1996 à 2019, on peut distinguer 3 grandes phases de l'évolution de l'APD. Au cours de ces différentes phases, la diminution de même que l'augmentation peut être attribuée à plusieurs facteurs complexes qui ont influencé les politiques d'aide des pays donateurs.

Ainsi, la période de 1996 à 2000 a été marquée par une décroissance de l'APD en Afrique subsaharienne. La décroissance de l'APD en ASS pendant cette période peut être liée aux fluctuations économiques mondiales et aux priorités changeantes des pays donateurs. Les crises économiques mondiales et les réorientations des politiques économiques peuvent avoir entraîné une baisse de l'APD (Clemens, M. A., Radelet, S., & Bhavnani, R. R., 2004). De nombreuses politiques d'aide au développement de cette période étaient axées sur les réformes structurelles et l'ajustement économique. Les conditionnalités attachées à l'APD pouvaient être strictes et exigeantes, ce qui pouvait entraîner une réduction de l'aide accordée (Collier, P., & Dollar, D., 2002).

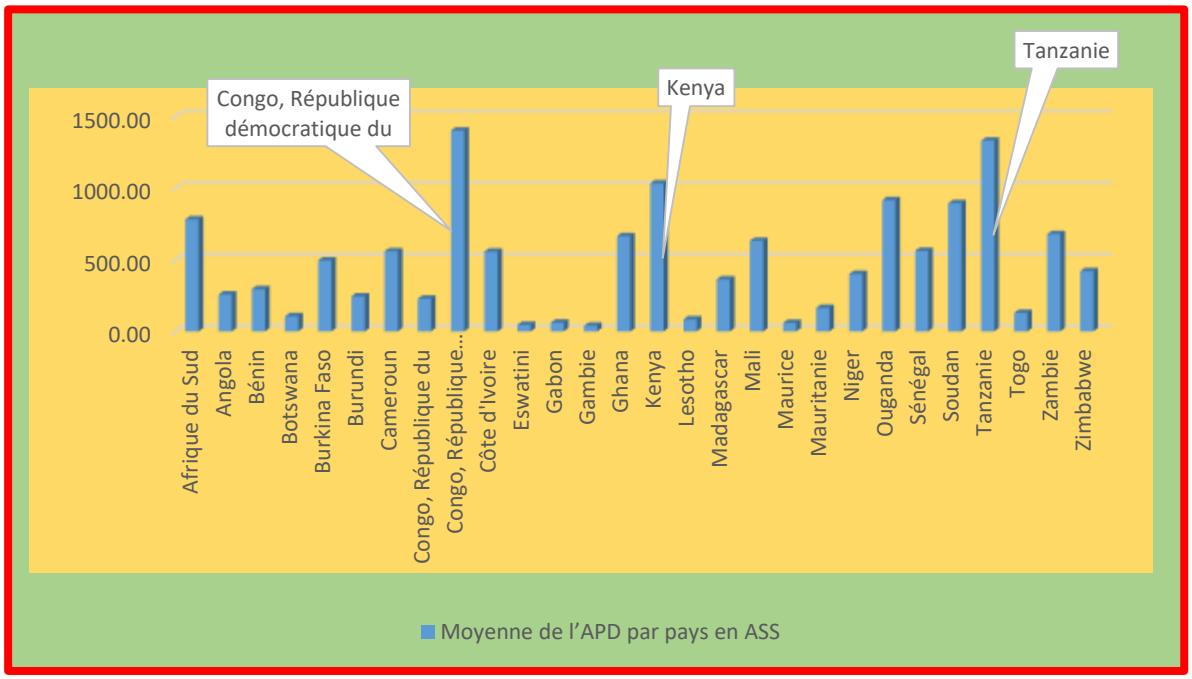
La perception de la corruption et de la mauvaise gouvernance dans certains pays de l'ASS peut avoir découragé les donateurs d'accorder une aide supplémentaire. Les préoccupations concernant l'utilisation inefficace ou détournée des fonds d'aide peuvent avoir aussi contribué à la décroissance de l'APD (Mauro, P., 1998). Les priorités géopolitiques des pays donateurs peuvent évoluer au fil du temps, entraînant des changements dans la répartition de l'APD. Les événements mondiaux, comme les conflits ou les crises humanitaires, peuvent détourner l'attention et les ressources des donateurs vers d'autres régions (Easterly, W., 2003).

Cependant, la période de 2000 à 2011 a été marquée par une hausse de l'APD en Afrique subsaharienne. Au cours de cette période, plusieurs initiatives mondiales ont été lancées, entre autres les OMD et l'engagement de Gleneagles en 2005, qui ont mobilisé davantage de ressources pour l'APD en ASS (UNDP, 2011). La sensibilisation accrue aux défis de développement en ASS et la mobilisation de la société civile ont mis davantage l'accent sur l'importance de l'APD, incitant les donateurs à accroître leur soutien financier (World Bank., 2003). Les progrès réalisés par certains pays de l'ASS dans la réduction de la pauvreté et les performances économiques positives ont pu susciter un intérêt accru de la part des donateurs, les incitant à augmenter l'APD pour soutenir les efforts de développement (Clemens, M. A., Radelet, S., & Bhavnani, R. R., 2004). Les crises humanitaires, les conflits armés et les défis spécifiques rencontrés par certains pays de l'ASS peuvent avoir conduit à une augmentation de l'APD dans ces régions pour répondre aux besoins urgents et soutenir la reconstruction et le développement (Naudé, W., & McGillivray, M., 2012).

Enfin, la période de 2011 à 2019 a été caractérisée par une baisse de l'APD en ASS. Cette période a été marquée par des crises économiques mondiales, notamment la crise financière de 2008 et ses répercussions à long terme. Ces crises ont entraîné une réduction des ressources disponibles pour l'APD, ce qui a conduit à une baisse de l'aide accordée à l'ASS (OECD Development Co-operation Directorate, 2019). Les pays donateurs peuvent réorienter leurs politiques d'aide et leurs priorités en fonction de changements géopolitiques, économiques ou de sécurité. Cela peut entraîner une diminution de l'APD accordée à certaines régions, y compris l'ASS (Mavrotas, G., 2012). La perception de la mauvaise gouvernance et de la corruption dans certains pays de l'ASS peut décourager les donneurs d'accorder une aide supplémentaire. Les préoccupations concernant l'utilisation inefficace ou détournée des fonds d'aide peuvent contribuer à la baisse de l'APD (Easterly, W., 2003).

Certains pays de l'ASS ont réalisé des progrès économiques et ont renforcé leur autonomie économique, ce qui a réduit leur dépendance à l'APD. Les donateurs peuvent alors réallouer leurs ressources vers d'autres régions ou pays ayant des besoins plus urgents (African Development Bank Group., 2018).

Graphique 4 : Moyenne de l'APD par pays (total en millions de dollars US courants) en Afrique subsaharienne de 1996 à 2019



Source : Auteur, à partir des données de la Banque Mondiale (WDI, 2022)

En analysant ce graphique, on remarque que les trois pays chouchous de l'APD sont la RDC, la Tanzanie et le Kenya. La RDC est un pays vaste et riche en ressources naturelles, mais il fait face à des défis considérables liés aux conflits armés, à la pauvreté, aux problèmes de gouvernance et au sous-développement. L'APD vise souvent à soutenir la stabilisation politique, la reconstruction post-conflit et le développement économique (OECD, 2020).

Quant à la Tanzanie, elle est souvent citée comme un exemple de stabilité politique en Afrique de l'Est. La stabilité politique relative du pays a été une raison importante pour attirer l'APD et encourager les investissements étrangers (OECD, 2020). La Tanzanie est confrontée à des défis de développement socio-économique : la pauvreté, le faible accès aux services de base, les inégalités et les problèmes liés à l'infrastructure. L'APD a été allouée pour soutenir des programmes visant à améliorer ces aspects et à promouvoir le développement durable (World Bank, 2020).

S’agissant du Kenya, il est souvent considéré comme un hub économique régional en Afrique de l'Est, offrant des opportunités d'investissement et de commerce. Son emplacement stratégique, son infrastructure relativement développée et son climat des affaires favorable ont participé à attirer l'APD et les investissements étrangers (OECD., 2020). Le Kenya est reconnu pour son leadership dans le domaine de l'innovation et de la technologie en Afrique. Des initiatives telles que les services financiers mobiles (comme M-Pesa) et les incubateurs technologiques ont attiré l'attention internationale et ont été soutenues par l'APD pour promouvoir le développement économique et social (Ndemo, B., & Weiss, T., 2017).

Par contre, la Gambie, l’Eswatini (Swaziland) et le Maurice sont des orphelins de l’APD en Afrique subsaharienne de 1996 à 2019. L'absence d'APD ou la faible réception d'APD par certains pays peut être liée à divers facteurs, y compris les politiques d'aide des pays donateurs, les priorités de développement des pays bénéficiaires et les performances économiques et politiques de ces pays. La Gambie a fait face à des périodes d'instabilité politique, notamment sous l'ancien président Yahya Jammeh, ce qui peut avoir un impact sur l'attractivité de l'APD. Les préoccupations concernant les droits de l'homme, la démocratie et la gouvernance ont pu influencer la décision des pays donateurs de réduire ou de suspendre l'APD (European Commission., 2019). De plus la Gambie a été confrontée à des défis économiques, notamment une faible croissance, une dépendance excessive à l'égard de l'agriculture et du tourisme, et une vulnérabilité aux chocs externes. Les performances économiques limitées peuvent réduire l'attrait de l'APD pour le pays (International Monetary Fund, 2019).

L'Eswatini a été critiqué pour son manque de démocratie, ses restrictions aux libertés civiles et ses inégalités socio-économiques. Ces problèmes de gouvernance peuvent influencer les décisions des pays donateurs concernant l'APD (African Union., 2018). Il a une économie fortement dépendante de l'industrie sucrière, ce qui rend le pays vulnérable aux fluctuations des prix internationaux du sucre. Cette dépendance excessive peut limiter les opportunités de diversification économique et réduire la pertinence de l'APD (World Bank, 2018).

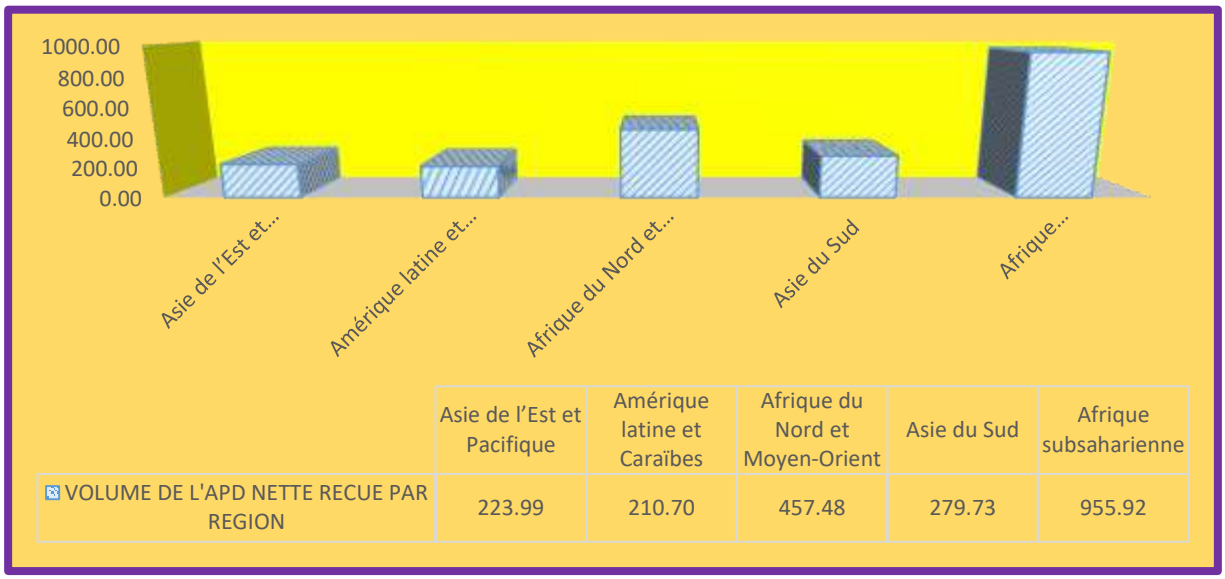
Maurice a connu une croissance économique soutenue et a atteint un niveau de revenu national relativement élevé par rapport à d'autres pays de la région. En raison de cette situation, certains pays donateurs peuvent considérer que Maurice n'a pas besoin d'une assistance financière aussi importante que d'autres pays moins développés (African Development Bank Group, 2019).

Maurice est considéré comme l'un des pays les plus diversifiés économiquement en ASS, avec une base économique solide dans les secteurs de la finance, du tourisme, des services offshore et de la production manufacturière. Cette réussite dans la diversification économique peut avoir réduit le besoin d'une assistance financière extérieure importante (World Bank, 2019).

II.1.2.3. Analyse comparative de l'APD nette reçue (en milliards de dollars US courants) d'après les régions en voie de développement

Dans cette partie, on analyse la part de l'APD octroyée à chaque région en développement dans le monde.

Graphique 5 : Volume de l'APD nette reçue (en milliards de dollars US courants) par région en développement (1996-2021)



	Asie de l'Est et Pacifique	Amérique latine et Caraïbes	Afrique du Nord et Moyen-Orient	Asie du Sud	Afrique subsaharienne
VOLUME DE L'APD NETTE RECUE PAR REGION	223.99	210.70	457.48	279.73	955.92

Source : Auteur, à partir des données de la Banque Mondiale (IDM, 2022)

Le graphique indique que l'Afrique subsaharienne demeure la région bénéficiaire privilégiée de l'aide publique au développement par rapport aux autres régions mentionnées. Au cours de la période de 1996 à 2021, cette région a reçu une aide d'un montant équivalent à 955,92 milliards de dollars américains. Elle est suivie de près par l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient avec un montant de 457,48 milliards de dollars américains, puis l'Asie du Sud avec 279,73 milliards de dollars américains, et ensuite l'Asie de l'Est et du Pacifique avec 223,99 milliards de dollars américains.

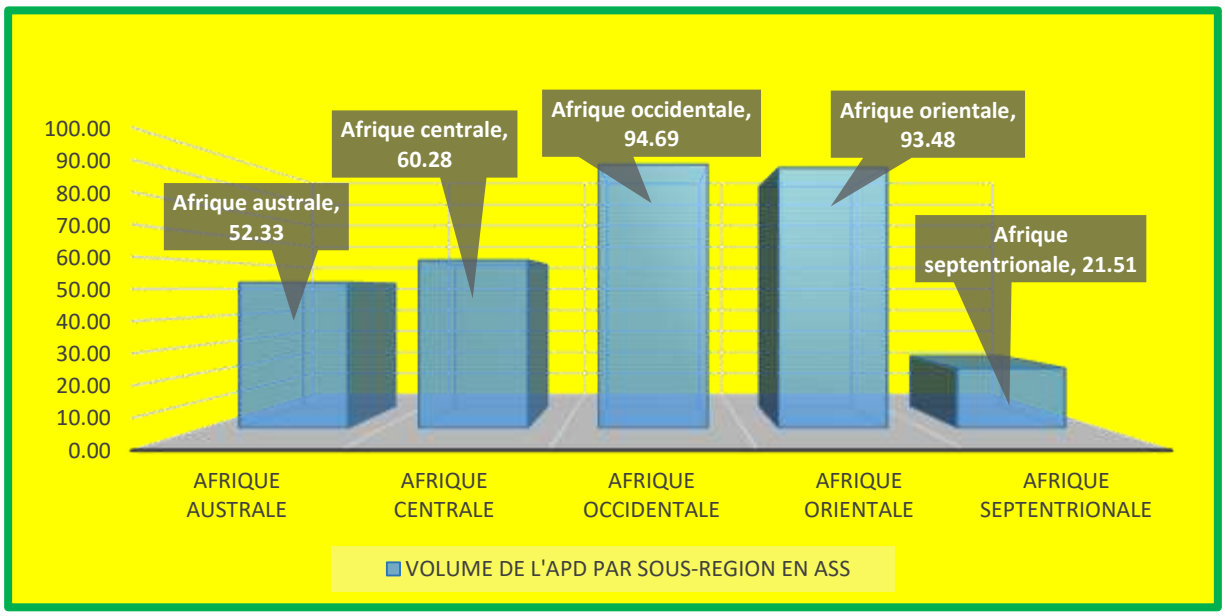
En dernière position, la région de l'Amérique latine et des Caraïbes a reçu un montant de 210,70 milliards de dollars américains. Ces chiffres confirment que l'ASS dépend fortement de l'aide étrangère. En outre, il découle de ce qui précède que les flux d'APD sont inégalement répartis entre les différentes régions qui composent le globe terrestre.

L'inégale répartition de l'APD dans les différentes régions du monde peut être accordée à plusieurs facteurs. Les décisions relatives à l'allocation de l'APD peuvent être influencées par des intérêts géopolitiques et stratégiques des pays donateurs. Certains pays peuvent accorder une plus grande importance à certaines régions en raison de leur proximité géographique ou de leurs intérêts économiques ou politiques. Cela peut entraîner une répartition inégale de l'APD entre les régions (Easterly, W., 2003). Les régions confrontées à des crises humanitaires, à des conflits armés ou à une fragilité politique peuvent recevoir une part plus importante de l'APD en raison de besoins urgents. Les pays en situation de fragilité nécessitent souvent une assistance supplémentaire pour la consolidation de la paix, la reconstruction et le développement (Collier, P., & Hoeffler, A., 2002). Les pays qui affichent de meilleures performances économiques et politiques peuvent attirer davantage d'investissements étrangers et d'aide au développement. Les politiques favorables à l'investissement, la stabilité politique, la bonne gouvernance et la gestion efficace des ressources peuvent influencer la répartition de l'APD (Dollar, D., & Levin, V., 2005). Les pays donateurs peuvent avoir des priorités sectorielles spécifiques, telles que l'éducation, la santé, l'agriculture, l'infrastructure, etc. Par conséquent, la répartition de l'APD peut varier en fonction de ces priorités sectorielles et des besoins perçus dans chaque région (Knack, S., 2001).

II.1.2.4. Analyse comparative de l'APD (total en milliards de dollars US courants) selon les sous-régions de l'ASS de 1996 à 2019

Au cours de cette partie, on analyse la quantité de l'APD versée à chacune des sous-régions de l'ASS.

Graphique 6 : Volume de l'APD (total en milliards de dollars US courants) par sous-régions en ASS



Source : Auteur, à partir des données de la Banque Mondiale (WDI, 2022)

Il ressort du graphique précèdent que c'est l'Afrique occidentale qui bénéficie d'une part colossale de l'APD plus que les autres sous-régions de l'ASS avec un montant de 94.69 milliards de dollars américains. Puis viennent respectivement l'Afrique orientale avec 93.48 milliards de dollars américains, l'Afrique centrale avec 60.28 milliards de dollars américains, l'Afrique australe avec 52.33 milliards de dollars américains et enfin l'Afrique septentrionale avec 21,51 milliards de dollars américains. Cela montre que les flux d'APD entrant dans cette partie (ASS) sont inégalement répartis entre les sous-régions qui la composent.

L'inégale répartition de l'APD dans les différentes sous-régions de l'ASS peut être liée à plusieurs facteurs. Les sous-régions de l'ASS peuvent avoir des besoins et des défis spécifiques qui influencent la répartition de l'APD. Par exemple, certaines sous-régions peuvent être confrontées à des problèmes de conflits armés, de fragilité institutionnelle ou de crises humanitaires, ce qui peut entraîner une allocation plus importante de l'APD dans ces régions (Naudé, W., & McGillivray, M., 2012).

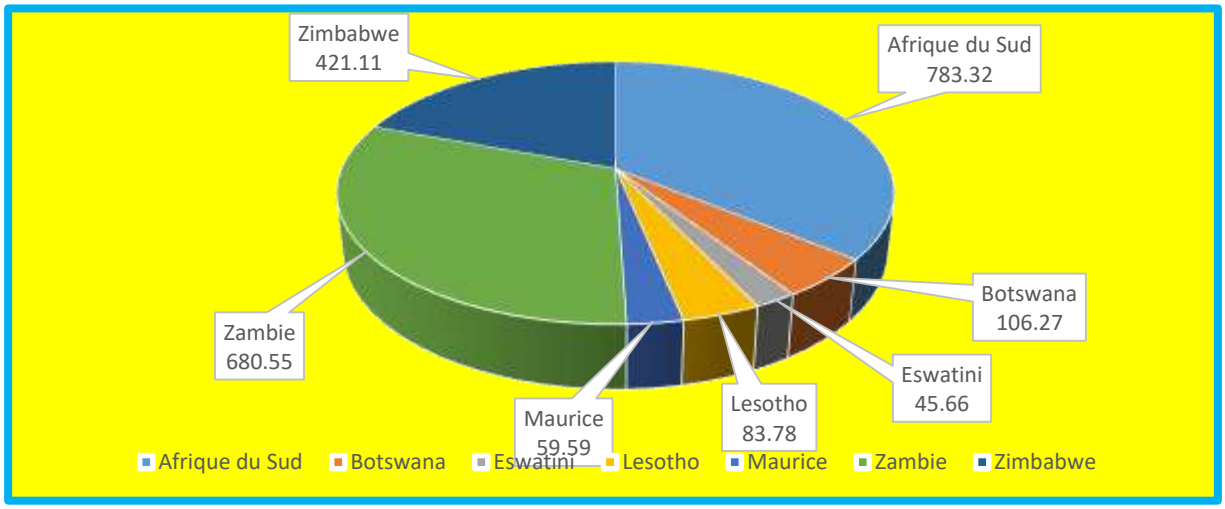
Les sous-régions qui enregistrent de meilleures performances économiques et politiques peuvent attirer davantage d'investissements étrangers et d'aide au développement. Les politiques favorables à l'investissement, la stabilité politique, la bonne gouvernance et la gestion efficace des ressources peuvent influencer la répartition de l'APD entre les sous-régions (Hansen, H., & Tarp, F., 2001).

Les dynamiques régionales, y compris la coopération entre les pays au sein d'une sous-région donnée, peuvent influencer la répartition de l'APD. Certaines sous-régions bénéficient d'une coopération régionale plus développée, ce qui peut attirer une plus grande part de l'APD (Devarajan, S., Hossain, S., & Ravi, S., 2019). Soulignons que les donateurs peuvent avoir des priorités sectorielles spécifiques ou des programmes ciblés dans certaines sous-régions, ce qui peut influencer la répartition de l'APD. Par exemple, une sous-région peut bénéficier d'une attention particulière dans des domaines de l'agriculture, la santé ou l'éducation (Clemens, M., Radelet, S., & Bhavnani, R., 2004).

II.1.2.5. Analyse comparative de l'APD (en millions de dollars US courants) par pays selon les sous-régions de l'ASS (australe, centrale, occidentale et orientale) de 1996-2019

Durant cette partie, on analyse la quantité de l'APD versée à chacun des pays des quatre sous-régions suivantes de l'ASS (australe, centrale, occidentale et orientale). L'Afrique septentrionale a été enlevée du fait que, selon notre échantillon, cette sous-région est constituée d'un seul pays (le Soudan).

Graphique 7 : Moyenne de l'APD par pays et par sous-région en ASS de 1996 à 2019 (total en millions de dollars US courants), cas de l'Afrique australe



Source : Auteur, à partir des données de la Banque Mondiale (WDI, 2022)

Le graphique met en évidence qu'en Afrique australe l'Afrique du Sud, la Zambie et le Zimbabwe sont respectivement les trois premiers pays ayant bénéficié d'une part importante de l'APD, tandis que l'Eswatini prend la dernière place dans cette sous-région.

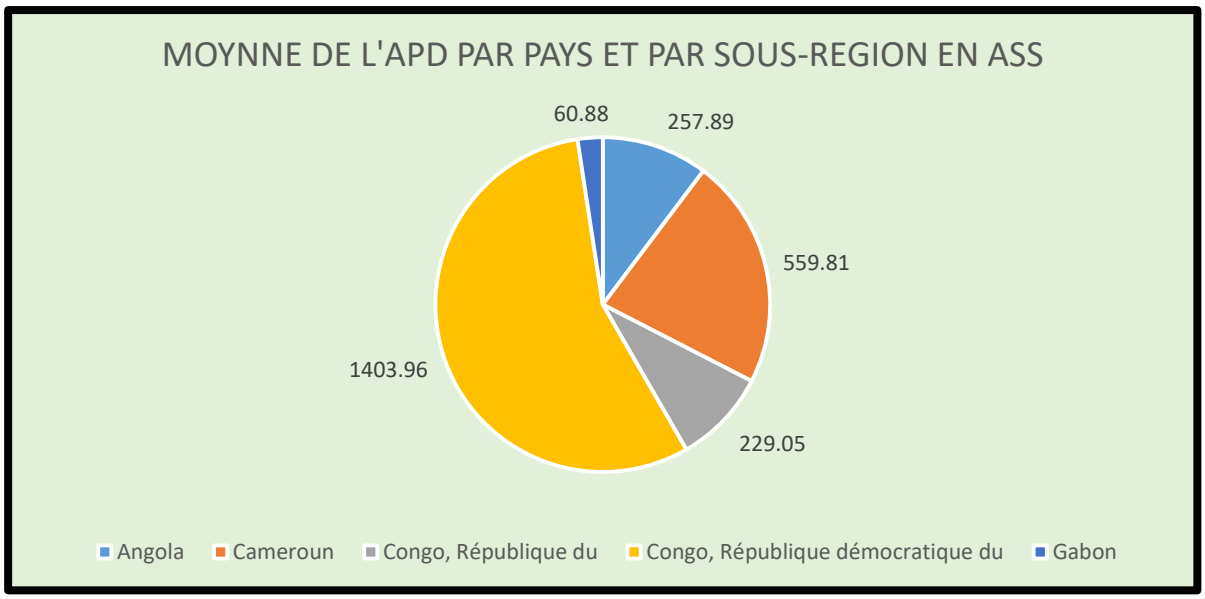
En effet, l'Afrique du Sud est la deuxième économie la plus importante du continent africain, avec une base industrielle bien développée et des secteurs clés tels que les mines, l'agriculture, le tourisme et les services financiers. La taille et le potentiel économique du pays en ont fait une destination attrayante pour l'APD (OCDE, 2019). Depuis la fin de l'apartheid, elle a connu une transition démocratique relativement réussie, ce qui a renforcé sa stabilité politique et a favorisé un environnement propice à l'investissement et à l'aide au développement (BM, 2018).

La Zambie est riche en ressources naturelles, notamment le cuivre, ce qui en fait un pays attractif pour les investissements étrangers et l'APD dans le secteur minier et d'autres domaines connexes (Banque mondiale, 2019). Malgré ses ressources naturelles, la Zambie fait face à des défis de développement importants, notamment en termes de pauvreté, d'accès aux services de base et d'infrastructures. Ces besoins ont justifié une attention particulière de la part des pays donateurs (Fonds monétaire international, 2020).

Le Zimbabwe, après son indépendance en 1980, a connu une phase initiale de croissance et de développement prometteuse, notamment dans les secteurs agricole et minier, ce qui a attiré l'APD de la part des pays donateurs (African Development Bank Group, 2019). Le Zimbabwe a fait face à une crise économique prolongée, caractérisée par une inflation élevée, une instabilité monétaire et des défis structurels. Les besoins de relance économique et de développement ont justifié une attention soutenue de la part des pays donateurs (BM, 2019).

Quant à l'Eswatini, les raisons sont ci-haut fournies.

Graphique 8 : Moyenne de l'APD par pays et par sous-région en ASS de 1996 à 2019 (total en millions de dollars US courants), cas de l'Afrique centrale



Source : Auteur, à partir des données de la Banque Mondiale (WDI, 2022)

Le graphique met en clair que c'est la République Démocratique du Congo (1403.96 millions de dollars US) d'abord et le Cameroun (559.81 millions de dollars US) ensuite qui détiennent le record en terme de l'obtention de l'APD en Afrique centrale. Dans cette même sous-région vient, en dernier lieu, le Gabon (60.88 en millions de dollars US).

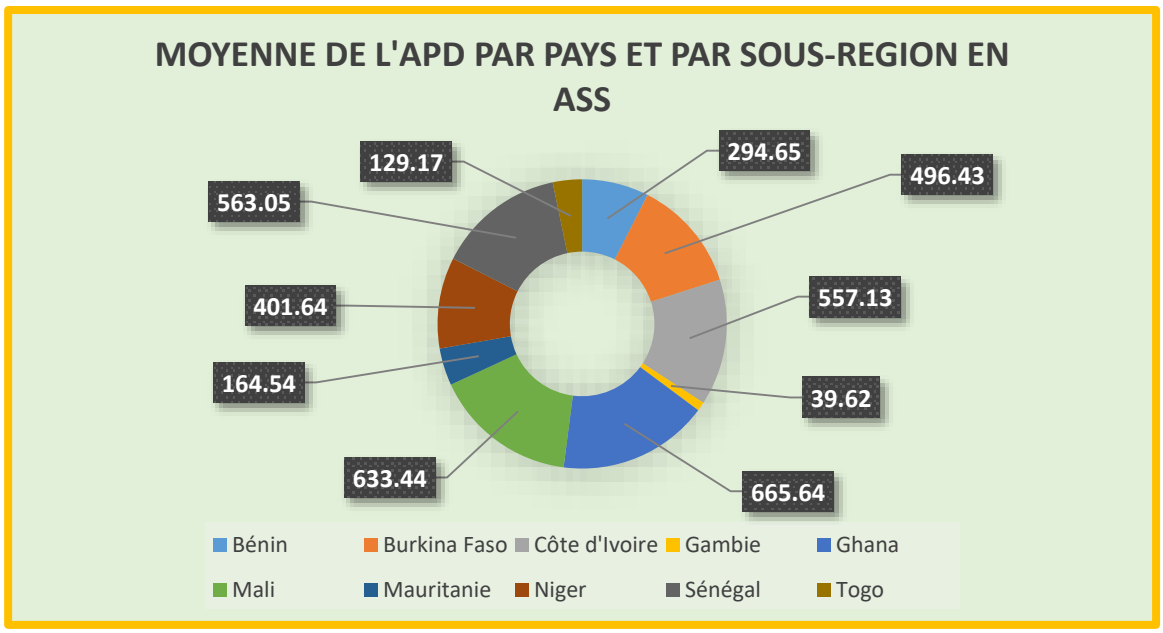
Le Cameroun a connu une relative stabilité politique par rapport à certains autres pays de la région, ce qui a contribué à maintenir un environnement propice à l'investissement et à l'aide au développement (Banque mondiale, 2019). En plus, le Cameroun dispose d'un potentiel économique diversifié, notamment dans les secteurs agricole, minier et énergétique. Ses ressources naturelles (le pétrole, le gaz naturel, les minéraux et les terres agricoles) ont attiré l'attention des pays donateurs pour l'APD (OCDE, 2018). Malgré son potentiel économique, le Cameroun fait face à des défis de développement : la pauvreté, l'accès aux services de base, les infrastructures et la diversification économique. Ces besoins ont justifié une attention soutenue de la part des pays donateurs (Banque mondiale, 2019).

Le Cameroun a été impliqué dans des initiatives régionales et internationales, telles que la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) et l'Union africaine (UA), ce qui a pu faciliter l'obtention de l'APD (OCDE, 2018).

Le Gabon a effectivement été l'un des pays d'Afrique centrale qui a bénéficié d'une part moins importante de l'APD de 1996 à 2019. Le Gabon est considéré comme un pays à revenu intermédiaire supérieur en raison de ses importantes ressources pétrolières. En raison de son revenu national relativement élevé, le pays peut être moins dépendant de l'APD par rapport à d'autres pays de la région (BM, 2019). Le Gabon dispose de ressources financières provenant de l'exploitation pétrolière et de ses réserves de change. Cela peut réduire la nécessité de compter fortement sur l'APD pour financer ses projets de développement (BM, 2019). Notons que le Gabon a connu des périodes de croissance économique relativement solides grâce à ses ressources naturelles, en particulier le pétrole. Cela a pu réduire la dépendance du pays vis-à-vis de l'APD (FMI, 2019). Les préoccupations concernant la gouvernance et la gestion des ressources naturelles, notamment dans le secteur pétrolier, peuvent avoir influencé les décisions des pays donateurs de réduire l'APD au Gabon (Transparency International, 2020).

Pour la RDC, les justifications sont susmentionnées.

Graphique 9 : Moyenne de l'APD par pays et par sous-région en ASS de 1996 à 2019 (total en millions de dollar US courants), cas de l'Afrique occidentale



Source : Auteur, à partir des données de la Banque Mondiale (WDI, 2022)

En moyenne, de 1996 à 2019 en Afrique occidentale, quatre pays affichent le niveau de l'APD le plus élevé comparativement aux autres pays de la sous-région. Il s'agit du Ghana en tête avec 665.64 millions de dollars US soit 17% du montant total de l'APD versé dans cette partie de l'ASS, puis vient le Mali en seconde position avec 633.44 millions de dollars US soit 16% du

volume total de l'APD attribué à cette sous-région, ensuite vient le Sénégal avec 563.05 millions de dollars US soit 14% de l' APD allouée à cette zone et enfin arrive la Côte d'Ivoire avec 557.13 millions de dollars US soit 14% de l'APD globale apportée en Afrique occidentale.

Le Ghana est souvent considéré comme un exemple de bonne gouvernance en Afrique de l'Ouest, avec des élections régulières et une transition pacifique du pouvoir. Sa stabilité politique relative a attiré l'attention des pays donateurs pour l'APD (BM, 2019). Le Ghana a mis aussi en œuvre des réformes économiques visant à promouvoir la diversification économique, surtout dans les secteurs agricole, minier et des services. Ces efforts ont contribué à attirer l'APD dans le pays (OCDE, 2018).

Le Mali est confronté à des défis de développement entre autres la pauvreté, l'accès limité aux services de base et l'insécurité. Les besoins importants du pays ont justifié une attention soutenue de la part des pays donateurs en termes d'APD (BM, 2020). Le Mali a été confronté à des défis de fragilité et à un conflit armé dans certaines régions du pays. L'APD a donc été mobilisée pour soutenir les efforts de stabilisation, la reconstruction post-conflit et le développement dans ces zones (OCDE, 2019).

Le Sénégal est réputé pour sa stabilité politique et sa tradition démocratique, ce qui a créé un environnement favorable à l'investissement et à l'APD. Le pays est souvent considéré comme un modèle de gouvernance en Afrique de l'Ouest (BM, 2020). Le Sénégal joue un rôle de leadership régional et est impliqué dans diverses initiatives régionales et internationales. Cette position a pu faciliter l'accès à l'APD et obtenir un soutien accru de la part des pays donateurs (OCDE, 2019).

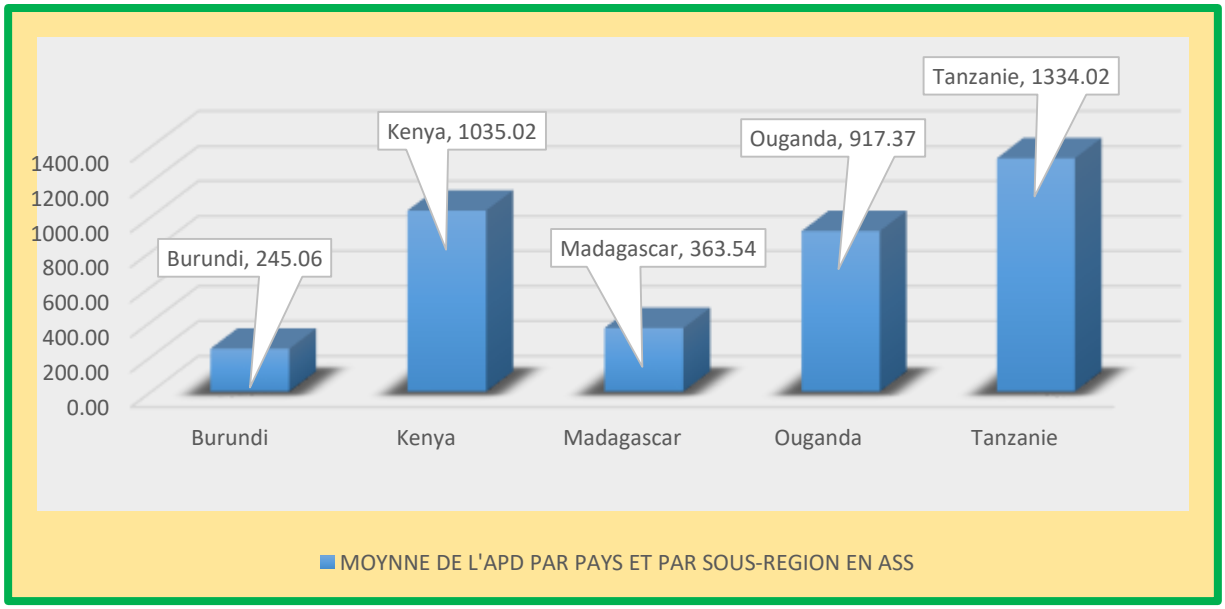
Après une période de conflit et d'instabilité politique, la Côte d'Ivoire a connu une période de retour à la stabilité, ce qui a favorisé un environnement propice à l'investissement et à l'APD (Banque mondiale, 2019). La Côte d'Ivoire a mis en place des réformes économiques visant à promouvoir la diversification et la croissance, notamment dans les secteurs agricole, industriel et des services. Ces efforts ont attiré l'attention des pays donateurs pour l'APD (OCDE, 2018).

Par contre, les pays comme la Gambie et le Togo sont les deux derniers à avoir un niveau moyen de l'APD faible avec respectivement pour total 39.62 millions de dollars US soit 1% et 129.17 millions de dollars US soit 3% du montant total de l'APD.

Le Togo a effectivement été l'un des pays d'Afrique occidentale qui a bénéficié d'une part moins importante de l'APD de 1996 à 2019. Ce pays a connu des périodes d'instabilité politique, notamment des conflits politiques internes et des transitions politiques parfois tumultueuses. Cette instabilité peut avoir découragé certains pays donateurs d'accorder une aide significative à long terme (Transparency International, 2020). Le Togo a été confronté à des défis en matière de gouvernance, de démocratie et de respect des droits de l'homme. Ces préoccupations peuvent avoir influencé les décisions des pays donateurs de réduire l'APD au Togo (B.M, 2019). Aussi, le Togo a connu une croissance économique relativement faible par rapport à certains autres pays de la région. Les performances économiques moins solides peuvent avoir réduit l'attrait du pays pour l'APD et limité l'allocation de ressources financières supplémentaires (FMI, 2020). Le Togo a été critiqué pour sa dépendance excessive à l'égard de l'aide budgétaire, ce qui a pu entraîner une réduction de l'APD. Certains pays donateurs ont cherché à encourager une plus grande mobilisation des ressources intérieures et une meilleure gestion des finances publiques (OCDE, 2019).

Concernant la Gambie, les raisons sont mentionnées ci-dessus.

Graphique 10 : Moyenne de l'APD par pays et par sous-région en ASS de 1996 à 2019 (total en millions de dollars US courants), cas de l'Afrique orientale



Source : Auteur, à partir des données de la Banque Mondiale (WDI, 2022)

En considérant la période 1996 - 2019, en moyenne par an, la Tanzanie reçoit un flux d'APD évalué à 1334.02 millions de dollars américains au moment où le Kenya reçoit 1035.02 millions de dollars américains seulement et l'Ouganda 917.37 millions de dollars américains.

L'Ouganda a effectivement été l'un des pays d'Afrique orientale qui a bénéficié d'une part importante de l'APD de 1996 à 2019. Il a mis en place des réformes économiques et politiques favorables à la croissance et à la stabilité. Ces réformes ont inclus des politiques budgétaires prudentes, des mesures favorables aux investissements et des efforts pour améliorer la gouvernance (OCDE, 2019). Le pays a accordé une attention particulière aux secteurs prioritaires tels que l'éducation, la santé et l'agriculture. Les pays donateurs ont été encouragés à fournir une aide substantielle pour soutenir ces investissements et promouvoir le développement humain (Banque mondiale, 2020). Bien que l'Ouganda ait connu des périodes de conflit dans le passé, le pays a bénéficié d'une stabilité politique relative depuis les années 1980. Cette stabilité a créé un environnement favorable à l'investissement et à l'APD (Transparency International, 2020). L'Ouganda a joué un rôle actif dans les initiatives régionales et internationales, notamment en matière de maintien de la paix et de développement durable. Son engagement a pu attirer une attention accrue des pays donateurs et les inciter à fournir une aide substantielle (OCDE, 2019).

Le Burundi et le Madagascar, quant à eux, occupent les deux derniers rangs selon les valeurs susmentionnées. Quant au Burundi, il a connu une longue période de conflits politiques et ethniques, notamment la guerre civile qui a duré de 1993 à 2006. Cette instabilité politique a pu décourager certains pays donateurs d'accorder une aide significative (Transparency International, 2020). Le Burundi a été confronté à des défis en matière de gouvernance, de démocratie et de respect des droits de l'homme. Ces préoccupations ont pu influencer les décisions des pays donateurs de réduire l'APD au Burundi (BM, 2019). L'économie du pays repose principalement sur l'agriculture, qui est souvent vulnérable aux chocs climatiques et aux fluctuations des prix des produits de base. Cette dépendance peut avoir réduit l'attrait du pays pour l'APD (FAO, 2019).

S'agissant du Madagascar, il a connu plusieurs crises politiques, notamment en 2002, 2009 et 2018, qui ont entraîné une instabilité politique et un environnement d'investissement incertain. Cette instabilité a pu décourager les pays donateurs d'accorder une aide significative (Transparency International, 2020). Le pays a été confronté à des défis en matière de gouvernance, de corruption et de respect de l'état de droit.

Ces préoccupations ont pu influencer les décisions des pays donateurs de réduire l'APD à Madagascar (B.M, 2019). Le Madagascar est exposé à des risques naturels : les cyclones, les sécheresses et les invasions de criquets. Ces chocs environnementaux récurrents peuvent avoir un impact négatif sur l'économie et rendre le pays moins attractif pour l'APD (PNUD, 2019). Quant à la Tanzanie et le Kenya les causes sont ci-haut fournies.

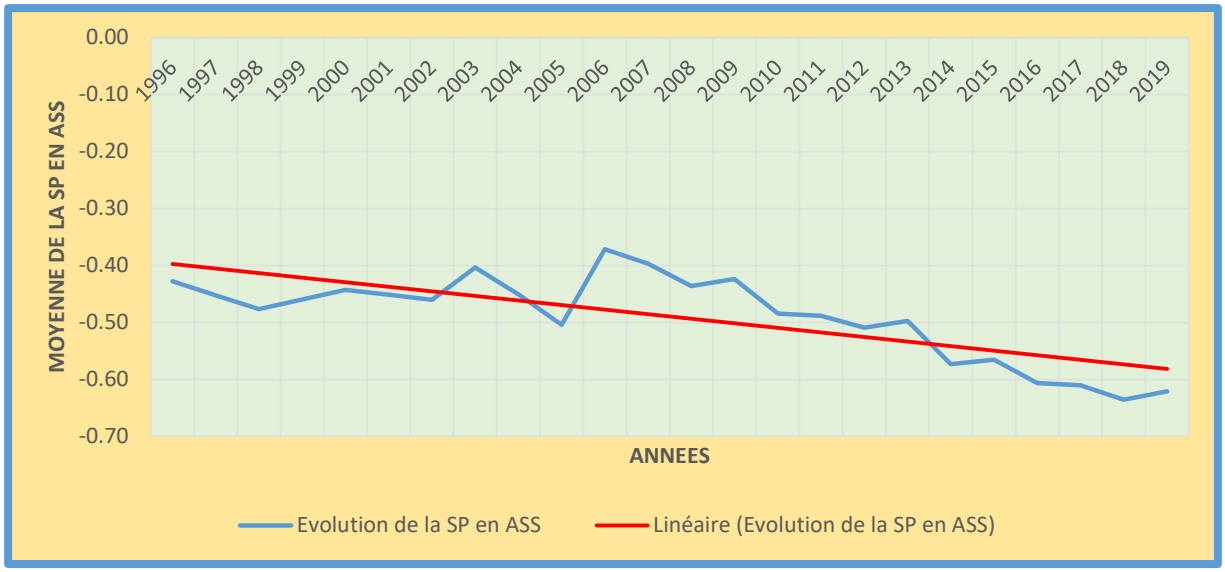
Ces résultats corroborent que les flux d'APD entrant dans cette partie orientale de l'ASS sont inégalement répartis entre les différents pays qui la composent.

II.1.3. Etat des lieux de la stabilité politique en Afrique Subsaharienne

La stabilité politique joue un rôle crucial dans le monde, en particulier en ASS, pour favoriser le développement économique, social et la paix. Elle crée un environnement propice à l'investissement étranger, favorisant ainsi le développement économique. Des études ont montré que la stabilité politique est un facteur déterminant pour attirer les investissements et favoriser la croissance économique (Krieger, T., et al, 2019). La stabilité politique facilite la coopération entre les pays et encourage l'intégration régionale. Lorsque les pays voisins sont politiquement stables, il est plus facile de mettre en place des accords commerciaux, des initiatives de développement conjointes et des mécanismes de sécurité régionale (Adesina, J. O., et al, 2020). La stabilité politique est souvent associée à de bonnes pratiques de gouvernance et à des institutions démocratiques solides. Elle favorise la responsabilité des gouvernements envers leurs citoyens, la participation politique et la protection des droits de l'homme (United Nations Development Programme (UNDP), 2018). La stabilité politique contribue à prévenir les conflits et à réduire les risques de crises humanitaires. Des institutions politiques stables et inclusives, ainsi que des mécanismes efficaces de résolution des conflits, sont essentiels pour maintenir la paix et la sécurité (ONUDE, 2019).

Bref, la stabilité politique est un sujet complexe et multidimensionnel. Certains pays ont réussi à renforcer leurs institutions démocratiques, à promouvoir la participation politique et à améliorer la gouvernance, tandis que d'autres font face à des défis plus importants en matière de stabilité politique.

Graphique 11 : Evolution de la stabilité politique et absence de violence en moyenne de l'échantillon en ASS (1996-2019)



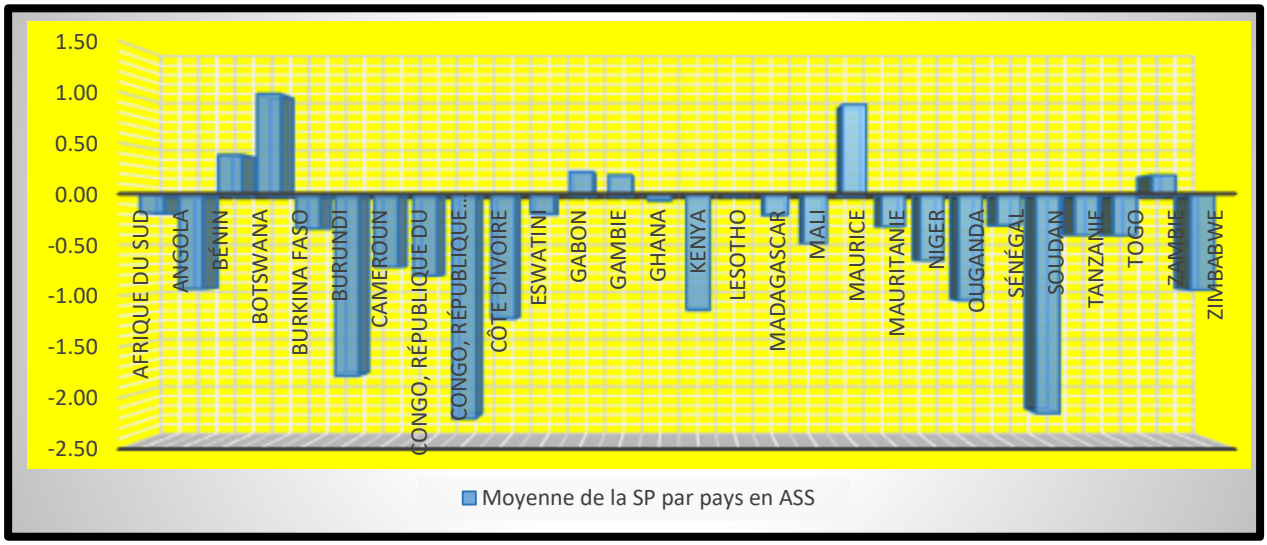
Source *:* Auteur, à partir des données de la Banque Mondiale (WGI, 2022)

Ce graphique illustre l'évolution de la stabilité politique en ASS de 1996 à 2019. On observe une tendance à la baisse de la stabilité politique sur l'ensemble de la période étudiée.

Le score de stabilité politique et d'absence de violence est de -0,5, indiquant une situation généralement instable. Cependant, on note une amélioration en 2003 et 2006, où le score atteint respectivement -0,40 et -0,37. Depuis 2006, la situation s'est détériorée, avec le score de stabilité politique passant de -0,37 en 2006 à -0,62 en 2019. On constate aussi que sur la période d'étude, la stabilité politique oscille entre les scores -0,7 et -0,3. En moyenne, les pays de l'ASS sont caractérisés par une instabilité politique, comme en témoignent les scores négatifs. Certaines causes ont fait part à cette instabilité politique dans ces pays. De nombreux pays de l'ASS ont été touchés par des conflits armés et des guerres civiles au cours de cette période. Ces conflits ont souvent eu des racines ethniques, politiques, économiques ou territoriales, et ils ont contribué à l'instabilité politique dans la région (Collier, P., Elliott, V. L., Hegre, H., Hoeffler, A., Reynal-Querol, M., & Sambanis, N., 2003). La faiblesse des institutions politiques, la corruption, la mauvaise gouvernance et le manque de responsabilité ont été des facteurs clés contribuant à l'instabilité politique dans de nombreux pays de l'ASS. Ces problèmes peuvent entraîner des tensions politiques, des conflits et une absence de stabilité (Bratton, M., & Van de Walle, N., 1997). L'instabilité économique, la pauvreté et les inégalités socio-économiques peuvent alimenter les tensions politiques et sociales, conduisant à l'instabilité politique.

Les difficultés économiques peuvent provoquer des mécontentements, des protestations et des conflits (Fearon, J. D., & Laitin, D. D., 2004). Les ingérences étrangères, les rivalités régionales et les jeux de pouvoir entre acteurs internationaux peuvent également contribuer à l'instabilité politique en ASS. Les intérêts et les actions des acteurs extérieurs peuvent aggraver les conflits et les tensions politiques dans la région (Reno, W., 2000).

Graphique 12 : Moyenne de la stabilité politique et absence de violence par pays en Afrique subsaharienne de 1996 à 2019



Source : Auteur, à partir des données de la Banque Mondiale (WGI, 2022)

Selon le graphique présenté ci-dessus, on constate que de nombreux pays d'Afrique subsaharienne se caractérisent par une situation précaire en termes de stabilité politique, avec de nombreux pays affichant des scores moyens négatifs. La variation de la stabilité politique en ASS se situe entre les valeurs de -2,24 (pour la RDC) et 1,02 (pour le Botswana). Cependant, le Botswana et le Maurice affichent des scores élevés de la stabilité politique avec respectivement les valeurs de 1,02 et 0,91. En effet, ces pays sont souvent cités comme des exemples de pays en Afrique subsaharienne affichant des scores élevés en termes de stabilité politique. Le Botswana et Maurice ont tous deux développé des institutions politiques solides, notamment des systèmes démocratiques, des élections régulières et un respect de l'État de droit. Ces institutions ont contribué à la stabilité politique en favorisant la participation politique et en garantissant une transition pacifique du pouvoir (Bratton, M., & Van de Walle, N., 1997).

Les politiques économiques bien gérées et orientées vers le développement ont joué un rôle clé dans la stabilité politique du Botswana et de Maurice. Ces pays ont réussi à diversifier leurs économies, à attirer des investissements étrangers et à promouvoir une croissance économique durable, réduisant ainsi les inégalités et la pauvreté (Hickey, S., & Izama, A., 2018).

Le Botswana et Maurice ont bénéficié d'un leadership stable et d'une vision à long terme de leurs dirigeants. La continuité de la gouvernance et la mise en œuvre cohérente de politiques de développement ont contribué à la stabilité politique en permettant une planification stratégique à long terme et la poursuite d'objectifs nationaux clairs (Rakner, L., & Van de Walle, N., 2009). Les pays ont réussi à maintenir une certaine cohésion sociale et à gérer les tensions internes grâce à des politiques inclusives, à la promotion de la diversité culturelle et à la gestion des conflits de manière pacifique (Rakner, L., & Van de Walle, N., 2009).

Quant à la RDC, elle occupe la dernière place en terme d'indicateur de la stabilité politique suivi du Soudan et du Burundi avec respectivement les scores de -2,24 ; -2,19 et -1,82. En outre, la RDC, le Soudan et le Burundi ont tous été confrontés à des défis importants en ce qui concerne leur indicateur de stabilité politique. Quelques-unes des causes couramment identifiées par différents auteurs expliquent cette situation. Les trois pays ont été marqués par des conflits armés et des guerres civiles qui ont eu des conséquences dévastatrices sur la stabilité politique. Ces conflits ont été alimentés par des tensions ethniques, politiques, économiques et territoriales, entraînant une instabilité généralisée (Collier, P., Elliott, V. L., Hegre, H., Hoeffler, A., Reynal-Querol, M., & Sambanis, N., 2003). Les trois pays ont été confrontés à des problèmes de faiblesse des institutions politiques, de corruption, de mauvaise gouvernance et de manque de responsabilité. Ces facteurs ont sapé la confiance des citoyens dans le système politique et ont contribué à l'instabilité (Bratton, M., & Van de Walle, N., 1997). Les ingérences étrangères et les rivalités régionales ont joué un rôle important dans l'instabilité politique de la RDC, du Soudan et du Burundi. Les intérêts géopolitiques, les soutiens à des groupes armés et les jeux de pouvoir entre acteurs internationaux ont alimenté les conflits et les tensions politiques dans ces pays (Reno, W., 2000). L'instabilité économique, la pauvreté et les inégalités socio-économiques ont contribué à la fragilité politique de ces pays. Les difficultés économiques ont exacerbé les tensions sociales et politiques, créant un environnement propice à l'instabilité (Fearon, J. D., & Laitin, D. D., 2004).

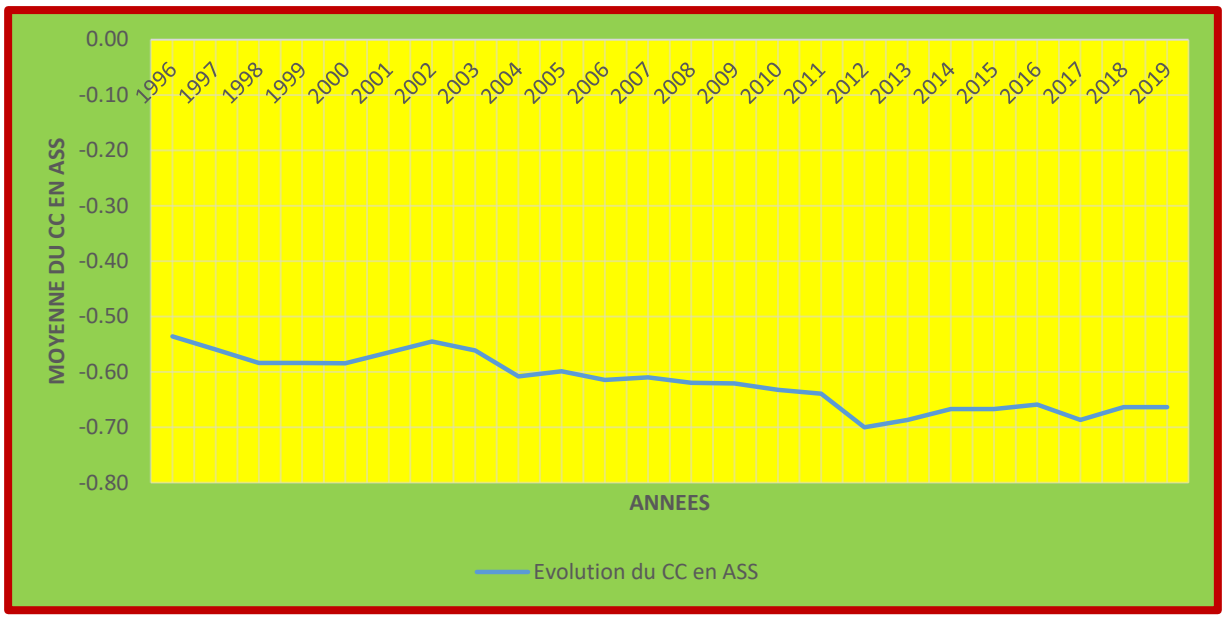
II.1.4. Etat des lieux du contrôle de la corruption en Afrique Subsaharienne

Le contrôle de la corruption a des effets importants à la fois dans le monde en général et en ASS en particulier. La corruption a un impact négatif sur le développement économique en entravant l'efficacité des politiques publiques, en décourageant les investissements étrangers et en déviant les ressources destinées au développement vers des intérêts personnels. Le contrôle de la corruption favorise un environnement économique sain et encourage la croissance économique durable (Mauro, P., 1995).

La corruption affaiblit la confiance des citoyens dans les institutions politiques et nuit à la stabilité politique. Le contrôle de la corruption renforce la légitimité des gouvernements, favorise la transparence et l'accountabilité, et contribue à la stabilité politique à long terme (Treisman, D., 2000). La corruption aggrave la pauvreté en détournant les ressources destinées aux populations les plus vulnérables. Le contrôle de la corruption permet une meilleure allocation des ressources, favorise l'accès équitable aux services publics et contribue à la réduction de la pauvreté (Kaufmann, D., Kraay, A., & Mastruzzi, M., 2010). La corruption mine l'État de droit en sapant l'égalité devant la loi et en favorisant l'impunité. Le contrôle de la corruption renforce l'État de droit en promouvant la transparence, l'indépendance du système judiciaire et le respect des droits fondamentaux (Transparency International., 2019).

En ce qui concerne l'Afrique subsaharienne, la lutte contre la corruption revêt une importance particulière en raison des effets négatifs de la corruption sur le développement économique, la gouvernance et la stabilité politique. Les ressources limitées qui pourraient autrement être allouées au développement et aux services publics sont souvent détournées par la corruption, ce qui aggrave les inégalités et entrave la croissance économique. Cependant, la situation du contrôle de la corruption peut varier d'un pays à l'autre en ASS. Certains pays ont mis en place des mesures et des réformes pour lutter contre la corruption, tandis que d'autres peuvent encore être confrontés à des défis importants dans ce domaine.

Graphique 13 : Evolution du contrôle de la corruption en moyenne de l'échantillon en ASS (1996-2019)



Source *:* Auteur, à partir des données de la Banque Mondiale (WGI, 2022)

Le graphique présenté illustre l'évolution du contrôle de la corruption en ASS. Cette région se distingue par un faible niveau de contrôle de la corruption, avec des scores inférieurs à zéro. Dans l'intervalle d'étude (1996 – 2019), le score de contrôle de la corruption fluctue dans la fourchette de -0,8 à -0,5. Le plus haut score de cet indicateur s'observe en 1996 (-0,54) tandis que le plus bas score se situe en 2012 (-0,70). A la lumière de ce graphique, on observe en général quatre grandes phases : deux phases de croissance (2000 à 2002 et 2012 à 2019) et deux autres de décroissance (1996 - 2000 et 2002 - 2012), malgré quelques variations près.

D'après le rapport de Transparency International de 2022, l'Afrique subsaharienne n'a montré aucune amélioration significative dans l'Indice de Perception de la Corruption (IPC). Les progrès réalisés par quelques pays sont éclipsés par le recul ou la stagnation d'autres pays, ce qui se traduit par une mauvaise performance globale de la région.

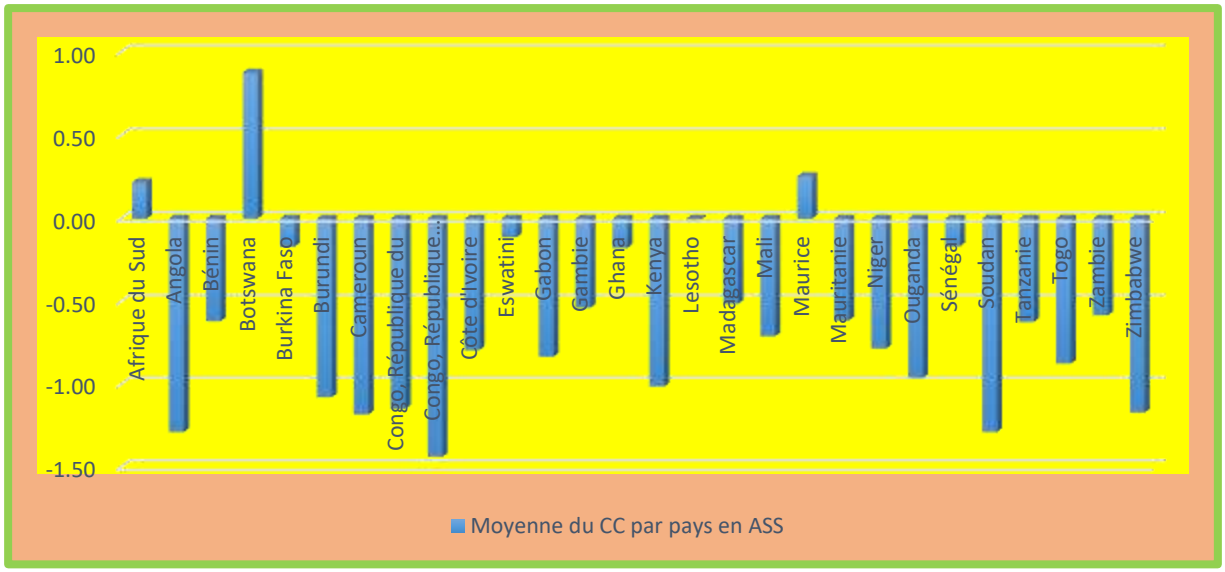
La décroissance du contrôle de la corruption en ASS peut être attribuée à plusieurs raisons. Les faiblesses institutionnelles et une mauvaise gouvernance ont été identifiées comme des causes majeures de la décroissance du contrôle de la corruption en ASS. Des études ont souligné le rôle central des institutions et de la gouvernance dans la lutte contre la corruption (Mauro, P., 1998).

Le manque de transparence dans les processus politiques et administratifs, ainsi que le manque de responsabilité des dirigeants politiques et des fonctionnaires, ont contribué à la décroissance du contrôle de la corruption en ASS. L'absence de mécanismes efficaces de surveillance et de reddition de comptes a favorisé la corruption (AfDB, 2019). La pauvreté et les inégalités économiques ont été identifiées comme des facteurs qui favorisent la corruption en créant des incitations économiques pour les actes de corruption. L'absence de mécanismes de protection sociale adéquats et de répartition équitable des ressources a contribué à la décroissance du contrôle de la corruption (Transparency International., 2020). L'influence politique et le népotisme ont souvent sapé les efforts de lutte contre la corruption en ASS. Des liens étroits entre les élites politiques, économiques et administratives ont facilité les pratiques corruptives et ont affaibli les mécanismes de contrôle et de sanction (UNECA, 2018).

La croissance du contrôle de la corruption en ASS de 1996 à 2019 n'a pas été uniforme dans tous les pays de la région. Cependant, il existe certaines tendances et facteurs qui ont contribué à une amélioration du contrôle de la corruption dans certains pays. La mise en place de réformes institutionnelles et législatives visant à renforcer la gouvernance et la transparence a contribué à la croissance du contrôle de la corruption dans certains pays. L'adoption de lois anti-corruption plus rigoureuses et l'établissement d'institutions spécialisées chargées de lutter contre la corruption ont été des facteurs importants (Gyimah-Brempong, K., et al, 2019).

L'engagement politique des dirigeants et la volonté de réforme ont joué un rôle clé dans la croissance du contrôle de la corruption. Certains gouvernements ont pris des mesures décisives pour lutter contre la corruption, en mettant en place des politiques de transparence, en renforçant les institutions de contrôle et en sanctionnant les actes de corruption (Mauro, P., 2002). L'implication active de la société civile et des médias dans la lutte contre la corruption a contribué à sa croissance. Les organisations de la société civile, les médias indépendants et les lanceurs d'alerte ont joué un rôle important en exposant les actes de corruption et en exerçant une pression sur les gouvernements pour qu'ils prennent des mesures (Fjeldstad, O. H., et al., 2018). Les pressions internationales et l'assistance technique ont également joué un rôle dans la croissance du contrôle de la corruption en ASS. Les organisations internationales, les bailleurs de fonds et les partenaires de développement ont conditionné leur soutien financier à des réformes anti-corruption et ont fourni une assistance technique pour renforcer les capacités nationales (UNECA, 2019).

Graphique 14 : Moyenne du contrôle de la corruption par pays en Afrique subsaharienne de 1996 à 2019



Source *:* Auteur, à partir des données de la Banque Mondiale (WGI, 2022)

A la lumière de ce graphique, le constat global est que presque tous les pays pris en compte à la présente étude ont connu des niveaux moyens de contrôle de la corruption décroissants, exception faite pour trois pays seulement. Cet indicateur du contrôle de la corruption oscille entre les scores de -1,5 et 1.

Les trois seuls pays les mieux classés en termes du contrôle de la corruption en ASS sont le Botswana en tête avec un score de 0,88 suivi par le Maurice avec 0,26 et l'Afrique du Sud avec 0,22. Par ailleurs, la réussite du contrôle de la corruption au Botswana, au Maurice et en Afrique du Sud peut s'expliquer par plusieurs raisons. Ces pays sont souvent cités comme des exemples de succès relatifs dans le contrôle de la corruption en ASS. Les trois pays ont bénéficié d'un leadership politique engagé dans la lutte contre la corruption. Les dirigeants politiques ont démontré une volonté politique forte pour s'attaquer à ce problème, mettant en place des réformes institutionnelles et des mesures de transparence (Rose-Ackerman, S., 1999). Le Botswana, Maurice et l'Afrique du Sud ont établi des institutions anti-corruption solides, telles que des organes de contrôle, des commissions anti-corruption et des organismes de répression. Ces institutions ont joué un rôle clé dans la prévention, la détection et la répression de la corruption (Johnston, M., 2005). Les trois pays ont mis également en place des mécanismes de transparence et d'accountability pour lutter contre la corruption.

Cela comprend la divulgation des informations financières, la participation citoyenne, la surveillance des médias et la responsabilité des détenteurs de charges publiques (Lambsdorff, J. G., 2006). Une sensibilisation croissante à l'impact négatif de la corruption et la participation active des citoyens dans la lutte contre la corruption ont également contribué à la réussite du contrôle de la corruption dans ces pays (Transparency International, 2019).

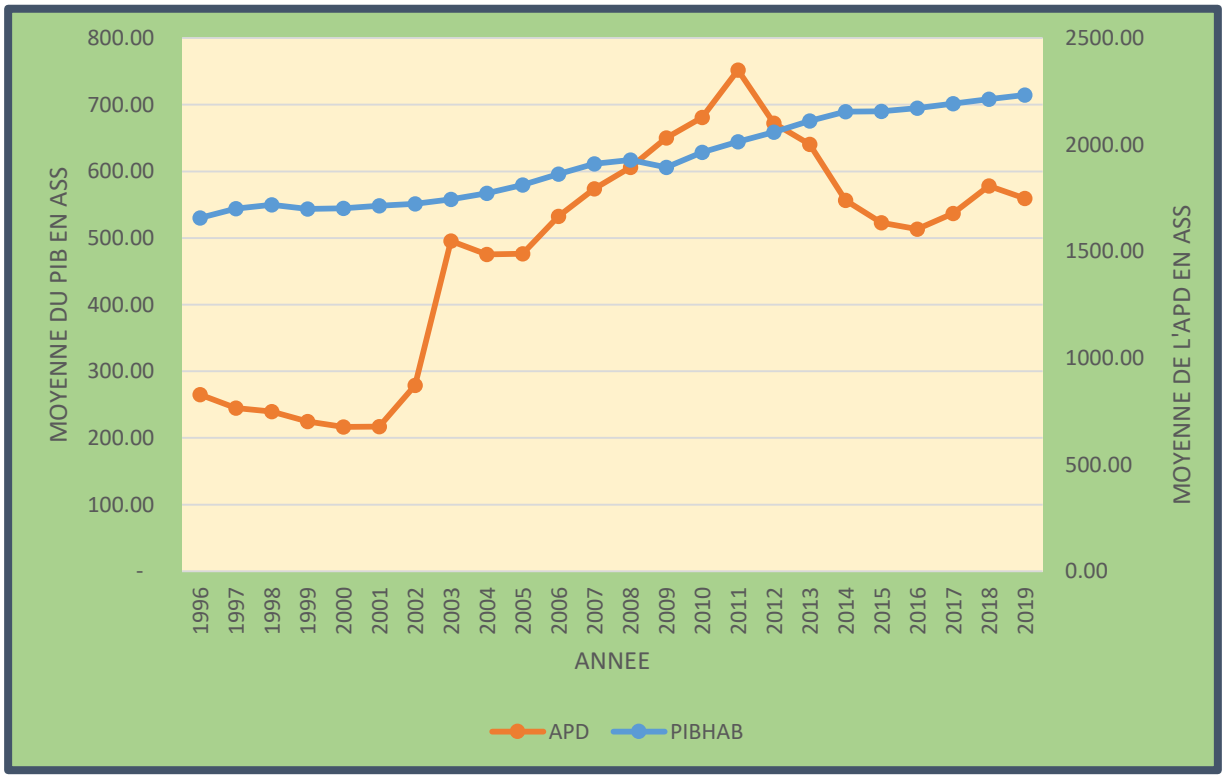
De façon générale, presque tous les pays affichent la médiocrité du contrôle de la corruption en ASS. Diverses causes sont attribuées à cette situation. Mushtaq Khan (2017), économiste spécialisé dans le développement, souligne l'importance du renforcement des institutions dans la lutte contre la corruption. Les faiblesses institutionnelles, telles que des organes de contrôle inefficaces, des systèmes judiciaires fragiles et un manque de ressources et de capacités, entravent la capacité des pays de l'ASS à contrôler la corruption. Paul Collier (2007), économiste du développement, met en évidence les liens entre la pauvreté, les inégalités économiques et la corruption. Les niveaux élevés de pauvreté et d'inégalités économiques dans de nombreux pays de l'ASS créent des incitations à la corruption, car les individus peuvent être poussés à des comportements corrompus pour subvenir à leurs besoins. Susan Rose-Ackerman (1999), spécialiste du droit et de l'économie, souligne que l'instabilité politique et les conflits peuvent favoriser la corruption en créant des opportunités d'enrichissement illicite et en affaiblissant les institutions de contrôle. Les conflits armés, les guerres civiles et les transitions politiques tumultueuses peuvent engendrer une culture de l'impunité propice à la corruption. Sarah Bracking (2016), spécialiste des études de développement, a étudié les effets de l'ingérence étrangère sur la corruption en Afrique subsaharienne. Les intérêts économiques étrangers, tels que l'exploitation des ressources naturelles, peuvent encourager la corruption en favorisant des pratiques illégales et en sapant les efforts de lutte contre la corruption.

Section 2 : Faits stylisés sur la relation entre l'APD, la stabilité politique, le contrôle de la corruption et le PIB par habitant en Afrique subsaharienne : Analyse comparative

Dans cette section, nous procédons à une analyse comparative de l'évolution de l'APD, de la stabilité politique et du contrôle de la corruption en relation avec la croissance économique appréhendée par le PIB par habitant.

II.2.1. Analyse descriptive de la relation entre l'APD et le PIB par habitant

Graphique 15: Analyse descriptive de la relation entre l'APD (en millions de dollars US) et le PIB par habitant en dollars US

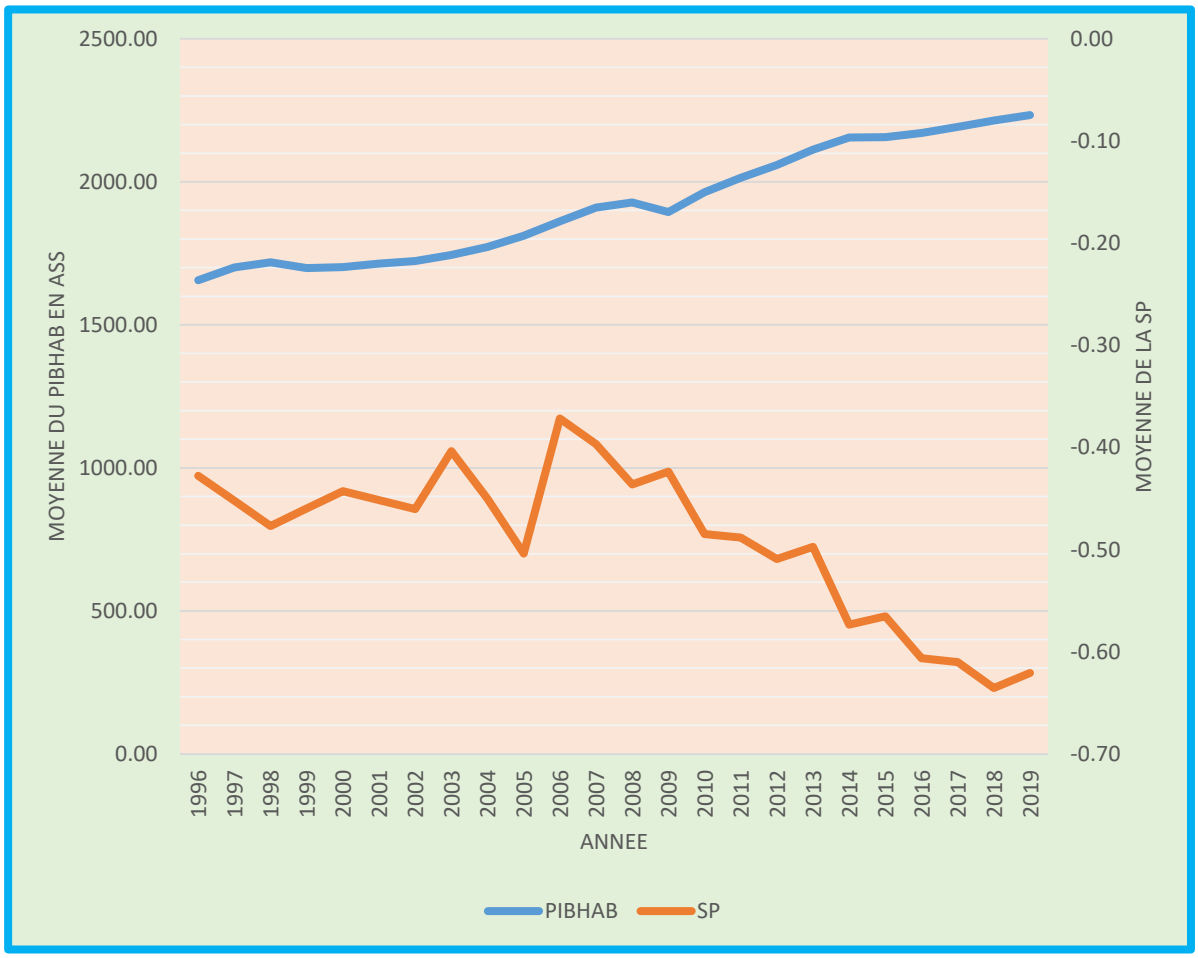


Source : Auteur, à partir des données de la BM (2022)

En observant ce graphique, il est évident que pour notre échantillon, l'APD connaît des fluctuations tant à la hausse qu'à la baisse. En revanche, le PIB par habitant continue d'évoluer tout au long de la période. Par conséquent, la relation entre l'APD et le PIB par habitant est ambiguë. Il n'est donc pas possible de présumer une relation générale entre l'APD et le PIB par habitant en ASS, d'après notre échantillon.

II.2.2. Analyse descriptive de la relation entre la stabilité politique et le PIB par habitant

Graphique 16 : Analyse descriptive de la relation entre la stabilité politique et le PIB par habitant en dollars US

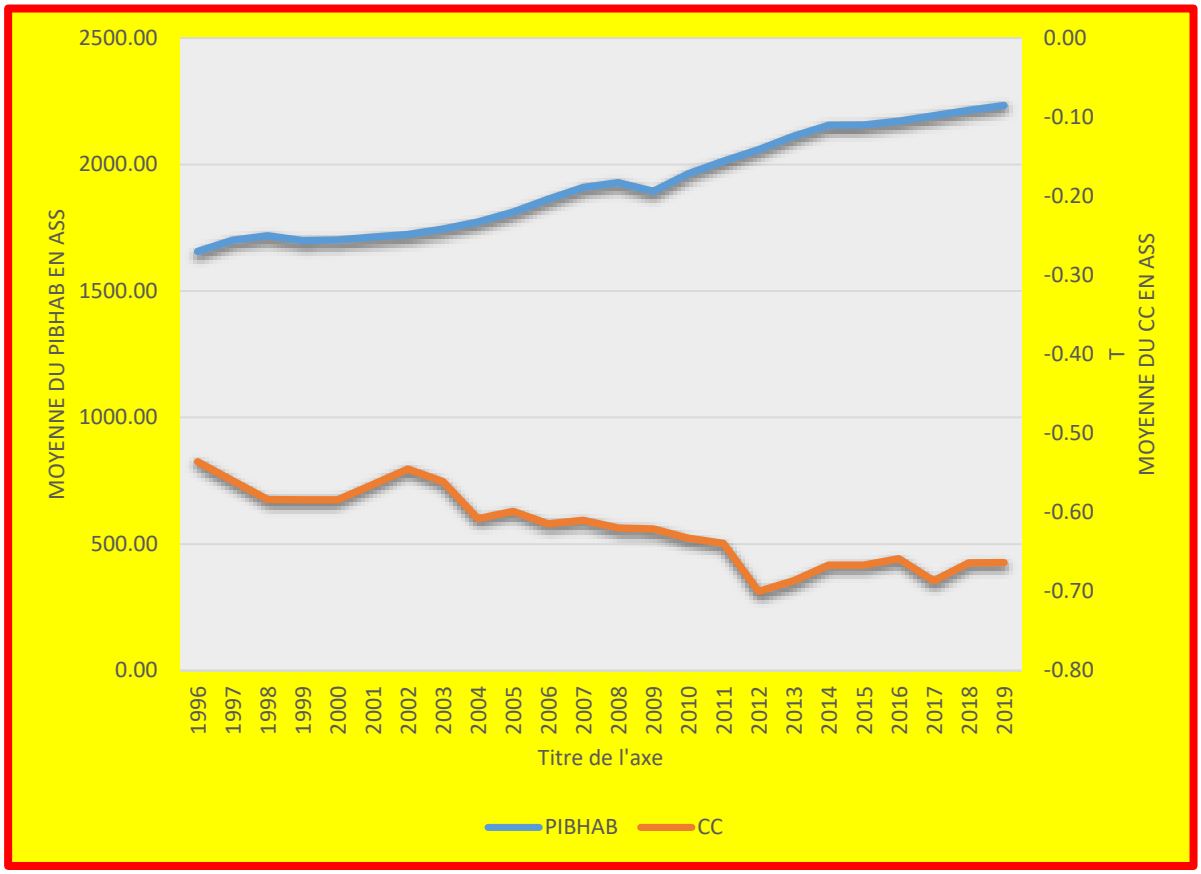


Source : Auteur, à partir des données de la BM (2022) et WGI (2022)

Sur ce graphique, on remarque que pour notre échantillon, le PIB par habitant varie positivement. Par contre, la stabilité politique continue en général de décroitre sur toute la période d'étude. De tout ce qui précède, bien que la stabilité politique soit favorable au développement économique telle que décrite dans la littérature, on ne peut présumer une telle relation dans notre échantillon. Cependant, en ASS, la relation entre la stabilité politique et le PIB par habitant est négative.

II.2.3. Analyse descriptive de la relation entre le contrôle de la corruption et le PIB par habitant

Graphique 17: Analyse descriptive de la relation entre le contrôle de la corruption et le PIB par habitant en dollars US



Source : Auteur, à partir des données de la BM (2022) et WGI (2022)

Au regard de ce graphique, on remarque que pour notre échantillon, le PIB par habitant évolue positivement. Par contre, le contrôle de la corruption continue en général de décroitre sur toute la période sous-étude (1996-2019). De ce constat, nous pouvons présumer que le contrôle de la corruption est associé négativement avec le PIB par habitant en ASS même si, à travers la littérature, le contrôle de la corruption est avéré comme un déterminant clé de la croissance économique.

Conclusion du second chapitre

Le deuxième chapitre s'intitule "Aide publique au développement, institutions et croissance économique en Afrique subsaharienne : faits stylisés". Ce chapitre examine l'état économique de l'ASS en mettant en évidence l'évolution de l'APD dans cette région, ainsi que la stabilité politique, le contrôle de la corruption et leur éventuelle relation avec le PIB par habitant. Des graphiques sont utilisés pour illustrer ces tendances pendant la période étudiée. Le chapitre présente également une comparaison du volume de l'APD avec d'autres régions en développement dans le monde et des sous-régions de l'ASS. On constate que l'APD a continué d'augmenter en ASS, tandis que le PIB par habitant est resté presque constante, avec de légères variations à la hausse. L'état des institutions en ASS est examiné en se basant sur deux indicateurs : la stabilité politique et le contrôle de la corruption. De manière générale, on observe des scores négatifs pour ces deux indicateurs, avec une tendance à la baisse, malgré le volume important de l'APD alloué à cette région pour améliorer le cadre institutionnel. Cela témoigne de la présence de mauvaises institutions en ASS.

En effet, une analyse comparative suggère une relation ambiguë entre l'APD et le PIB par habitant, ainsi qu'une relation négative entre la stabilité politique, le contrôle de la corruption et le PIB par habitant en ASS. Par conséquent, l'analyse descriptive ne permet pas de déterminer clairement la relation entre l'APD et le PIB par habitant en ASS. Cette lacune est comblée dans le chapitre 4, qui examine empiriquement la relation entre l'APD, la stabilité politique, le contrôle de la corruption et le PIB par habitant. La méthodologie correspondante est présentée dans le chapitre 3 qui suit.

CHAPITRE III. APPROCHE METHODOLOGIQUE

Introduction

Les recherches scientifiques académiques, selon Friedrich, Ebert & Stiftung (2016), reposent sur des méthodes systématiques pour mettre en évidence les relations entre les variables sociales. Elles sont cruciales pour la planification nationale et fournissent des informations pertinentes à divers acteurs. Une méthodologie scientifique est essentielle pour comprendre la société et élaborer des politiques efficaces. Les études économiques, comme le souligne Haute Ville (1996), utilisent des modèles mathématiques pour représenter les phénomènes économiques et valider les théories. L'économétrie, selon Gujarati (2004) et Bourbonnais (2005), relie la théorie économique aux données empiriques, permettant de confirmer ou d'infirmer les hypothèses théoriques. Les modèles économiques, d'après Bourbonnais (2015), simplifient la réalité pour en extraire les caractéristiques essentielles. Dans une étude spécifique, l'économétrie est utilisée comme un outil puissant pour analyser l'impact de l'aide publique au développement et des institutions sur la croissance économique en Afrique subsaharienne.

Ce travail repose sur l'utilisation de l'économétrie des données de panels, qui sont des données individuelles et temporelles fournissant une source d'information riche pour étudier les phénomènes dans leur diversité et leur dynamique. Le chapitre est divisé en deux sections. Dans la première section, nous abordons les données de panel, le cadre général d'analyse et les techniques couramment utilisées pour modéliser les données de panel, en mettant l'accent sur leur caractère dynamique tant sur le plan théorique qu'empirique. Dans la deuxième section, nous présentons les variables qui font l'objet de l'analyse empirique, leurs sources et les effets attendus.

Section 1: Contexte global des données de panel et la spécification du modèle

III.1.1. Description et aperçu général des méthodes de spécification utilisées pour les données de panel

Montassar (2015) souligne l'avantage significatif de l'utilisation de données de panel par rapport aux données en coupe transversale pour étudier les différences de comportement entre individus. Les données de panel intègrent à la fois une dimension temporelle et individuelle, permettant d'identifier les effets spécifiques à chaque individu, qu'ils soient fixes ou aléatoires.

Les modèles à effets individuels, selon Hsiao (1989) et Hurlin (2005, 2010), se basent sur l'hypothèse que les coefficients sont uniformes pour tous les individus, mais que des constantes spécifiques à chaque individu existent. Les modèles à effets individuels fixes considèrent ces effets comme des paramètres constants et spécifiques à chaque individu, tandis que les modèles à effets individuels aléatoires les traitent comme des variables aléatoires partageant une distribution commune. Dans les modèles à effets individuels aléatoires, les effets individuels sont des variables aléatoires, contrairement aux modèles à effets individuels fixes où ces effets sont considérés comme des paramètres constants. Ces deux approches offrent des moyens différents de modéliser l'hétérogénéité individuelle dans les données de panel. En conséquence, le modèle général pour les données de panel peut être formulé comme un modèle à double indice, qui se présente sous la forme suivante :

$$Y_{it} = \alpha_i + \sum_{k=1}^{K} \beta_k X_{it} + \varepsilon_{it} \quad \text{Avec} \quad \begin{Bmatrix} i \in [1; N] \\ t \in [1; T] \end{Bmatrix}$$

Les données de panel offrent une approche cruciale en recherche, intégrant à la fois une dimension temporelle et individuelle pour capturer à la fois l'hétérogénéité individuelle et les variations temporelles dans l'analyse statistique. Cette méthodologie permet de contrôler l'hétérogénéité entre individus et de saisir les changements au fil du temps et les différences entre les individus. Les travaux pionniers dans le domaine des données de panel dynamique, tels que ceux de Balestra & Nerlove (1966), Nerlove (1971), Maddala (1971, 1975), ont jeté les bases de cette approche. Les modèles dynamiques offrent des avantages par rapport aux modèles statiques en prenant en compte l'hétérogénéité des individus et en permettant l'utilisation de variables instrumentales pour traiter l'endogénéité des variables du modèle, comme les variables retardées.

Des chercheurs tels qu'Arellano et Bond (1991), Arellano et Bover (1995), Blundell et Bond (1998), et Roodman (2009) ont contribué de manière significative à l'utilisation de modèles endogènes avec des données de panel dynamique, ouvrant de nouvelles perspectives pour la compréhension des phénomènes économiques complexes à travers des recherches empiriques. Malgré le temps écoulé, cette approche reste pertinente pour aborder des questions en suspens, comme souligné par Labra et Torrecillas (2018).

III.1.2. Spécification du modèle d'étude

Notre modèle est basé sur le modèle de croissance endogène, qui trouve son inspiration dans les chapitres précédents. Comprendre l'impact de l'APD et des institutions sur la croissance économique en ASS revêt une importance cruciale pour les décideurs publics, étant donné l'importance de ces domaines pour la croissance économique. Des recherches ont été menées sur ce sujet, mais elles ne font pas consensus. Certaines soutiennent l'existence d'une relation positive et significative entre l'APD, les institutions et la croissance économique. Dans ce contexte, la croissance économique semble être un phénomène cumulatif.

Ainsi, notre travail s'inscrit dans le cadre de l'approche développée par Wen-Ya Chen et Bong-Soo Lee (2019), qui offre les avantages de l'analyse en panel en prenant en compte à la fois les effets temporels et les effets individuels. Le modèle de Wen-Ya Chen et Bong-Soo Lee (2019) est essentiellement une spécification du modèle de Mankiw-Romer-Weil (1992), mais appliqué aux données de panel. Cependant, ces auteurs se basent sur les fondements du modèle de Solow (1956) en incorporant le concept de capital humain.

Ainsi, pour analyser l'interrelation économétrique entre l'APD, les institutions et la croissance économique, il est nécessaire de choisir une fonction de production appropriée. La forme la plus couramment utilisée est celle de la spécification de Cobb-Douglas, qui postule que le logarithme de la fonction de production ou de la productivité est linéairement exprimé en fonction des logarithmes des facteurs ou des intensités des facteurs. En effet, la fonction de production Cobb-Douglas est utilisée dans l'analyse des modèles de croissance, qu'il s'agisse des modèles néoclassiques ou des modèles de croissance endogène. Par conséquent, lorsque nous appliquons le modèle de Solow à nos données de panel, nous le définissons par l'équation suivante :

$$Y_{it} = F(A, K, L) = AK_{it}^{\alpha} L_{it}^{\beta} \quad (1)$$

Avec, Y : Production (output), L : Travail, K : Capital physique, A : Progrès technique (Productivité totale des facteurs) et $\alpha + \beta = 1$: les rendements d'échelles sont constants.

L'apport de Mankiw, Romer et Weil (1992) au modèle de Solow consiste à inclure le capital humain dans l'équation, ce qui se traduit par la formulation suivante de l'équation:

$$Y_{it} = F(A, K, H, L) = AK_{it}^{\alpha} L_{it}^{\beta} H_{it}^{(1-\alpha-\beta)} \quad (2)$$

Ici, H : Capital humain.

Les auteurs soulignent que l'incorporation du capital humain entraîne des modifications significatives à la fois dans l'analyse théorique et empirique. En utilisant une transformation logarithmique pour linéariser cette fonction, on peut réécrire l'équation (2) de la manière suivante :

$$LogY_{it} = LogA_i + \alpha LogK_{it} + \beta LogL_{it} + (1 - \alpha - \beta) LogH_{it} + \varepsilon_{it} \quad (3)$$

Dans cette étude, nous avons estimé trois modèles économétriques. Le premier modèle évalue d'abord les déterminants de l'APD en ASS. Le deuxième modèle examine ensuite spécifiquement l'effet de l'APD sur la croissance économique en ASS. Et le troisième modèle étudie enfin les effets d'interaction entre l'APD et les institutions (stabilité politique et contrôle de la corruption). La variable dépendante dans chaque modèle économétrique est la croissance du PIB par habitant exception faite dans le cas de l'étude des déterminants de l'APD.

Étant donné que nous cherchons à évaluer la croissance économique en tant que variable à expliquer, celle-ci est généralement mesurée en fonction de l'accumulation de la richesse créée dans un pays. Il existe divers indicateurs pour mesurer la croissance économique, et nous choisissons d'utiliser comme approximation le Produit Intérieur Brut par Habitant (PIBHAB). Ce dernier est déterminé en fonction des variables explicatives présentes, ce qui nous permet de formaliser le modèle à estimer. Il convient de noter que, dans cette étude, les institutions sont appréhendées par la stabilité politique et le contrôle de corruption.

i) Etude des déterminants de l'aide publique au développement en Afrique subsaharienne

Pour analyser les déterminants de l'APD en Afrique subsaharienne, nous utilisons le modèle qui est ainsi spécifié:

$$LAPD_{it} = \alpha_i + \alpha FBCF_{it} + \gamma CH_{it} + \varphi LPA_{it} + \beta INST_{it} + \delta LPIBHAB_{it} + \rho LINFR_{it} + \sigma LTCO_{it} + \tau DG_{it} + \varepsilon_{it}$$

Cette fois les institutions (INST) sont captées par les indicateurs de stabilité politique (SP) et de contrôle de la corruption (CC). D'où le modèle devient enfin :

$$LAPD_{it} = \alpha_i + \alpha FBCF_{it} + \gamma CH_{it} + \varphi LPA_{it} + \beta_1 SP_{it} + \beta_2 CC_{it} + \delta LPIBHAB_{it} + \rho LINFR_{it} + \sigma LTCO_{it} + \tau DG_{it} + \varepsilon_{it}$$

Avec :

- $LAPD_{it}$: Logarithme népérien de l'APD (Flux nets de l'aide bilatérale des donateurs du CAD, total ($ US courants)) du pays i à la date t ;
- $LPIBHAB_{it}$: Logarithme népérien du Produit Intérieur Brut par Habitant du pays i à la date t ;
- $FBCF_{it}$: Formation brute de capital fixe (% du PIB) du pays i à la date t ;
- CH_{it}: Capital humain du pays i à la date t ;
- LPA_{it} : Logarithme népérien de la population active (totale) du pays i à la date t;
- $INST_{it}$: Institutions (données estimées) du pays i à la date t :
    - SP_{it}: Stabilité politique et absence de violence/terrorisme du pays i à la date t ;
    - CC_{it}: Contrôle de la corruption du pays i à la date t ;
- $LTCO_{it}$: Logarithme népérien de l'ouverture commerciale du pays i à la date t.
- $LINFR_{it}$: Logarithme népérien des infrastructures du pays i à la date t.
- DG_{it}: Dépenses du gouvernement du pays i à la date t.
- $\text{LogA}_i = \alpha_i$: représente l'effet spécifique permettant de saisir les différences non observables entre les unités statistiques ;
- $(\alpha, \beta, \gamma, \varphi, \delta, \rho, \sigma \; et \; \tau)$ sont les coefficients de nos différentes variables à estimer et représentent des élasticités ;
- ε_{it}, les perturbations aléatoires et centrées telles que $E[\varepsilon_{it}] = 0$.

Nous tenons à souligner qu'au cours de notre étude, seules les variables à grandes valeurs ont été transformées en Logarithme népérien.

ii) Etude de l'effet de l'APD sur la croissance économique en Afrique subsaharienne

Comme mentionné précédemment, cette étude adopte une version améliorée du modèle de Solow proposé par Mankiw, Romer et Weil (MRW) en 1992, dans lequel nous introduisons l'APD. Ainsi, notre modèle est considérablement amélioré. Dans cette formulation, la fonction de production de MRW permet d'intégrer, en plus des facteurs de production conventionnels tels que le travail (L), le capital physique (K) et le capital humain (H), des facteurs non conventionnels tels que l'aide publique au développement (D). L'objectif est de mesurer la contribution de l'APD à la croissance économique. En d'autres termes, le modèle de Mankiw, Romer et Weil (1992) est étendu pour inclure l'APD en tant que facteur additionnel de la croissance économique. Cette extension du modèle peut entraîner des modifications sans remettre en question la compatibilité des caractéristiques typiques de la fonction Cobb-Douglas avec celles de la croissance endogène. Par conséquent, l'influence de l'APD peut maintenant être évaluée à travers le modèle de croissance endogène modifié, utilisant une spécification log-linéaire. Ainsi, l'équation suivante est obtenue.

$$Y_{it} = F(A, K, D, H, L) = A(K_{it}^{\alpha} D_{it}^{\gamma} L_{it}^{\beta} H_{it}^{(1-\alpha-\beta-\gamma)}) \quad (4)$$

Avec : Y (Produit Intérieur Brut par Habitant) ; A (productivité globale des facteurs ou Niveau de technologie) ; K (stock de capital physique représenté par la Formation Brute du Capital Fixe); D représente l'APD notamment les Flux nets de l'aide bilatérale des donateurs du CAD, total ($ US courants); H représente l'indicateur du capital humain et L (force de travail représentée par la population active). En plus de cela, nous incorporons d'autres variables macroéconomiques (E) dans le modèle (4) qui pourraient avoir un impact sur la croissance économique en ASS. Par conséquent, le modèle se présente alors de la manière suivante :

$$Y_{it} = F(A, K, D, H, L)E = A(K_{it}^{\alpha} D_{it}^{\gamma} L_{it}^{\beta} H_{it}^{(1-\alpha-\beta-\gamma)}) E_{it}^{\mu} \quad (5)$$

Avec : $1 < \alpha + \beta + \gamma$: Les rendements d'échelles sont croissants ;

En appliquant une transformation logarithmique à la fonction, l'équation peut être linéarisée de la manière suivante :

$$LogY_{it} = LogA_i + \alpha LogK_{it} + \gamma LogD_{it} + \beta LogL_{it} + (1 - \alpha - \beta - \gamma)LogH_{it} + \mu LogE_{it} + \varepsilon_{it} \quad (6)$$

La variable E représente un ensemble de variables de politiques économiques que nous identifions en plus des indicateurs du capital physique (ici FBCF), de l'APD, des institutions (stabilité politique et contrôle de la corruption) et de la force de travail (population active). Parmi ces variables figurent les ressources naturelles (RN), les investissements directs étrangers (IDE) et l'ouverture commerciale (OC). Par conséquent, le modèle à estimer prend la forme suivante :

$$LPIBHAB_{it} = \alpha_i + \alpha FBCF_{it} + \beta LAPD_{it} + \gamma CH_{it} + \varphi LPA_{it} + \mu_1 RN_{it} + \mu_2 IDE_{it} + \mu_3 OC_{it} + \varepsilon_{it}$$

Avec:

- $1 \leq i \leq N$; $1 \leq t \leq T$;
- $N = 28$ pays d'Afrique Subsaharienne,
- $T = 24$ années (de 1996 à 2019),
- $k = 1 \ldots .7$ (variables explicatives),
- $T = 24 < N = 28$
- RN_{it}: Ressources naturelles (Exportations de minéraux et de métaux (% des marchandises exportées)) du pays i à la date t;
- IDE_{it} : Investissements étrangers directs, entrées nettes (% du PIB) du pays i à la date t ;
- OC_{it}: Ouverture commerciale en % du PIB du pays i à la date t;
- μ sont les coefficients de nos différentes variables à estimer et représentent des élasticités ;

Dans cette perspective, nous examinons l'impact des institutions sur la croissance économique en Afrique subsaharienne, en nous basant sur le modèle Mankiw-Romer-Weil (1992).

iii) Etude des effets d'interaction entre l'APD et les institutions (stabilité politique et contrôle de corruption) sur la croissance économique en Afrique Subsaharienne.

Jusqu'à présent, nous avons supposé que l'effet de la variable indépendante (APD) était constant, indépendamment des valeurs des autres variables indépendantes. Cependant, il est possible que l'effet d'une variable explicative ne soit pas constant, mais varie en fonction des valeurs prises par d'autres variables introduites dans le modèle (Shi, Fraczkiewicz, Williams & Yeleswaram, 2015). Ainsi, certains travaux mentionnés dans la littérature suggèrent que l'impact de l'APD et des institutions sur la croissance économique peut varier en fonction du contexte dans lequel ils sont mis en œuvre.

Par conséquent, compte tenu de la relation entre l'APD et les institutions (stabilité politique et contrôle de la corruption), il est probable que l'influence de l'un de ces domaines sur la croissance économique ne soit pas constante et puisse varier en fonction des niveaux atteints par l'autre domaine. En guise d'exemple :

- L'effet de l'APD sur la croissance économique peut varier en fonction de la stabilité politique d'un pays. Cela signifie que l'impact positif ou négatif de l'APD peut être plus fort ou plus faible en fonction du niveau de stabilité politique du pays, créant ainsi une interaction entre ces deux facteurs.
- L'influence de l'APD sur la croissance économique peut varier considérablement en fonction de la lutte contre la corruption dans un pays. Cela signifie que l'effet de l'APD peut être positif ou négatif selon que la corruption est combattue ou non, créant ainsi une interaction entre les deux facteurs.

En règle générale, les modèles comportant des effets d'interaction doivent inclure les effets principaux des variables utilisées pour calculer les termes d'interaction, même si ces effets principaux ne sont pas statistiquement significatifs. Sinon, les effets principaux et les effets d'interaction peuvent être confondus. De plus, il a été démontré que si les effets principaux ne sont pas inclus, des changements arbitraires du point de référence des variables d'origine peuvent entraîner des variations importantes dans les effets apparents des termes d'interaction (Shi, Fraczkiewicz, Williams & Yeleswaram, 2015). Dans ce contexte, il est nécessaire d'estimer un seul modèle avec des effets d'interaction :

$$LPIBHAB_{it} = \alpha_i + \alpha FBCF_{it} + \beta LAPD_{it} + \delta INST_{it} + \omega LAPDINST_{it} + \gamma CH_{it} + \varphi LPA_{it} + \mu_1 LINFR_{it} + \mu_2 DG_{it} + \varepsilon_{it}$$

Avec :

- $\omega LAPDINST_{it} = \omega L(APD_{it} \times INST_{it})$: Le logarithme népérien de la variable d'interaction entre la part de l'aide publique au développement et le niveau des institutions, ω le coefficient d'interaction.

Maintenant, la variable E représente un ensemble de variables de politiques économiques tels que les infrastructures (INFR) et les dépenses du gouvernement (DG).

Ce faisant, dans le cadre de notre travail, les précédentes estimations sont appliquées en économétrie des données de panels dynamiques. C'est ce que nous présentons par suite.

III.1.3. Présentation des méthodes de données de panel dynamique : la méthode des moments généralisés (GMM)

La méthode des moments généralisés (GMM) en panel dynamique, introduite par Robsen, Newey et Holtz-Eakin (1998), Aréllano et Bond (1991), Aréllano et Bover (1995), ainsi que par Greene (2005), offre des solutions spécifiques aux données de panel en corrigeant les biais de simultanéité, de causalité inversée et de variables omises. Cette méthode permet de contrôler les effets individuels et temporels, tout en corrigeant les biais d'endogénéité, notamment lorsque des retards de la variable dépendante sont utilisés comme variables explicatives. La spécification d'un modèle dynamique inclut un ou plusieurs retards de la variable dépendante comme variables explicatives. Contrairement aux moindres carrés ordinaires (MCO) utilisés dans les panels statiques, ces méthodes sont nécessaires pour éviter les estimations biaisées dus à la présence de la variable dépendante retardée. La méthode des moments généralisés repose sur l'orthogonalité entre les variables retardées et le terme d'erreur, avec des instruments utilisés en différences premières et en niveaux. Les estimateurs GMM en panel dynamique se déclinent en deux variantes : l'estimateur GMM en différences premières (Arellano-Bond, 1991) et l'estimateur GMM en système (Arellano-Bover, 1995; Blundell-Bond, 1998), offrant ainsi une approche flexible et efficace pour l'estimation des modèles économétriques et la résolution des problèmes d'endogénéité et de simultanéité. Ces techniques sont cruciales dans l'analyse des données économiques et financières, comme souligné par Hansen (1982), Arellano et Bond (1991), et Wooldridge (2002).

III.1.3.1. Spécification et principe de la méthode GMM

Dans un modèle à panel dynamique, l'inclusion de retards de la variable dépendante comme variables explicatives, selon Goaied et Sassi (2012), rend les estimations biaisées lorsqu'on utilise des techniques standard telles que les moindres carrés ordinaires (MCO), en raison de la présence de la variable dépendante retardée. Pour corriger ces biais, la méthode des moments généralisés (GMM) est employée, reposant sur l'orthogonalité entre les variables retardées et le terme d'erreur, en différences premières et en niveaux. L'utilisation des variables retardées en tant qu'instruments varie selon la nature des variables exogènes, comme expliqué par Kripfganz (2019): Les valeurs courantes sont utilisées comme instruments pour les variables explicatives. Les variables prédéterminées ou faiblement exogènes peuvent utiliser leurs valeurs retardées comme instruments. Pour les variables endogènes, des retards plus longs peuvent être nécessaires comme instruments valides.

La validité des instruments sélectionnés peut être évaluée avec les tests de Hansen et de Sargan. Deux variantes d'estimateurs GMM en panel dynamique existent : l'estimateur GMM en différences premières et l'estimateur GMM en système. Dans le cadre d'une approche dynamique des données de panel, un modèle autorégressif d'ordre p avec un régresseur supplémentaire X_{it} peut-être spécifié comme suit (Baltagi, 2008):

$$Y_{it} = \alpha_i + \lambda Y_{it-1} + \cdots + \lambda_p Y_{it-p} + \beta X'_{it} + \varepsilon_{it} \quad \text{, avec } t = 1, \dots, T \ et \ i = 1, \dots, N$$

Dans le modèle, α_i représente un effet individuel constant dans le temps, pouvant être de nature fixe ou aléatoire. Le terme d'erreur ε_{it} est supposé non corrélé avec la variable explicative X_{it}. Dans notre cas, la spécification générale de l'équation (2) se simplifie en un modèle d'ordre un.

Dans un modèle de données de panel statique, le choix entre des effets fixes ou aléatoires conduit à un estimateur cohérent et efficace. Cependant, dans un modèle dynamique, la situation est inversée car cela dépend de α_i , indépendamment de la façon dont nous traitons cet effet (Verbeek, 2004).

Cependant, Arellano & Bond (1991) ont introduit une procédure en deux étapes basée sur la différenciation et l'instrumentation, qui est un estimateur cohérent et efficace. Cette procédure permet de traiter l'endogénéité présente dans le modèle dynamique. Pour traiter cette endogénéité, on utilise les réalisations précédentes de la variable dépendante comme instruments pour le premier retard. Une alternative consiste à utiliser le système GMM proposé par Arellano et Bover (1995) et Blundell et Bond (1998), dans lequel la variable dépendante retardée dans l'équation (1) est instrumentée en utilisant les différences premières comme instruments. Comparé à la méthode GMM par différence, le système GMM présente l'avantage de permettre l'introduction de plus d'instruments, ce qui améliore l'efficacité des estimations. Arellano et Bover (1995) ont démontré que cet avantage est particulièrement vrai pour les panels avec peu de périodes de temps. Cependant, cette approche nécessite l'hypothèse supplémentaire que les instruments en différences premières ne sont pas corrélés avec α_i. Ainsi, on distingue la méthode GMM en différence première de la méthode GMM en système.

i) La méthode GMM en différences premières

La méthode GMM en différences premières implique une première étape qui consiste à différencier l'équation dynamique afin d'éliminer les effets individuels α_i. Cameron & Trivedi (2009) ont formulé cette première étape de la procédure de la manière suivante :

$$\Delta Y_{it} = \lambda \Delta Y_{it-1} + \cdots + \lambda_p \Delta Y_{it-p} + \beta \Delta X'_{it} + \Delta \varepsilon_{it} \quad , \quad \text{avec : } t = 1, \dots, T \ \ et \ \ i = 1, \dots, N$$

Dans ce scénario, nous faisons l'hypothèse que les erreurs ε_{it} ne présentent pas de corrélation sérielle, sinon les estimateurs seraient incohérents. Dans la deuxième étape, nous procédons à l'estimation du modèle à variable instrumentale en utilisant les différences premières, en utilisant des retards appropriés de la variable dépendante comme instruments. Ces deux étapes permettent d'obtenir des estimations cohérentes des paramètres.

Il convient de noter que les estimateurs de données de panel à effets fixes ou aléatoires ne conviennent pas, même pour l'équation en première différence. Contrairement à un modèle statique, l'utilisation des moindres carrés ordinaires sur les variables en première différence conduit à des estimations incohérentes, car la variable à régresser ΔY_{it-1} est corrélée avec l'erreur $\Delta \varepsilon_{it}$, même si les ε_{it} ne présentent pas de corrélation sérielle. Si ε_{it} est non corrélé en série, le terme d'erreur du modèle en différence première, $\Delta \varepsilon_{it} = \varepsilon_{it} - \varepsilon_{it-1}$, présente une corrélation avec $\Delta Y_{it-1} = Y_{it-1} - Y_{it-2}$ car Y_{it-1} dépend de ε_{it-1} . Cependant, $\Delta \varepsilon_{it}$ n'est pas corrélé avec ΔY_{it-k} pour $k \geq 2$, ce qui ouvre la possibilité d'estimer le modèle en utilisant des variables retardées comme instruments (Cameron & Trivedi, 2009).

L'estimateur d'Arellano-Bond repose sur une stratégie d'estimation à variable instrumentale qui repose sur l'hypothèse selon laquelle $E(Y_{it}, \Delta \varepsilon_{it}) = 0$ pour tout $k \leq t - 2$ dans l'équation de niveau. Cette hypothèse permet d'utiliser les retards Y_{it-2} , Y_{it-3} , Y_{it-4} , et ainsi de suite, comme instruments dans la première équation différentielle. Des conditions de moment supplémentaires similaires peuvent également être ajoutées pour les variables endogènes et prédéterminées, dont les différences premières peuvent être utilisées comme instruments.

Dans le cadre de notre étude, les modèles GMM en différence première peuvent être spécifiés de cette manière :

$$\Delta LPAD_{it} = \pi \Delta LAPD_{it-1} + \alpha \Delta FBCF_{it} + \gamma \Delta CH_{it} + \varphi \Delta LPA_{it} + \beta_1 \Delta SP_{it} + \beta_2 \Delta CC_{it} + \delta \Delta LPIBHAB_{it} + \rho \Delta LINFR_{it} + \sigma \Delta LTCO_{it} + \tau \Delta DG_{it} + \Delta \varepsilon_{it}$$

$$\Delta LPIBHAB_{it} = \pi\Delta LPIBHAB_{it-1} + \alpha\Delta FBCF_{it} + \beta\Delta LAPD_{it} + \gamma\Delta CH_{it} + \varphi\Delta LPA_{it} + \mu_1\Delta RN_{it} + \mu_2\Delta IDE_{it} + \mu_3\Delta OC_{it} + \Delta\varepsilon_{it}$$

$$\Delta LPIBHAB_{it} = \pi\Delta LPIBHAB_{it-1} + \alpha\Delta FBCF_{it} + \beta\Delta LAPD_{it} + \delta\Delta INST_{it} + \omega\Delta LAPDINST_{it} + \gamma\Delta CH_{it} + \varphi\Delta LPA_{it} + \mu_1\Delta LINFR_{it} + \mu_2\Delta DG_{it} + \Delta\varepsilon_{it}$$

Le premier modèle examine les déterminants de l'APD en ASS. Le modèle suivant analyse l'influence individuelle de l'APD sur la croissance économique en ASS, tandis que le dernier modèle étudie l'interaction entre l'APD et des institutions (stabilité politique et contrôle de la corruption) tels que spécifiés dans un modèle de panel statique. Cependant, Blundell et Bond (1998), à l'aide de simulations de Monte Carlo, ont démontré que l'estimateur GMM en différences premières présente des biais dans des échantillons finis lorsque les instruments sont faibles. Ces auteurs ont proposé l'estimateur GMM en système, qui s'est avéré être le plus performant. C'est ce que nous constatons dans notre étude.

ii) La méthode GMM en système

La méthode d'estimation GMM en différence présente également des limitations pour traiter la faiblesse des instruments, ce qui peut entraîner des biais et des résultats d'estimation incohérents, en particulier dans les échantillons de petite taille. Les variables retardées utilisées comme instruments peuvent être considérées comme des instruments faibles (Blundell et Bond, 1998). C'est pourquoi l'estimateur GMM en système de Blundell et Bond (1998) a été proposé, qui combine à la fois les équations en différences premières et les équations en niveau. Dans cette approche, les instruments utilisés dans les équations en différences premières sont exprimés en niveau, et inversement. Lorsque nous utilisons l'estimateur GMM en système, nous incluons une condition supplémentaire selon laquelle $E(Y_{it}, \varepsilon_{it}) = 0$. De plus, nous incorporons l'équation au niveau en utilisant ΔY_{it-1} comme instrument (Cameron & Trivedi, 2009). Des conditions de moment similaires peuvent également être ajoutées pour les variables endogènes et prédéterminées, où les différences premières de ces variables peuvent être utilisées comme instruments.

Le choix entre un modèle à effets fixes ou un modèle à effets aléatoires peut être déterminé par le test d'Hausman. Ainsi, le modèle à estimer se présente sous la forme suivante :

$$\begin{cases} Y_{it} = \alpha_i + \lambda Y_{it-1} + \cdots + \lambda_p Y_{it-p} + \beta X'_{it} + \varepsilon_{it} \\ \Delta Y_{it} = \lambda\Delta Y_{it-1} + \cdots + \lambda_p\Delta Y_{it-p} + \beta\Delta X'_{it} + \Delta\varepsilon_{it} \end{cases}$$

L'estimation du système GMM, selon Roodman (2009), implique la différenciation des variables explicatives et repose sur l'hypothèse que les premières différences des variables d'instrumentation ne sont pas corrélées avec les effets fixes, permettant l'introduction de davantage d'instruments. Des études telles que Kiviet et al. (2017), Kiviet (2020), Kripfganz et Schwarz (2015), et Roodman (2009) soulignent que le système GMM offre des estimations efficaces en considérant l'hétérogénéité non observée, la simultanéité et la dynamique des variables. Pour assurer la cohérence des estimations GMM du système, certaines hypothèses doivent être respectées. La corrélation sérielle négative de premier ordre des résidus et l'absence de corrélation de second ordre sont essentielles. De plus, la validité des instruments utilisés dépend de leur absence de corrélation avec le terme d'erreur, vérifiable à l'aide de tests de suridentification. Blundell et Bond (1998) ont introduit le système GMM (SYS-GMM) pour résoudre ces problèmes, utilisant les différences premières décalées des variables comme instruments. Les décalages plus importants des variables sont privilégiés, car ils sont plus informatifs. La validité du système GMM est évaluée par des tests de sur-identification comme le test de Sargan ou de Hansen, ainsi que par des tests d'autocorrélation de second ordre. Par conséquent, dans notre étude, nous devons estimer les modèles suivants :

$$\begin{cases} LPAD_{it} = \alpha_i + \pi LAPD_{it-1} + \alpha FBCF_{it} + \gamma CH_{it} + \varphi LPA_{it} + \beta_1 SP_{it} + \beta_2 CC_{it} \\ \quad + \delta LPIBHAB_{it} + \rho LINFR_{it} + \sigma LTCO_{it} + \tau DG_{it} + \varepsilon_{it} \\ \Delta LPAD_{it} = \pi \Delta LAPD_{it-1} + \alpha \Delta FBCF_{it} + \gamma \Delta CH_{it} + \varphi \Delta LPA_{it} + \beta_1 \Delta SP_{it} + \beta_2 \Delta CC_{it} \\ \quad + \delta \Delta LPIBHAB_{it} + \rho \Delta LINFR_{it} + \sigma \Delta LTCO_{it} + \tau \Delta DG_{it} + \Delta\varepsilon_{it} \end{cases}$$

$$\begin{cases} LPIBHAB_{it} = \alpha_i + \pi LPIBHAB_{it-1} + \alpha FBCF_{it} + \beta LAPD_{it} + \gamma CH_{it} + \varphi LPA_{it} + \\ \quad \mu_1 RN_{it} + \mu_2 IDE_{it} + \mu_3 OC_{it} + \varepsilon_{it} \\ \Delta LPIBHAB_{it} = \pi \Delta LPIBHAB_{it-1} + \alpha \Delta FBCF_{it} + \beta \Delta LAPD_{it} + \gamma \Delta CH_{it} + \varphi \Delta LPA_{it} \\ \quad + \ \mu_1 \Delta RN_{it} + \mu_2 \Delta IDE_{it} + \mu_3 \Delta OC_{it} + \Delta\varepsilon_{it} \end{cases}$$

Le premier modèle examine les déterminants de l'APD tandis que le deuxième modèle analyse individuellement l'impact direct de l'APD sur la croissance économique en ASS. Le modèle qui inclue des effets d'interaction est :

$$\begin{cases} LPIBHAB_{it} = \alpha_i + \pi LPIBHAB_{it-1} + \alpha FBCF_{it} + \beta LAPD_{it} + \delta INST_{it} + \omega LAPDINST_{it} \\ \quad + \gamma CH_{it} + \varphi LPA_{it} + \mu_1 LINFR_{it} + \mu_2 DG_{it} + \varepsilon_{it} \\ \Delta LPIBHAB_{it} = \pi \Delta LPIBHAB_{it-1} + \alpha \Delta FBCF_{it} + \beta \Delta LAPD_{it} + \delta \Delta INST_{it} + \omega \Delta LAPDINST_{it} \\ \quad + \gamma \Delta CH_{it} + \varphi \Delta LPA_{it} + \mu_1 \Delta LINFR_{it} + \mu_2 \Delta DG_{it} + \Delta\varepsilon_{it} \end{cases}$$

En effet, de ce dernier modèle il en découle deux modèles à savoir :

Lorsque l'indicateur des institutions est le niveau de la stabilité politique (SP), on a :

$$LPIBHAB_{it} = \alpha_i + \pi LPIBHAB_{it-1} + \alpha FBCF_{it} + \beta LAPD_{it} + \delta SP_{it} + \omega LAPDSP_{it} + \gamma CH_{it} + \varphi LPA_{it} + \mu_1 LINFR_{it} + \mu_2 DG_{it} + \varepsilon_{it}$$

$$\Delta LPIBHAB_{it} = \pi \Delta LPIBHAB_{it-1} + \alpha \Delta FBCF_{it} + \beta \Delta LAPD_{it} + \delta \Delta SP_{it} + \omega \Delta LAPDSP_{it} + \gamma \Delta CH_{it} + \varphi \Delta LPA_{it} + \mu_1 \Delta LINFR_{it} + \mu_2 \Delta DG_{it} + \Delta\varepsilon_{it}$$

Lorsque l'indicateur des institutions retenu est le niveau du contrôle de la corruption (CC), on a :

$$LPIBHAB_{it} = \alpha_i + \pi LPIBHAB_{it-1} + \alpha FBCF_{it} + \beta LAPD_{it} + \delta CC_{it} + \omega LAPDCC_{it} + \gamma CH_{it} + \varphi LPA_{it} + \mu_1 LINFR_{it} + \mu_2 DG_{it} + \varepsilon_{it}$$

$$\Delta LPIBHAB_{it} = \pi \Delta LPIBHAB_{it-1} + \alpha \Delta FBCF_{it} + \beta \Delta LAPD_{it} + \delta \Delta CC_{it} + \omega \Delta LAPDCC_{it} + \gamma \Delta CH_{it} + \varphi \Delta LPA_{it} + \mu_1 \Delta LINFR_{it} + \mu_2 \Delta DG_{it} + \Delta\varepsilon_{it}$$

Ces modèles examinent spécifiquement l'interaction entre l'APD et les institutions (stabilité politique et contrôle de corruption) dans le contexte de la croissance économique. Ainsi, les tests clés en panel dynamique reposent sur les hypothèses de :

III.1.3.2. Méthodes (tests) économétriques pour les données de panel dynamique.

L'estimateur GMM comporte deux tests:

- Le test de suridentification de Sargan/Hansen (1958), qui permet de vérifier la validité des variables retardées en tant qu'instruments.
- Le test d'autocorrélation d'Arellano et Bond (1991), où l'hypothèse nulle est l'absence d'autocorrélation de premier ordre dans les erreurs de l'équation au niveau.

En GMM, il est essentiel de satisfaire deux conditions : l'identification appropriée des instruments (test de Sargan) et l'absence d'autocorrélation entre les résidus (test d'Arellano et Bond). Concernant le test de Hansen, la statistique J-stat est utilisée comme indicateur de spécification. Pour les deux modèles estimés, si la probabilité associée est supérieure à 5%, on accepte l'hypothèse H_0 selon laquelle le modèle estimé est valide du point de vue de l'identification.

i) Test de validité des instruments utilisés

Le test de suridentification de Sargan/Hansen est utilisé pour évaluer la validité des instruments utilisés dans les régressions en données de panel. Ce test repose sur une statistique :

$$\hat{\varepsilon}_{it}^2 \quad \hat{S} = \frac{n}{\sigma^2} \overline{\widehat{v_{it}'} Z_{it}'} \, \overline{Z_{it} Z_{it}'}^{-1} \, \overline{\widehat{v_{it}} Z_{it}'}$$

Dans cette formule, Z_{it} représente la matrice des instruments. La statistique du test de Sargan suit une distribution du chi-deux avec $I - P$ degrés de liberté, où I est le nombre d'instruments et P est le nombre de paramètres à estimer.

Cependant, pour un niveau de signification α donné, l'ensemble des hypothèses à tester est le suivant :

- $H_0 : E\left(z_{it}'\left(y_{it} - x_{it}\tilde{\beta}\right)\right) = 0$ $(les\ instruments\ sont\ valides)$
- $H_1 : E\left(z_{it}'\left(y_{it} - x_{it}\tilde{\beta}\right)\right) \neq 0$ $(les\ instruments\ ne\ \ sont\ pas\ valides)$

Il est essentiel de respecter une condition cruciale pour effectuer le test de Sargan/Hansen : le modèle doit être suridentifié, ce qui signifie que le nombre d'instruments doit être strictement supérieur au nombre de variables endogènes. Le test de Sargan suppose l'hypothèse nulle H_0 selon laquelle il n'y a pas de corrélation entre les instruments et les résidus. Si cette hypothèse est rejetée, cela signifie que les estimations ne sont pas efficientes. Lorsque la probabilité associée à la statistique de Sargan/Hansen est supérieure à 5 %, nous ne pouvons pas rejeter l'hypothèse nulle H_0 de validité des instruments.

ii) Test de l'autocorrélation sérielle d'Arellano et Bond

Le test d'autocorrélation sérielle d'Arellano et Bond évalue l'hypothèse selon laquelle les résidus ne présentent pas de corrélation temporelle. Ce test examine spécifiquement l'hypothèse nulle selon laquelle il n'y a pas de corrélation de second ordre en série, ce qui signifie que les résidus ne sont pas corrélés entre eux dans leur forme originale. Le test suppose l'hypothèse nulle de l'absence d'autocorrélation entre les résidus. Étant effectué sur la transformation en différence première, il y a forcément une autocorrélation de premier ordre. Cependant, l'absence d'autocorrélation entre les résidus au niveau est assurée s'il n'y a pas d'autocorrélation de second ordre sur les résidus en différence. Le test permet d'admettre une autocorrélation d'ordre 1, mais pas une autocorrélation d'ordre 2.

Le test est construit en se basant sur les hypothèses suivantes:

H_0 : Il y'a absence d'autocorrélation des erreurs

H_1 : Il y'a présence d'autocorrélation des erreurs

Le test d'Arellano-Bond (1991) révèle la présence d'une autocorrélation de premier degré ou $AR(1)$, ce qui est attendu car nous estimons un modèle dynamique où le premier retard de la variable dépendante est inclus parmi les variables indépendantes. Le test révèle également la présence d'un processus $AR(2)$, ce qui signifie que les retards du second ordre ne peuvent pas être utilisés en tant qu'instruments. Dans ce cas, seuls les retards d'ordre 3 et supérieur peuvent être considérés comme instruments valides. Pour les processus $AR(3)$, le test donne systématiquement un résultat non significatif, ce qui indique qu'il n'est pas possible de rejeter l'hypothèse nulle (Ricci, 2014). En outre, si la probabilité associée au test $AR(2)$ est supérieure à 5 %, on ne peut pas rejeter l'hypothèse nulle d'absence d'autocorrélation de second ordre.

III.1.3.3. Nouveau module Stata développé par Tobias kripfganz (2019) pour effectuer des tests d'estimation GMM

L'étude utilise la commande Stata "xtdpdgmm" introduite par Kripfganz (2019) pour estimer efficacement des modèles de panels linéaires dynamiques en utilisant la méthode des moments généralisés (GMM) avec des conditions de moment non linéaires. Cette commande combine des conditions de moment linéaires traditionnelles avec des conditions non linéaires pour une meilleure efficacité, en améliorant les performances sur des échantillons de petite taille. Elle résout les problèmes d'instruments faibles rencontrés avec d'autres estimateurs GMM et fournit des fonctionnalités pour traiter l'endogénéité, les instruments, les erreurs de spécification et les données manquantes. La commande "xtdpdgmm" est particulièrement utile pour estimer des modèles de panels dynamiques, offrant des diagnostics et des tests pour évaluer la validité du modèle estimé. Elle prend en compte la correction à échantillon fini de Windmeijer (2005) dans le calcul des tests, ce qui la distingue des commandes existantes comme "xtabond2". Cette approche est employée dans l'étude pour analyser l'impact de l'APD et des institutions sur la croissance économique en ASS.

Section 2 : Description des variables, sources et anticipation des signes

Dans cette section, nous présenterons les variables utilisées dans notre étude, en indiquant leurs sources respectives ainsi que les signes attendus de leurs effets.

III.2.1. Description des variables et leurs sources

III.2.1.1. La variable dépendante : Croissance économique captée par le Produit Intérieur Brut par Habitant (PIBHAB)

Dans le cadre de l'analyse de l'impact de l'Aide Publique au Développement (APD) et des institutions (stabilité politique et contrôle de la corruption) sur la croissance économique, le Produit Intérieur Brut par habitant (PIBHAB) a été choisi comme variable dépendante. Le PIB par habitant est une mesure économique représentant la production économique totale d'un pays divisée par sa population, souvent utilisée comme indicateur de la richesse moyenne et du niveau de développement économique. Cette étude considère la croissance économique, exprimée en PIB par habitant, comme un élément du développement économique, en accord avec des travaux antérieurs (Barro et McCleary, 2006 ; Korman, 2015 ; Agunwa, 2017 ; Jato-Espino & Castro-Fresno, 2018 ; Omar, 2020). Les données utilisées proviennent de la base de données de la Banque Mondiale (WDI, 2022) pour 28 pays d'ASS sur la période 1996-2019.

III.2.1.2. Les variables indépendantes

Ces variables sont considérées comme des facteurs déterminants dans notre modèle pour expliquer la variable endogène, à savoir la croissance économique mesurée par le Produit Intérieur Brut par habitant (PIBHAB).

i) Aide publique au développement (APD)

L'Aide Publique au Développement est définie par le CAD de l'OCDE comme des flux financiers et des transferts de ressources des pays donateurs vers les PED pour soutenir leur développement économique et social. Cette assistance comprend des dons et des prêts concessionnels destinés à financer des projets visant à réduire la pauvreté, promouvoir le développement durable et renforcer les infrastructures essentielles. Le suivi et la comptabilisation de l'APD suivent les critères établis par le CAD de l'OCDE, incluant la nature concessionnelle des prêts et l'orientation vers le développement durable.

L'APD peut être utilisée pour financer des projets d'infrastructures vitales comme des routes, des réseaux électriques et des installations sanitaires, facilitant le commerce et améliorant les conditions de vie des populations.

Elle peut également renforcer les capacités des pays bénéficiaires à travers l'assistance technique et la formation, favorisant leur autonomie à long terme. Traditionnellement, l'aide étrangère est vue comme un moyen d'alléger les contraintes de ressources des économies en développement, ce qui est censé avoir un impact positif sur la croissance économique (Munemo et al., 2007).

Les données sur l'APD utilisées dans cette étude proviennent de la base de données de la Banque Mondiale (WDI, 2022) pour 28 pays d'ASS sur la période 1996-2019.

Le signe attendu est positif $(+)$: $\frac{\partial CR(PIBHAB)}{\partial APD} > 0$

ii) Institutions (INST) (stabilité politique et contrôle de la corruption)

Le concept d'institutions est défini par différents auteurs et disciplines des sciences sociales. L'économiste Douglas C. North, lauréat du prix Nobel d'économie en 1993, le décrit comme des règles formelles et informelles qui régissent les interactions humaines, influençant les comportements individuels et collectifs. North inclut dans les institutions les lois, normes sociales, conventions, coutumes, traditions, organisations et réglementations. Ces règles façonnent les choix individuels, les relations économiques, politiques et sociales, et impactent les performances des sociétés. Son approche souligne l'importance des incitations et contraintes institutionnelles pour comprendre les dynamiques économiques et les disparités de développement entre les pays. D'autres auteurs et disciplines comme la sociologie, la science politique et l'anthropologie apportent des perspectives complémentaires sur ce concept.

- **Stabilité politique (SP)**

La stabilité politique, définie par Samuel Huntington, est cruciale pour le développement socio-économique. Huntington la décrit comme l'absence de violence politique, la continuité institutionnelle, et la confiance citoyenne. Une stabilité solide attire les investisseurs, favorise l'investissement, et soutient la croissance économique. Les institutions stables permettent une planification à long terme et encouragent la confiance des consommateurs, stimulant la croissance. La stabilité politique est essentielle pour atteindre des objectifs socio-économiques, dépendant d'institutions solides et d'une gouvernance efficace. L'indicateur (SP) provient de la base de données de la Banque Mondiale (WGI, 2022). Les données couvrent la période de 1996 à 2019 et sont disponibles pour 28 pays d'ASS inclus dans notre étude.

Le signe attendu est positif $(+)$: $\frac{\partial PIBHAB}{\partial SP} > 0$

- **Contrôle de la corruption (CC)**

Robert Klitgaard, économiste américain, a défini la corruption comme un comportement visant à obtenir un avantage personnel en contournant les règles établies. La corruption, qu'elle soit administrative, politique ou économique, favorise l'inégalité en concentrant les ressources chez une élite corrompue. Elle entrave le développement économique en décourageant les investissements et en perturbant les politiques économiques.

La lutte contre la corruption est cruciale pour promouvoir la transparence, l'intégrité et la bonne gouvernance. Les effets de la corruption varient d'un pays à l'autre en fonction du degré de corruption et des mécanismes anti-corruption en place.

L'indicateur (CC) provient de la base de données de la Banque Mondiale (WGI, 2022). Les données couvrent la période de 1996 à 2019 et sont disponibles pour 28 pays d'ASS inclus dans notre étude.

Le signe attendu est positif $(+) : \frac{\partial PIBHAB}{\partial CC} > 0$

Ces deux indicateurs (SP et CC) sont calibrés sur une échelle allant de (-2,5) à (+2,5). L'indicateur le plus bas étant le moins favorable et le plus haut, le plus favorable.

iii) Investissements Directs Etrangers (IDE)

L'Investissement Direct Étranger désigne les investissements dans des entreprises étrangères et a des impacts économiques importants. Apparu dans les années 1960 et 1970, l'IDE implique des activités productives telles que l'établissement de filiales ou l'acquisition d'entreprises. Il peut stimuler l'économie des pays hôtes en créant des emplois, en transférant des connaissances et des technologies, en augmentant la production et les exportations, ainsi qu'en développant les infrastructures (Makiya Khadaroo et Bruno S. Sergi, 2015)

Cet indicateur (IDE) provient de la base de données de la Banque Mondiale (WDI, 2022). Les données couvrent la période de 1996 à 2019 et sont disponibles pour 28 pays d'ASS inclus dans notre étude.

Le signe attendu est positif $(+) : \frac{\partial PIBHAB}{\partial IDE} > 0$

iv) Formation Brute du Capital Fixe (FBCF)

La Formation Brute de Capital Fixe désigne les investissements dans des actifs fixes tels que les équipements et les bâtiments. Cet indicateur économique est crucial pour mesurer l'investissement réel dans une économie et jouer un rôle dans la croissance économique.

Apparu depuis longtemps, son importance a été soulignée par Bassanin et Scarpetta (2001) dans une étude sur les pays de l'OCDE, démontrant que le capital humain et physique sont essentiels pour stimuler la croissance économique.

Cet indicateur (FBCF) provient de la base de données de la Banque Mondiale (WDI, 2022). Les données couvrent la période de 1996 à 2019 et sont disponibles pour 28 pays d'ASS inclus dans notre étude.

Le signe attendu est positif $(+) : \frac{\partial PIBHAB}{\partial FBCF} > 0$

v) Capital Humain (CH)

La notion de capital humain, introduite par l'économiste Gary Becker, englobe les connaissances, compétences et expériences qui contribuent à la productivité et à l'innovation. Becker a souligné que l'éducation et la formation sont des investissements essentiels qui augmentent les compétences et les revenus des individus, renforçant ainsi leur adaptabilité aux changements économiques. Le capital humain, étudié par Bassanin et Scarpetta (2001) dans les pays de l'OCDE, est crucial pour la croissance économique, en combinaison avec le capital physique. L'investissement dans le capital humain offre des avantages significatifs tels qu'une productivité accrue, une croissance durable, et la réduction des inégalités, ce qui en fait une priorité pour de nombreux pays en termes de développement économique et social. Cet indicateur (CH) provient de la base de données de BARRO et LEE. Les données couvrent la période de 1996 à 2019 et sont disponibles pour 28 pays d'ASS inclus dans notre étude.

Le signe attendu est positif $(+) : \frac{\partial PIBHAB}{\partial CH} > 0$

vi) Ressources Naturelles (RN)

Le concept de "ressources naturelles" englobe les éléments de la nature utilisés par les humains pour répondre à leurs besoins économiques. Ces ressources incluent les matières premières telles que les minéraux, l'eau, les plantes, etc. Elles sont vitales pour divers secteurs comme l'agriculture, l'industrie et l'énergie.

Certaines sont renouvelables (forêts) tandis que d'autres sont non renouvelables (pétrole). Leur gestion durable est cruciale pour un développement équilibré. Les ressources naturelles sont des sources de matières premières, de revenus et d'emplois, et peuvent être une source de revenus pour les pays riches en ressources. Le type de ressource, le contexte géographique et les politiques de gestion influencent leurs effets. Une exploitation responsable est essentielle pour maximiser les avantages économiques, environnementaux et sociaux (Paul Collier, 2007).

Cet indicateur (RN) provient de la base de données de la Banque Mondiale (IDM, 2022). Les données couvrent la période de 1996 à 2019 et sont disponibles pour 28 pays d'ASS inclus dans notre étude.

Le signe attendu est positif $(+) : \frac{\partial PIBHAB}{\partial RN} > 0$

vii) Ouverture Commerciale (OC)

L'ouverture commerciale, qui vise à promouvoir les échanges internationaux en réduisant les barrières commerciales, est fondée sur les principes du libre-échange. Cette politique économique favorise l'efficacité, la spécialisation, l'innovation et la croissance économique en stimulant les échanges internationaux. Des études, dont celle d'Edwards (1993), ont confirmé le lien entre l'ouverture commerciale et la croissance économique à long terme. La spécialisation accrue et l'utilisation efficace des ressources sont des avantages clés de l'ouverture commerciale. Cependant, les effets peuvent varier selon les politiques nationales et la capacité des pays à s'adapter. Une gestion adéquate, y compris des politiques de soutien, est essentielle pour maximiser les avantages et atténuer les inconvénients potentiels.

Cet indicateur (OC) provient de la base de données de la Banque Mondiale (WDI, 2022). Les données couvrent la période de 1996 à 2019 et sont disponibles pour 28 pays d'ASS inclus dans notre étude.

Le signe attendu est positif $(+) : \frac{\partial PIBHAB}{\partial OC} > 0$

viii) Population Active (PA)

La population active représente la partie de la population en âge de travailler et englobe les personnes employées ou en recherche d'emploi. Ce concept est utilisé par les économistes pour étudier le marché du travail et l'économie. Les travailleurs de la population active contribuent à la production économique, générant des revenus, stimulant la croissance et influençant le PIB.

Les économistes Mankiw, Romer et Weil (1992) soulignent le rôle crucial de la main-d'œuvre dans la production. Les effets de la population active dépendent du contexte économique, social et politique, ainsi que des politiques visant à promouvoir l'emploi et la participation au marché du travail. Cet indicateur (PA) provient de la base de données de la Banque Mondiale (WDI, 2022). Les données couvrent la période de 1996 à 2019 et sont disponibles pour 28 pays d'ASS inclus dans notre étude.

Le signe attendu est positif $(+)$: $\frac{\partial PIBHAB}{\partial PA} > 0$

ix) Transferts des fonds des migrants (TFM)

Les transferts de fonds des migrants, connus sous le nom de "rémittences", représentent des sommes d'argent envoyées par les migrants à leur pays d'origine pour soutenir financièrement leur famille et leur communauté. Ces transferts sont devenus une source de financement essentielle pour de nombreux PED, notamment en Amérique latine, en Asie du Sud et en ASS (Ratha et al., 2019). En 2018, selon la Banque mondiale, les transferts de fonds des migrants ont dépassé les investissements directs étrangers et l'APD, atteignant 689 milliards de dollars US (BM, 2019).

Les avantages des transferts de fonds des migrants incluent la réduction de la pauvreté, l'amélioration des conditions de vie, et le soutien à l'éducation, la santé, le logement, etc. (Adams et Page, 2005). Ces transferts peuvent également stimuler la consommation, l'investissement et la croissance économique dans les pays bénéficiaires (Amuedo-Dorantes et Pozo, 2006). Cependant, ils peuvent aussi créer une dépendance économique et rendre les pays vulnérables aux fluctuations économiques des pays d'origine des migrants (Ratha et al., 2019). Les coûts élevés des transferts, les effets sur les taux de change, l'appréciation de la monnaie nationale, la fuite des compétences des travailleurs qualifiés, et d'autres impacts négatifs doivent également être pris en compte (Mohapatra et al., 2009; Sorensen et al., 2016; Docquier et Rapoport, 2012). Cet indicateur (TFM) provient de la base de données de la Banque Mondiale (WDI, 2022). Les données couvrent la période de 1996 à 2019 et sont disponibles pour 28 pays d'ASS inclus dans notre étude.

Le signe attendu est positif $(+)$: $\frac{\partial PIBHAB}{\partial TFM} > 0$

x) Taux de change officiel (TCO)

Le taux de change officiel, fixé par les autorités monétaires d'un pays pour échanger sa monnaie nationale, peut impacter la croissance économique en ASS de diverses manières, selon le Fonds monétaire international. Des taux de change stables et prévisibles peuvent favoriser la croissance en réduisant l'incertitude pour les entreprises et les investisseurs, stimulant ainsi les investissements. Les travaux de Gupta, Powell et Yang (2018) suggèrent que des taux de change fixes peuvent être bénéfiques en créant un environnement propice à l'investissement. D'autre part, Ozturk et Acaravci (2013) constatent en Turquie que des taux de change officiels surévalués peuvent impacter négativement la croissance en défavorisant les exportations et favorisant les importations. Bahmani-Oskooee et Hegerty (2009) mettent en lumière que la volatilité des taux de change officiels peut entraver les échanges commerciaux et nuire à la croissance économique. En somme, les effets du taux de change officiel sont influencés par des facteurs divers tels que la politique monétaire, les conditions économiques internes et externes, ainsi que la qualité des politiques économiques nationales. Cet indicateur (TCO) provient de la base de données de la Banque Mondiale (WDI, 2022). Les données couvrent la période de 1996 à 2019 et sont disponibles pour 28 pays d'ASS inclus dans notre étude.

Le signe attendu est positif $(+) : \frac{\partial PIBHAB}{\partial TCO} > 0$

xi) Infrastructures (INFR)

Le terme "infrastructures" désigne les installations physiques nécessaires au fonctionnement d'une société, telles que les réseaux de transport, les systèmes d'approvisionnement en eau, l'électricité, les télécommunications, et les bâtiments publics. Les infrastructures sont cruciales pour soutenir le développement économique en facilitant le commerce, la mobilité, l'accès aux services de base et la connectivité. Aschauer (1989) examine le lien entre les dépenses publiques, y compris les investissements dans les infrastructures, et la productivité économique aux États-Unis, soutenant que ces investissements ont un impact positif sur la croissance à long terme. Calderón et Servén (2004) analysent l'impact des investissements en infrastructures sur la croissance et la distribution des revenus dans les pays en développement, concluant que des infrastructures de qualité favorisent la croissance et réduisent les inégalités. Estache et Fay (2009) examinent les politiques d'infrastructures actuelles, soulignant l'importance des infrastructures de qualité pour stimuler la croissance, réduire la pauvreté et promouvoir le développement durable.

Ces auteurs mettent en avant le rôle crucial des infrastructures dans le développement économique, notant que des investissements adéquats peuvent favoriser la croissance, accroître la productivité et réduire les inégalités de revenus. Cet indicateur (INFR) provient de la base de données de la Banque Mondiale (IDM, 2022). Les données couvrent la période de 1996 à 2019 et sont disponibles pour 28 pays d'ASS inclus dans notre étude.

Le signe attendu est positif $(+) : \frac{\partial PIBHAB}{\partial INFR} > 0$

xii) Dépenses du gouvernement (DG)

Les dépenses gouvernementales englobent les dépenses publiques effectuées par un gouvernement pour ses responsabilités et programmes. Elles couvrent divers domaines tels que l'éducation, la santé, les infrastructures, la défense, les services sociaux, etc., et peuvent être financées par divers moyens. Ces dépenses jouent un rôle crucial dans la stimulation de la croissance économique, la réduction des inégalités et la promotion du bien-être social. Alesina et Perotti (1997) soulignent que les dépenses gouvernementales peuvent servir de mécanisme de stabilisation économique en période de crise. Barro et Redlick (2011) ont étudié les effets des dépenses publiques sur la croissance économique, mettant en avant l'importance des politiques budgétaires et de l'efficacité des dépenses.

Les dépenses gouvernementales dans les infrastructures peuvent stimuler la croissance en améliorant l'efficacité des transports, comme le souligne la Banque mondiale (2020). Les investissements dans l'éducation et la santé, selon Hanushek et Woessmann (2012), favorisent le développement du capital humain, augmentant ainsi la productivité et l'innovation pour stimuler la croissance économique à long terme. Cependant, des niveaux élevés de dépenses publiques peuvent entraîner des déficits budgétaires et une dette croissante, impactant les taux d'intérêt et la confiance des investisseurs, comme mentionné par Reinhart et Rogoff (2010). Des dépenses inefficaces ou mal dirigées, telles que la corruption, peuvent affecter négativement la croissance économique, comme le souligne Mauro (1995). Les effets des dépenses gouvernementales varient en fonction du contexte spécifique de chaque pays de l'ASS et des politiques mises en place. Cet indicateur (DG) provient de la base de données de la Banque Mondiale (WDI, 2022). Les données couvrent la période de 1996 à 2019 et sont disponibles pour 28 pays d'ASS inclus dans notre étude.

Le signe attendu est positif $(+) : \frac{\partial PIBHAB}{\partial DG} > 0$

III.2.2. Signes attendus des variables explicatives, sources de données et références

Tableau 1 : Variables explicatives de l'Aide publique au développement : signes attendus, sources de données et références

Variables explicatives	Signes attendus (+/-)	Sources de données	Références
Formation brute du capital fixe	+	World development indicator	Bassanin et Scarpetta (2001)
Capital humain	+	BARRO et LEE	Bassanin et Scarpetta (2001)
Population active	+	World development indicator	Mankiw, Romer et Weil (1992)
Stabilité politique	+	Worldwide Governance Indicators	World Bank (2020)
Contrôle de la corruption	+	Worldwide Governance Indicators	Nedić, Despotović, Cvetanović, Djukić et Petrović (2020)
Produit intérieur brut par habitant	+	World development indicator	Omar (2020)
Infrastructures	+	Indice de développement mondial	Estache et Fay (2009)
Taux de change officiel	+	World development indicator	Gupta, Powell et Yang (2018)
Dépenses du gouvernement	+	World development indicator	Banque mondiale (2020)

Source : Auteur, à partir de la littérature recueillie

Tableau 2 : Variables explicatives de la croissance économique (PIBHAB) : signes attendus, sources de données et références

Variables explicatives	**Signes attendus (+/-)**	**Sources de données**	**Références**
Aide publique au développement	+	World development indicator	Munemo et al., (2007).
Stabilité politique	+	Worldwide Governance Indicators	World Bank (2020)
Contrôle de corruption	+	Worldwide Governance Indicators	Nedić, Despotović, Cvetanović, Djukić et Petrović (2020)
Investissements directs étrangers	+	World development indicator	Makiya Khadaroo et Bruno S. Sergi (2015)
Formation brute du capital fixe	+	World development indicator	Bassanin et Scarpetta (2001)
Ressources naturelles	+	Indice de développement mondial	Paul Collier (2007)
Capital humain	+	BARRO et LEE	Bassanin et Scarpetta (2001)
Ouverture commerciale	+	World development indicator	Edwards (1993)
Population active	+	World development indicator	Mankiw, Romer et Weil (1992)
Transferts des fonds des migrants	+	World development indicator	Amuedo-Dorantes et Pozo (2006)
Taux de change officiel	+	World development indicator	Gupta, Powell et Yang (2018)
Infrastructures	+	Indice de développement mondial	Estache et Fay (2009)
Dépenses du gouvernement	+	World development indicator	Banque mondiale (2020)

Source : Auteur, à partir de la littérature recueillie

Conclusion du troisième chapitre

L'analyse économétrique des données de panel est une approche puissante pour étudier un sujet spécifique dans différents lieux sur une période de temps définie. Grâce à leur nature à double dimension (individuelle et temporaire), les données de panel sont particulièrement adaptées pour estimer des modèles et tester les théories qui les sous-tendent. Cette méthodologie permet d'obtenir des informations précieuses sur les relations causales, les effets à long terme et les variations entre les unités d'observation, offrant ainsi une compréhension approfondie du phénomène étudié. En utilisant l'analyse économétrique des données de panel, les chercheurs peuvent tirer parti de la richesse des informations disponibles et obtenir des résultats robustes et fiables pour éclairer la prise de décision et les politiques publiques.

Dans ce chapitre, nous avons abordé la méthodologie des données de panel, en commençant par une explication théorique détaillée. Nous avons défini le cadre théorique des tests de spécification du modèle et présenté les concepts clés liés aux données de panel, ainsi que les techniques de modélisation les plus couramment utilisées, en mettant l'accent sur leur caractère dynamique. Sur le plan théorique, nous avons également examiné les différents estimateurs utilisés pour les modèles dynamiques de données de panel, qui sont appliqués dans cette étude. C'est aussi dans ce chapitre qu'on a présenté la description des variables ainsi que les sources des données.

Dans le chapitre suivant, nous présenterons les résultats empiriques obtenus et en discuterons. Il convient de souligner que l'objectif central de cette étude est d'Analyser les effets de l'aide publique au développement et des institutions sur la croissance économique et les déterminants de l'aide publique au développement en Afrique subsaharienne.

CHAPITRE IV : PRESENTATION DES RESULTATS ET INTERPRETATION

Introduction

Afin de mieux comprendre l'impact de l'aide publique au développement et des institutions (Stabilité politique et Contrôle de la corruption) sur la croissance économique en ASS, ainsi que pour évaluer la pertinence globale de nos modèles, nous avons réalisé une série de régressions et de tests économétriques. L'interprétation générale des résultats de cette étude repose sur l'analyse des signes des coefficients associés aux variables indépendantes sélectionnées, ainsi que sur l'évaluation de leur probabilité afin de déterminer la significativité des variables ou du modèle dans son ensemble. En effet, lorsque le coefficient d'une variable indépendante diffère statistiquement de zéro, sa contribution à la variation de la variable dépendante dépend du signe de ce coefficient. Un coefficient positif indique une contribution positive, tandis qu'un coefficient négatif indique une contribution négative.

Le présent chapitre est divisé en trois parties distinctes. D'abord, la première partie se concentre sur l'étude des déterminants de l' l'aide publique au développement en Afrique subsaharienne. Ensuite, la seconde partie analyse l'effet direct de l'aide publique au développement sur la croissance économique en Afrique subsaharienne. Enfin, la troisième partie examine les effets d'interaction entre l'aide publique au développement et les institutions en Afrique subsaharienne.

IV.1. Etude des déterminants de l'aide publique au développement en Afrique subsaharienne

Pour analyser les déterminants de l'APD en ASS, comme c'est décrit dans la méthodologie, nous utilisons les modèles de panels linéaires (dynamiques) en utilisant la méthode des moments généralisés (GMM). Le modèle est alors spécifié de la façon suivante :

$$LAPD_{it} = \alpha_1 + \pi LAPD_{it-1} + \alpha FBCF_{it} + \gamma CH_{it} + \varphi LPA_{it} + \beta_1 SP_{it} + \beta_2 CC_{it} + \delta LPIBHAB_{it} + \rho LINFR_{it} + \sigma LTCO_{it} + \tau DG_{it} + \varepsilon_{it}$$

Nous tenons à rappeler qu'au cours de notre étude, seules les variables à grandes valeurs ont été transformées en Logarithme népérien. Ainsi, les résultats de l'estimateur GMM en système sont présentés dans le tableau suivant.

Tableau 3 : Résultats du GMM en système pour l'étude des déterminants de l'APD en Afrique subsaharienne

Variables	**GMM en système**	
Variable endogène: $LAPD_{it}$	**Coefficients**	**Probabilité**
Variables exogènes:		
$LAPD_{it-1}$	0,598***	0,000
$FBCF_{it}$	0,767*	0,065
CH_{it}	0,652**	0,039
LPA_{it}	0,752***	0,008
SP_{it}	0,598	0,429
CC_{it}	0,561	0,218
$LPIBHAB_{it}$	0,641	0,663
$LINFR_{it}$	0,853**	0,034
$LTCO_{it}$	0,481	0,811
DG_{it}	0,509	0,827
Test d'autocorrélation sérielle d'Arrellano-Bond		
Autocorrélation, AR(1)	Z = -2,6831	0,0073
Autocorrélation, AR(2)	Z = -1,7296	0,0837
Autocorrélation, AR(3)	Z = 1,7098	0,0873
Test de suridentification des instruments de Sargan-Hansen		
Moment en une étape	Chi(21) = 20,2557	0,9097
Moment en une étape et en deux étapes	Chi2(21) = 28,0000	0,5704

Source : Auteur à partir des estimations issues du stata 15.1.

N.B : *, **, *** signifie que la variable est significatif respectivement au seuil de 10 %, 5 % et 1 %

Les résultats obtenus à l'aide du GMM en système sont analysés en utilisant le nouveau module d'estimation GMM de Tobias Kripfganz (2019) appelé "xtdpdgmm". Le test de Student est utilisé pour évaluer la signification statistique des coefficients des régresseurs. En calculant la probabilité associée à chaque statistique t de Student, on peut déterminer le niveau de signification des coefficients correspondants, et cela suivant le seuil considéré.

De plus, si les coefficients des régresseurs (variables indépendantes ou prédicteurs) sont positifs, cela indique que les variables indépendantes exercent une influence positive sur la variable dépendante.

En outre, on sait que le pouvoir explicatif des variables du modèle est amélioré pour GMM en système par rapport au GMM en différence. Comme l'a préconisé Blundel et Bond (1998), nous interprétons les résultats du GMM en système.

Ainsi, en examinant les résultats de ce tableau, on observe que la probabilité associée à la statistique de Chi-deux de Sargan-Hansen est supérieure à 5 % c'est-à-dire (p=0,9097 et p=0,5704). Par conséquent, nous acceptons l'hypothèse nulle, ce qui suggère que les instruments utilisés sont valides. De plus, la probabilité du test d'autocorrélation d'ordre 2 est également supérieure à 5% c'est-à-dire (p=0,0837), ce qui nous conduit à accepter l'hypothèse nulle. En conclusion, nous pouvons affirmer qu'il n'y a pas d'autocorrélation d'ordre 2 dans les séries de résidus.

Les résultats indiquent aussi que le coefficient de la variable retardée d'une période ($LAPD_{it-1}$) est positif, ce qui fait que cette variable a une influence positive et significative au seuil de 1 % sur l'attraction de l'APD pendant la période actuelle. Cela montre l'effet de persistance de l'APD.

De plus encore, selon les résultats, les coefficients des variables telles que la formation brute du capital fixe, le capital humain, la population active, la stabilité politique, le contrôle de la corruption, le produit intérieur brut par habitant, les infrastructures, le taux de change officiel et les dépenses du gouvernement sont tous positifs. Cependant, parmi ces dernières variables, seuls les coefficients de quatre variables à savoir la formation brute du capital fixe, le capital humain, la population active et les infrastructures sont significatives respectivement au seuil de 10 %, 5 %, 1 % et 5 %, ce qui prouve que ces variables sont des déterminants de l'APD en ASS.

Dans cette perspective, la littérature développée soutient les résultats trouvés. En outre, World Bank (2017) met en évidence l'importance de l'investissement dans les infrastructures (formation brute du capital fixe) pour attirer l'APD et promouvoir le développement économique durable. World Bank (2019) souligne l'importance du capital humain pour la prospérité économique et la réduction de la pauvreté. Le rapport met en évidence l'impact positif et significatif de l'investissement dans l'éducation, la santé et les compétences sur la productivité, les revenus et le développement global, ce qui peut renforcer l'efficacité de l'APD.

Dani Rodrik (2017) souligne l'importance de la disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée et compétente pour attirer l'investissement étranger et favoriser le développement économique.

World Bank (2018) met en évidence le lien entre l'investissement dans les infrastructures de qualité et la croissance économique. Ces investissements peuvent contribuer à rendre un pays plus attractif pour l'APD.

En effet, ces variables ayant des effets significatifs présentent aussi les signes positifs qui sont attendus. Nous procédons alors à l'interprétation des résultats obtenus grâce à la méthode GMM en système. Par cette méthode, nous constatons que si la formation brute du capital fixe (% du PIB) augmente de 1 point de pourcentage, l'aide publique au développement augmente de 0,767 %, toutes choses étant égales par ailleurs. De plus, l'indice du capital humain qui augmente d'une unité, entraîne une augmentation de 0,652 % de l'aide publique au développement, toutes choses étant égales par ailleurs. Une augmentation de 1 % de population active, entraîne une augmentation de 0,752 % de l'aide publique au développement, toutes choses étant égales par ailleurs. Et une augmente de 1 % des infrastructures (exprimées en abonnement à la téléphonie mobile (pour 100 habitants)) entraîne une augmentation de 0,853 % de l'aide publique au développement, toutes choses restant égales par ailleurs.

IV.2. Etude de l'effet de l'APD sur la croissance économique en Afrique subsaharienne

Pour analyser l'impact de l'APD sur la croissance économique en ASS, le modèle utilisé est celui de Mankiw-Romer-Weil (1992) qui intègre l'indicateur de l'APD, comme décrit dans notre méthodologie. Bref, nous utilisons la formulation des modèles de panels dynamiques en utilisant la méthode des moments généralisés (GMM). La spécification du modèle devient :

$$LPIBHAB_{it} = \alpha_i + \pi LPIBHAB_{it-1} + \alpha FBCF_{it} + \beta LAPD_{it} + \gamma CH_{it} + \varphi LPA_{it} + \mu_1 RN_{it} + \mu_2 IDE_{it} + \mu_3 OC_{it} + \varepsilon_{it}$$

Tableau 4 : Résultats du GMM en système pour l'étude de l'effet de l'APD sur la croissance économique en Afrique subsaharienne

Variables	**GMM en système**	
Variable endogène: $LPIBHAB_{it}$	**Coefficients**	**Probabilité**
Variables exogènes:		
$LPIBHAB_{it-1}$	1,039***	0,000
$LAPD_{it}$	0,638	0,529
$FBCF_{it}$	0,805***	0,001
CH_{it}	0,691**	0,033
LPA_{it}	0,712***	0,009
RN_{it}	0,532	0,266
IDE_{it}	0,795	0,338
OC_{it}	0,503**	0,040
Test d'autocorrélation sérielle d'Arrellano-Bond		
Autocorrélation, AR(1)	Z = -3,0756	0,0021
Autocorrélation, AR(2)	Z = -0,4846	0,6280
Autocorrélation, AR(3)	Z = 0,0767	0,9389
Test de suridentification des instruments de Sargan-Hansen		
Moment en une étape	Chi(24) = 15,7580	0,8966
Moment en une étape et en deux étapes	Ch2(24) = 28,0000	0,2600

Source : Auteur à partir des estimations issues du stata 15.1.

N.B : **, *** signifie que la variable est significatif respectivement au seuil de 5 % et 1 %

D'après les résultats du tableau ci-haut, le test d'autocorrélation d'Arellano-Bond d'ordre 2 confirme l'hypothèse d'absence d'autocorrélation (p=0,6280), ce qui indique qu'il n'y a pas de corrélation sérielle dans les résidus du modèle. En outre, le test de validité des instruments de Sargan-Hansen ne permet pas de rejeter l'hypothèse de validité des instruments utilisés dans le modèle (p= 0,8966 et p=0,2600). D'où les instruments sont valides.

De plus, les résultats montrent que la variable PIB par habitant initial ($LPIBHAB_{it-1}$) a une influence positive et significative au seuil de 1 % sur le PIB par habitant actuel. Cela témoigne donc de l'effet de persistance de la variable PIB par habitant.

En ce qui concerne l'APD, bien qu'elle ait un effet positif sur la croissance économique, son coefficient n'est pas significatif à n'importe quel seuil car la probabilité associée à cette variable est de 0,529. L'APD présente également le signe positif qui est attendu. En effet, l'APD à elle seule ne peut exercer un effet significatif sur la croissance économique en ASS. De ce qui précède, les résultats trouvés en rapport avec l'APD confirment notre littérature. D'une part, Arndt et al. (2010), Galiani et al. (2014), Scott (2015), Dreher et Lohmann (2015), Aboubacar et al. (2015), Civelli et al. (2017), Sothan (2017) et Nguegang, F., & Thomas Ndamsa, D. (2023) soutiennent l'idée d'un effet positif de l'aide sur la croissance économique en ASS, d'après des études contemporaines sur l'efficacité de l'aide dans la région. D'autre part, selon Sébastian (2018), Sané, I. (2022), KOUAKOU, P. A. K. (2022) et le FMI (2020), l'utilisation efficace et ciblée de l'APD par les pays d'Afrique subsaharienne a une influence positive sur leur croissance économique.

Cependant, quatre variables (Formation Brute du Capital fixe, capital humain, population active et ouverture commerciale) présentent des effets positifs et significatifs sur la croissance économique, respectivement au seuil de 1 %, 5 %, 1 % et 5 % dans le cas du GMM en système. De plus, le signe est celui attendu pour ces variables, le signe positif.

En outre, selon les résultats obtenus à partir de l'estimation par la méthode GMM en système dans le cadre de notre étude, nous observons les effets suivants : Une augmentation de 1 point de pourcentage de la Formation Brute du Capital fixe entraîne une augmentation de 0.805 % de la croissance économique, toutes choses étant égales par ailleurs. Une augmentation d'une unité de l'indice du capital humain entraîne une augmentation de 0,691 % de la croissance économique, toutes choses étant égales par ailleurs. Pour d'autres indicateurs de politiques économiques, une augmentation de 1 % de la population active et une augmentation de 1 point de pourcentage de l'ouverture commerciale (% du PIB) entraîne respectivement une augmentation de 0.712 % et 0.503 % de la croissance économique, toutes choses restant égales par ailleurs.

IV.3. Etude des effets d'interaction entre l'APD et les institutions (stabilité politique et contrôle de la corruption) sur la croissance économique en Afrique subsaharienne

Cette partie de l'étude a impliqué plusieurs estimations pour analyser les effets d'interaction entre l'aide publique au développement et les institutions (la stabilité politique et le contrôle de la corruption) sur la croissance économique en ASS. Le but de cette étude est d'évaluer comment l'APD interagit avec les institutions. De ce fait, le modèle de panels dynamiques dont nous présentons les résultats en utilisant la méthode des moments généralisés (GMM) est estimé de la manière ci-après :

$$LPIBHAB_{it} = \alpha_i + \pi LPIBHAB_{it-1} + \alpha FBCF_{it} + \beta LAPD_{it} + \delta INST_{it} + \omega LAPDINST_{it} + \gamma CH_{it} + \varphi LPA_{it} + \mu_1 LINFR_{it} + \mu_2 DG_{it} + \varepsilon_{it}$$

IV.3.1. Interaction entre l'APD et les institutions (stabilité politique)

Comme nous l'avons vu au cours du chapitre précédant, lorsque l'indicateur des institutions retenu est le niveau de la stabilité politique (SP), la spécification du modèle de panels dynamiques dont nous présentons les résultats en utilisant la méthode des moments généralisés (GMM) est la suivante :

$$LPIBHAB_{it} = \alpha_i + \pi LPIBHAB_{it-1} + \alpha FBCF_{it} + \beta LAPD_{it} + \delta SP_{it} + \omega LAPDSP_{it} + \gamma CH_{it} + \varphi LPA_{it} + \mu_1 LINFR_{it} + \mu_2 DG_{it} + \varepsilon_{it}$$

Avec : $\omega LAPDSP_{it} = \omega L(APD_{it} \times SP_{it})$ le logarithme népérien de la variable d'interaction entre la part de l'aide publique au développement et la stabilité politique, ω le coefficient d'interaction.

Tableau 5 : Résultats d'interaction entre l'APD et les institutions (stabilité politique)

Variables	**GMM en système**	
Variable endogène: $LPIBHAB_{it}$	**Coefficients**	**Probabilité**
Variables exogènes:		
$LPIBHAB_{it-1}$	0,919***	0,000
$FBCF_{it}$	0,720**	0,041
$LAPD_{it}$	0,685	0,906
SP_{it}	0,575	0,651
$LAPDSP_{it}$	0.807**	0.012
CH_{it}	0,731*	0,088
LPA_{it}	0,699*	0,073
$LINFR_{it}$	0,525	0,579
DG_{it}	0,645	0,270
Test d'autocorrélation sérielle d'Arrellano-Bond		
Autocorrélation, AR(1)	Z = -1,6921	0,0006
Autocorrélation, AR(2)	Z = -0,4948	0,6207
Autocorrélation, AR(3)	Z = 0,6695	0,5032
Test de suridentification des instruments de Sargan-Hansen		
Moment en une étape	Chi2(27) = 7,7379	0,9999
Moment en une étape et en deux étapes	Chi2(27) = 18,0000	0,9035

Source : Auteur à partir des estimations issues du stata 15.1.

N.B : *, **, *** signifie que la variable est significatif au seuil de 10 %, 5 % et 1 % respectivement.

D'après les résultats du tableau précédent, le test d'autocorrélation d'Arellano-Bond d'ordre 2 confirme l'absence d'autocorrélation dans les résidus du modèle (p=0,6207), ce qui indique l'absence de corrélation sérielle. De plus, le test de validité des instruments de Sargan-Hansen ne rejette pas l'hypothèse de validité des instruments utilisés dans le modèle (p=0,9999 et p=0,9035). Les instruments utilisés sont donc valides.

De plus, les résultats montrent que la variable retardée du PIB par habitant ($LPIBHAB_{it-1}$) a une influence positive et significative au seuil de 1 % sur le PIB par habitant actuel. Cela témoigne alors de l'effet de persistance de la variable PIB par habitant.

En effet, on observe que le coefficient d'interaction entre l'APD et la stabilité politique est statistiquement significatif au seuil de 5 % lorsqu'on utilise la méthode GMM en système.

Aussi, cette interaction a un impact positif sur le PIB par habitant. Ainsi, il apparait que dans un environnement de l'effet interactif entre l'APD et la stabilité politique, un renforcement d'un cadre institutionnel et une allocation efficace de l'APD en ASS constitueraient des moteurs significatifs du développement économique de la région. En conséquence, les résultats de l'interaction entre l'APD et la stabilité politique sur la croissance économique valident la littérature. D'un côté, Axel Dreher, Jan-Egbert Sturm et James Raymond Vreeland (2015) ont affirmé que l'interaction de l'APD et stabilité politique a un effet positif et significatif sur la croissance économique en Afrique subsaharienne. D'un autre côté, Finn Tarp et al. (2018) analysent l'interaction entre la stabilité politique et l'efficacité de l'APD en Afrique subsaharienne. Leurs résultats indiquent que la stabilité politique renforce l'effet positif et significatif de l'APD sur la croissance économique dans la région.

Ces observations impliquent que les nations d'Afrique subsaharienne ont la capacité de se hisser au niveau économique, voire de surpasser les nations prospères. Toutefois, cela requiert un engagement envers la stabilité politique, l'établissement d'institutions solides et une utilisation stratégique de l'aide étrangère pour soutenir le développement économique de la région.

Les résultats du tableau mettent en évidence aussi trois autres variables qui impactent positivement et significativement le PIB par habitant au seuil de 5 %, 10 % et 10 % respectivement. Il s'agit de la formation brute du capital fixe, du capital humain et de la population active. Nous tenons à souligner que le signe est celui attendu (signe positif) pour ces variables.

Ensuite, nous procédons donc à l'interprétation des résultats obtenus à l'aide de la méthode GMM en système. Avec cette méthode, nous constatons que, la formation brute du capital fixe, qui augmente de 1 point de pourcentage, entraîne une augmentation de 0,720 % du PIB par habitant, toutes choses restant égales par ailleurs. Une augmentation d'une unité de l'indice du capital humain entraîne une augmentation de 0,731% du PIB par habitant, toutes choses étant égales par ailleurs. Et une augmente de 1 % de population active entraîne une augmentation de 0,699 % du PIB par habitant, toutes choses restant égales par ailleurs.

IV.3.2. Interaction entre l'APD et les institutions (contrôle de la corruption)

Comme nous l'avons vu lors du chapitre trois, lorsque l'indicateur des institutions retenu est le niveau du contrôle de la corruption (CC), le modèle de panels dynamique est estimé de la manière suivante :

==========

$$LPIBHAB_{it} = \alpha_i + \pi LPIBHAB_{it-1} + \alpha FBCF_{it} + \beta LAPD_{it} + \delta CC_{it} + \omega LAPDCC_{it} + \gamma CH_{it} + \varphi LPA_{it} + \mu_1 LINFR_{it} + \mu_2 DG_{it} + \varepsilon_{it}$$

Avec : $\omega LAPDCC_{it} = \omega L(APD_{it} \times CC_{it})$ le logarithme népérien de la variable d'interaction entre la part de l'aide publique au développement et le contrôle de la corruption, ω le coefficient d'interaction.

Tableau 6 : Résultats d'interaction entre l'APD et les institutions (contrôle de la corruption)

Variables	**GMM en système**	
Variable endogène: $LPIBHAB_{it}$	**Coefficients**	**Probabilité**
Variables exogènes:		
$LPIBHAB_{it-1}$	0,917***	0,000
$FBCF_{it}$	0,693**	0,044
$LAPD_{it}$	0,562	0,682
CC_{it}	0,525	0,463
$LAPDCC_{it}$	0,814***	0,007
CH_{it}	0,615	0,171
LPA_{it}	0,759**	0,045
$LINFR_{it}$	0,606	0,113
DG_{it}	0,787*	0,078
Test d'autocorrélation sérielle d'Arrellano-Bond		
Autocorrélation, AR(1)	Z = -1,1919	0,0333
Autocorrélation, AR(2)	Z = 0,1256	0,9000
Autocorrélation, AR(3)	Z = 0,6634	0,5071
Test de suridentification des instruments de Sargan-Hansen		
Moment en une étape	Chi2(27) = 0,0000	1,0000
Moment en une étape et en deux étapes	Chi2(27) = 9,0000	0,9997

Source : Auteur à partir des estimations issues du stata 15.1.

N.B : *, **, *** signifie que la variable est significatif au seuil de 10 %, 5 % et 1 % respectivement.

Selon les résultats présentés dans le tableau précédent, le test d'autocorrélation d'Arellano-Bond d'ordre 2 confirme l'absence de corrélation sérielle dans les résidus du modèle (p=0,9000), indiquant ainsi l'absence d'autocorrélation. De plus, le test de validité des instruments de Sargan-Hansen ne rejette pas l'hypothèse de validité des instruments utilisés dans le modèle (p=1,0000 et p=0,9997), ce qui confirme la validité des instruments utilisés.

Les résultats indiquent aussi que la variable PIB par habitant initial ($LPIBHAB_{it-1}$) exerce une influence positive et significative au seuil de 1 % sur le PIB par habitant pendant la période actuelle. Cela montre l'effet de persistance du PIB par habitant.

Quant à la variable d'interaction entre l'APD et le contrôle de la corruption, elle présente un impact positif et significatif au seuil de 1 % lorsqu'elle est analysée à l'aide de la méthode GMM en système. En outre, eu égard de ce qui précède, l'effet combiné entre de meilleures institutions (contrôle de la corruption) et une APD bien allouée constitue un atout pour le développement économique en ASS. De cette manière, les résultats de l'interaction entre l'APD et le contrôle de la corruption approuvent notre littérature. D'une part, Selon Knack, S. (2001), il est crucial d'avoir des institutions solides et un contrôle efficace de la corruption pour maximiser les bénéfices de l'aide étrangère en termes de croissance économique. D'autre part, Svensson (2000) suggère que l'APD, combinée à des institutions solides et à un contrôle de la corruption, peut favoriser la croissance économique en améliorant l'allocation des ressources et en réduisant les comportements rentiers. De plus, Knack et Rahman (2007) soutiennent que lorsque l'APD est fournie de manière coordonnée et avec un bon contrôle de la corruption, elle peut améliorer la qualité bureaucratique et avoir une influence positive et significative sur la croissance économique en ASS.

Ainsi, ces perspectives suggèrent que les pays d'ASS ont la possibilité de rattraper, voire de dépasser, les pays riches sur le plan économique. Cependant, cela nécessite un engagement en faveur d'un contrôle efficace de la corruption, de bonnes institutions, ainsi que la mobilisation stratégique de l'aide étrangère pour soutenir le développement économique dans la région.

De plus, comme d'aucuns le savent, les résultats semblent s'améliorer lorsque la méthode GMM en système est utilisée. Dans cette logique, les variables telles que la formation brute du capital fixe, la population active et les dépenses du gouvernement influencent positivement et significativement le PIB par habitant respectivement au seuil de 5 %, 5 % et 10 % ; et présentent le signe attendu, c'est-à-dire positif.

En outre, l'analyse des résultats obtenus à l'aide de la méthode GMM en système révèle plusieurs conclusions significatives. Tout d'abord, lorsque la formation brute du capital fixe subit une augmentation de 1 point de pourcentage, cela entraîne une augmentation de 0,693 % du PIB par habitant, toutes choses étant égales par ailleurs. Ensuite, une augmentation de 1 point de pourcentage des dépenses du gouvernement (% du PIB) entraîne une augmentation de 0,787 % du PIB par habitant, toutes choses restant égales par ailleurs. Enfin, si la population active connait une augmentation de 1 %, cela provoque une augmentation de 0,759 % du PIB par habitant, toutes choses restant égales par ailleurs.

Conclusion du quatrième chapitre

L'objectif principal de ce chapitre consiste à mener une enquête empirique visant à examiner les déterminants de l'APD et à tester l'influence de l'APD, de l'interaction entre l'APD et la stabilité politique et de l'interaction entre l'APD et le contrôle de la corruption sur la croissance économique en ASS. Les modèles dynamiques ont été estimés à l'aide de la méthode GMM en système. Nous nous concentrons donc ici sur les résultats obtenus à partir de la méthode GMM en système. Les résultats obtenus démontrent la validité des instruments utilisés et l'absence d'autocorrélation des résidus jusqu'à un retard de deux périodes.

D'abord, à propos des déterminants de l'APD, les résultats trouvés montrent que les facteurs macroéconomiques (APD initiale, formation brute du capital fixe, capital humain, population active et infrastructures) ont un effet positif et significatif sur l'APD. Ils sont donc des déterminants de l'APD en ASS. Ensuite, concernant l'APD, les résultats obtenus confirment que l'aide publique au développement (APD) a un impact positif mais non significatif sur la croissance économique en ASS. Ces résultats sont en accord avec la théorie du "double déficit" (two-gap) de Chenery et Strout. Selon cette théorie, l'aide financière provenant des pays industrialisés, a un effet positif sur la croissance économique. Enfin, les résultats indiquent que dans le contexte de l'interaction entre l'APD et la stabilité politique en ASS, une meilleure stabilité politique favorise davantage l'impact positif et significatif de l'APD sur le développement économique. En outre, les travaux de Paolo Mauro (2016) examinent comment la stabilité politique influence le soutien du public à l'APD. Ses recherches montrent une corrélation positive et significative entre la stabilité politique et le soutien du public à l'APD, ce qui peut influencer le développement économique.

Dans le cadre de l'interaction entre l'APD et le contrôle de la corruption, une augmentation du niveau de contrôle de la corruption en ASS renforce l'effet positif et significatif (effet moteur) de l'APD sur le développement économique. A cet effet, une étude menée par Daniel Kaufmann et Aart Kraay (2018) examine l'impact de la gouvernance, y compris le contrôle de la corruption, sur l'APD reçue par les pays bénéficiaires. Leurs résultats indiquent que des niveaux plus élevés de gouvernance et de contrôle de la corruption sont associés à une plus grande quantité d'APD, ce qui stimule la croissance économique en ASS.

En résumé, une interaction positive entre de meilleures institutions (stabilité politique, contrôle de la corruption) et une APD bien allouée constitue un atout pour le développement économique en Afrique subsaharienne.

CONCLUSION GENERALE, RECOMMANDATIONS ET LIMITES DE LA RECHERCHE

i. Conclusion générale

Le débat sur l'efficacité de l'aide en tant que stimulant de la croissance est vieux de plusieurs années et, pourtant, une grande incertitude subsiste au sujet de la relation entre l'aide et la croissance. Certains chercheurs estiment qu'il n'existe aucun effet ou que cet effet est négatif. D'autres voient un effet positif, mais avec des retombées qui vont en diminuant. D'autres encore soutiennent que l'efficacité de l'aide est conditionnée à un ensemble de facteurs au rang des quels se trouve la gouvernance. En outre, depuis leur accession aux indépendances, le manque de ressources publiques internes consistantes constitue un handicap financier pour les pays africains de manière générale, et ceux de l'ASS en particulier. Dans ce contexte, le recours aux financements internationaux est devenu nécessaire pour ces pays qui cherchent à atteindre les objectifs définis par l'agenda international 2015-2030. Au nombre de ces financements internationaux auxquels les pays font recours, figure évidemment l'aide publique au développement (Bayale, N., 2019).

En effet, si l'on s'en tient à la définition du Comité d'Aide au Développement de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique, « l'Aide Publique au Développement est, de façon générale, un transfert financier d'un Etat considéré comme étant « développé », d'un organisme intergouvernemental ou d'une institution internationale vers un autre Etat dit alors « sous développé ou en développement » dans le but essentiel de favoriser le développement économique et l'amélioration du niveau de vie dans les pays les moins développés, pour en théorie favoriser son développement à long terme (OCDE, 2020). Cependant, la littérature économique indique qu'une dépendance vis-à-vis de l'aide internationale pourrait entraver la réalisation de leurs projets que les PED entreprennent car l'aide extérieure est volatile, incertaine et imprévisible (Agenior, 2016 ; Biao, 2017) ; contrairement aux ressources intérieures qui sont supposées être plus prévisibles, plus stables et plus fiables pour permettre donc une planification plus appropriée afin de financer les dépenses publiques sans cesse croissantes dans ces pays (Gupta et Tareq, 2008 ; Brun et al., 2008 ; Diarra, 2012).

Ainsi, l'objectif de cette étude est *d'«analyser les déterminants de l'aide publique au développement en Afrique subsaharienne et d'examiner les effets de l'aide publique au développement et des institutions sur la croissance économique en Afrique subsaharienne»*.

À partir de cet objectif principal, trois objectifs spécifiques ont été formulés. Le premier cherche à comprendre les facteurs déterminants de l'APD en ASS. Le deuxième vise à étudier les effets de l'APD sur la croissance économique en ASS. Enfin, le troisième explore l'interaction entre l'aide publique au développement et les institutions en tant que catalyseur de la croissance économique en ASS. Afin d'atteindre les objectifs susmentionnés, trois hypothèses de recherche ont été formulées.

Cette étude est structurée en quatre chapitres, en plus de l'introduction et de la conclusion générale. Le premier chapitre de cette étude traite le cadre théorique et empirique des effets de l'aide publique au développement sur la croissance économique, en mettant l'accent sur les déterminants de l'APD en ASS. Le présent chapitre propose aussi une revue de la littérature sur le concept de croissance économique (développement économique) en se focalisant sur les théories traditionnelles et nouvelles de la croissance économique surtout. Il analyse également les approches théoriques et empiriques des effets des institutions sur la croissance économique. La plupart des théoriciens soutiennent que les phénomènes (APD et institutions) ont un impact positif sur la croissance économique. Cependant, certains travaux empiriques présentent des résultats contradictoires. Ce chapitre met en évidence le rôle crucial de la qualité des institutions pour favoriser l'APD et stimuler ainsi la croissance économique.

Le deuxième chapitre de cette étude présente une vue d'ensemble de la situation de l'APD, des institutions (stabilité politique et contrôle de la corruption) et de la croissance économique (PIB par habitant) pour un échantillon de vingt-huit pays d'ASS sur la période de 1996 à 2019. En ce qui concerne l'APD, il est constaté que l'ASS a reçu une part plus importante par rapport aux autres régions en développement. Parmi les différentes sous-régions de l'ASS, c'est l'Afrique occidentale qui a bénéficié de la plus grande part de l'APD. Cependant, malgré ces flux importants vers l'ASS, la croissance économique progresse lentement, même compte tenu des ressources potentielles dont cette région dispose par rapport aux autres régions. En ce qui concerne les institutions, malgré les efforts consentis, il est conclu que les niveaux de stabilité politique et de contrôle de la corruption demeurent relativement faibles dans la région, et qu'ils se détériorent même. En résumé, il n'est pas possible de discerner clairement la relation potentielle positive ou négative entre l'APD, les institutions (stabilité politique et contrôle de la corruption) et la croissance économique sur la période étudiée. C'est pourquoi, afin d'éviter de tirer des conclusions erronées basées uniquement sur la théorie, il est jugé nécessaire de procéder à une analyse empirique, qui sera abordée dans le quatrième chapitre.

Dans le troisième chapitre de cette étude, nous exposons l'approche méthodologique basée sur l'utilisation de données de panel, ainsi que la spécification des modèles qui feront l'objet de l'analyse empirique. La spécification du modèle est inspirée du modèle développé par Wen-Ya Chen et Bong-Soo Lee (2019), qui est essentiellement une adaptation du modèle de Mankiw-Romer-Weil (1992) aux données de panel. Une attention particulière est accordée aux données de panel dynamiques. Dans ce chapitre, après avoir défini le modèle de base appliqué aux données de panel, nous présentons la méthode des moments généralisés (GMM) utilisée dans notre étude. Nous exposons une spécification pour le GMM en différence et le GMM en système, ainsi que les tests d'autocorrélation d'Arellano-Bond (1991) et les tests de validité des instruments de Sargan-Hansen (1958) qui y sont associés.

Le quatrième et dernier chapitre de cette étude se concentre sur une analyse économétrique basée sur des données de panel dynamiques afin d'examiner les effets de l'APD et des institutions (stabilité politique et contrôle de la corruption) sur la croissance économique en ASS. En suivant les méthodes décrites dans la méthodologie et en utilisant des spécifications alternatives récentes rapportées dans Tobias Kripfganz (2019), différentes spécifications et ensembles d'instruments alternatifs sont estimés et présentés. Toutes les spécifications alternatives possibles, telles qu'estimées à l'aide du package Stata "xtdpdgmm", sont analysées pour le GMM en différence ainsi que pour le GMM en système. Cependant, en raison de l'efficacité de l'estimateur GMM en système, c'est ce dernier pour lequel les résultats sont interprétés de manière définitive. Dans toutes les régressions effectuées avec le GMM en différence et en système, le PIB par habitant initial est toujours statistiquement significatif, et son coefficient s'améliore avec le GMM en système.

Les hypothèses d'absence d'autocorrélation d'Arellano-Bond et de validité des instruments de Sargan-Hansen sont toutes confirmées pour toutes les régressions effectuées.

Les résultats obtenus à partir de l'estimation GMM en système révèlent que les facteurs macroéconomiques (APD initiale, formation brute du capital fixe, capital humain, population active et infrastructures) ont une influence positive et significative sur la croissance économique en ASS. Ainsi, ils favorisent l'octroi de l'APD et stimulent la croissance économique en ASS. Par conséquent, la première hypothèse selon laquelle ces facteurs sont des déterminants de l'APD, en ASS, est confirmée.

L'aide publique au développement elle-même a un effet positif mais non significatif sur la croissance économique en ASS, ce qui confirme la deuxième hypothèse selon laquelle l'APD a un impact positif sur la croissance économique dans la région.

En outre, il est confirmé que l'interaction entre l'APD et la stabilité politique, ainsi qu'entre l'APD et le contrôle de la corruption, a un impact positif sur la croissance économique. De même, l'effet de l'APD dans un contexte de contrôle de la corruption (effet combiné APD x CC) a un impact positif et significatif sur la croissance économique. De même, l'effet combiné de l'APD et de la stabilité politique agit positivement et de manière significative sur la croissance économique en ASS. De ce fait, la troisième hypothèse selon laquelle la qualité des institutions augmente les effets de l'APD sur la croissance économique en ASS est confirmée. Ainsi, un renforcement des institutions et une allocation efficace de l'APD en ASS constitueraient des moteurs significatifs du développement économique de la région.

ii. Recommandations pratiques à l'endroit des autorités politiques, des acteurs économiques et des organismes de développement travaillant dans les pays d'ASS

À la lumière des informations précédentes et des résultats obtenus dans le cadre de cette étude, voici les recommandations pour que l'APD et les institutions puissent influencer positivement et de manière significative la croissance économique en ASS:

Renforcer l'efficacité de l'aide : Coordination entre bailleurs de fonds, éviter la fragmentation des projets, transparence.

Promouvoir la bonne gouvernance : Renforcer la stabilité politique (promouvoir les institutions démocratiques, élections transparentes), lutter contre la corruption (mettre en place les lois anticorruption strictes, institutions indépendantes), promouvoir l'état de droit (systèmes judiciaires indépendants pour protéger les droits de propriété).

Investir dans les infrastructures : Routes, réseaux électriques, communication pour favoriser la croissance économique.

Développer le capital humain : Améliorer l'éducation, santé, compétences professionnelles.

Promouvoir le secteur privé : Soutenir l'entrepreneuriat, améliorer le climat des affaires, encourager l'innovation.

Favoriser les partenariats et la coopération régionale : Renforcer les échanges commerciaux, l'intégration régionale.

Évaluer et ajuster les politiques d'aide : Évaluations régulières pour optimiser l'efficacité de l'aide.

Promouvoir la transparence et la responsabilité : Mécanismes de reddition de comptes, audits publics.

Renforcer la participation citoyenne : Encourager la participation active des citoyens.

Promouvoir une culture de l'intégrité : Sensibiliser à l'importance de l'intégrité.

iii. Limites de la recherche

Étant donné que notre travail est une création humaine, nous espérons atteindre la perfection, mais il est inévitable qu'il présente certains problèmes.

Indisponibilité des données : Certaines données essentielles ne sont pas accessibles pour tous les pays de l'Afrique subsaharienne, ce qui peut limiter la précision de l'analyse.

Variables manquantes : D'autres facteurs clés pourraient impacter l'APD en Afrique subsaharienne mais n'ont pas été inclus dans l'analyse économétrique.

Limitation temporelle : La durée d'étude limitée peut restreindre la portée des conclusions, une période plus étendue pourrait donner des résultats différents.

Facteurs non pris en compte : Il est impossible d'intégrer tous les éléments influençant la croissance économique dans l'analyse.

Au terme de ce mémoire, il convient de remarquer que ce travail d'étape ne répond pas à toutes les questions soulevées par le thème abordé, mais peut fournir néanmoins une base intéressante pour des réflexions ultérieures.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. Aboubacar, B., Xu, D., & Ousseini, A. M. (2015). Foreign aid's effect on economic growth, new results from WAEMU's countries. Theoretical Economics Letters, 5(3), 425-430.
2. Acemoglu, D., & Robinson, J. (2007). The role of institutions in growth and development. World Banks Growth Commission.
3. Acemoglu, D., & Robinson, J. A. (2021). Culture, institutions and social equilibria: A framework (No. w28832). National Bureau of Economic Research.
4. Acemoglu, D., Naidu, S., Restrepo, P., & Robinson, J. A. (2019). Democracy does cause growth. Journal of political economy, 127(1), 47-100.
5. ADIDO, K., AGBODJI, A. E., & ALINSATO, A. (2021). EFFET DE LA GOUVERNANCE SUR L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE. Annale des Sciences Economiques et de Gestion, 21(1).
6. Agbahoungba, L. S. W., & Thiam, I. (2018). Effets du Commerce Extérieur sur la Croissance Economique en zone CEDEAO.
7. AKBAR, M. (2021). The Relationship Between Economic Growth and Foreign Aid: The Case of Afghanistan. Journal of Economic Policy Researches, 8(2), 141-154.
8. Alemu, A. M., & Lee, J. S. (2015). Foreign aid on economic growth in Africa: a comparison of low and middle-income countries. South African Journal of Economic and Management Sciences, 18(4), 449-462.
9. Alesina, A., & Dollar, D. (2000). Who Gives Foreign Aid to Whom and Why? Journal of Economic Growth, 5(1), 33-63.
10. Assumani Manyota, J. (2015). Aide au Developpement et la Croissance economique en RDC. Éditions universitaires européennes.
11. Atrouche, L. (2012). L'efficacité dans l'aide publique au développement: la Déclaration de Paris: une aide" efficace" pour un État" efficace" (Doctoral dissertation, Université du Québec à Montréal).
12. Babalola, S., & Shittu, W. (2020). Foreign aid and economic growth in West Africa: examining the roles of institutions. International Economic Journal, 34(3), 534-552.
13. Bauer, A., Berger, R., Mallory, M., & Glauber, J. (2022). The Implications of the Ukraine Conflict for Global Food Security. IFPRI Policy Brief.
14. Bayale, N. (2019). Effect of foreign aid on fiscal resources mobilization in WAEMU countries. HAL.

15. Bayale, N. (2019). Effet de l'aide publique au développement sur la mobilisation des ressources fiscales dans les pays de l'UEMOA.
16. Belaïd, R., Gasmi, F., & Recuero Virto, L. (2009). La qualité des institutions influence-t-elle la performance économique? Le cas des télécommunications dans les pays en voie de développement. Revue d'économie du développement, (3), 51-81.
17. Berthélemy, J. C. (2006). Bilateral Donors' Interest vs. Recipients' Development Motives in Aid Allocation: Do All Donors Behave the Same? Review of Development Economics, 10(2), 179-194.
18. Bourbonnais, R. (2015). *Econométrie*. Paris: Dunod.
19. Bourguignon, F. (2015). Pauvreté et développement dans un monde globalisé. L'aide au développement aide-t-elle le développement? La lettre du Collège de France, (39), 9.
20. Bouya, O. N., & Henri, N. N. L. (2023). Peut-On Compter Sur Les Transferts De Fonds Des Migrants Pour Favoriser La Croissance Economique En Afrique Subsaharienne?
21. Bräutigam, D. A., & Knack, S. (2004). Foreign Aid, Institutions, and Governance in Sub-Saharan Africa. Economic Development and Cultural Change, 52(2), 255-285.
22. BROU, M. D., & OUATTARA, W. (2024). Effet de l'aide publique au développement sur la croissance économique dans l'espace de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). Revue Française d'Economie et de Gestion, 5(2).
23. Chang, H. J. (2011). Institutions and economic development: theory, policy and history. Journal of institutional economics, 7(4), 473-498.
24. Chauvet, L., & Ferry, M. (2023). L'efficacité de l'aide: quelles évolutions de la littérature depuis deux décennies? WP329.
25. Chisadza, C., & Bittencourt, M. (2019). Economic development and democracy: The modernization hypothesis in sub-Saharan Africa. The Social Science Journal, 56(2), 243-254.
26. Daniel, G. O., Fu, K., & Dolfsma, W. (2018). Institutional quality and economic development in sub-Saharan Africa: Can management effort and bribes compensate for low-quality institutions?. Journal of Economic Issues, 52(2), 473-482.
27. Dietrich, S., & Wright, J. (2012). Foreign aid and democratic development in Africa (No. 2012/20). WIDER Working Paper.
28. Djankov, S., & Panizza, U. (Eds.). (2020). COVID-19 in Developing Economies. CEPR Press.

29. DONTSI, D., & PADEMONA, N. C. (2024). Aide Publique au Développement et Croissance Economique: le cas de la République Centrafricaine. Revue Française d'Economie et de Gestion, 5(5).
30. Doucouliagos, H., & Paldam, M. (2011). The ineffectiveness of development aid on growth: An update. European journal of political economy, 27(2), 399-404.
31. Ekanayake, E. M., & Chatrna, D. (2010). The effect of foreign aid on economic growth in developing countries. Journal of International Business and cultural studies, 3, 1.
32. Etsiba, S., AVOUBA, F. N., & Bozongo, J. C. (2018). Effets de la gouvernance institutionnelle sur la croissance economique: Cas de la cemac. Annale des Sciences Economiques et de Gestion, 18(1).
33. Eze, A. E., OKPARA, U. H., & MADICHIE, C. V. (2020). Impact of foreign aid on economic growth in Nigeria. Socialscientia: Journal of Social Sciences and Humanities, 5(1), 52-64.
34. Fiodendji, D. K., & Evlo, K. (2013). Threshold effects in the foreign aid-economic growth relationship: The role of institutional quality and macroeconomic policy environment. Modern Economy, 4(11), 681-695.
35. Fossaert, R. (1962). Les étapes de la croissance économique.
36. Galiani, S., & Sened, I. (Eds.). (2014). Institutions, property rights, and economic growth: The legacy of Douglass North. Cambridge University Press.
37. Gründler, K., & Potrafke, N. (2019). Corruption and economic growth: New empirical evidence. European Journal of Political Economy, 60, 101810.
38. Gujarati, D. N. (2004). Basic Econometrics (fourth edi). *New Yok: McGraw-Hill Inc.*
39. Hashim Osman, R., Alexiou, C., & Tsaliki, P. (2011). The role of institutions in economic development: Evidence from 27 Sub-Saharan African countries. International journal of social Economics, 39(1/2), 142-160.
40. Houssou, K. P. (2021). Effets des institutions sur le développement économique en Afrique Subsaharienne (Doctoral dissertation, Université d'Abomey-Calavi).
41. Hussein, K., Mukungu, A., & Awel, Y. (2017). Les moteurs de la croissance inclusive en Afrique. Projet de Section de la prévision, Division des politiques macroéconomiques. Nations Unies.
42. Ilorah, R., & Ngwakwe, C. C. (2021). Foreign aid and economic development in sub-Saharan Africa: The mediating role of governance effectiveness. Managing Global Transitions, 19(4).

43. Jacquet, P., & Charnoz, O. (2003, September). Infrastructures, croissance et réduction de la pauvreté. In Article pour le forum franco-vietnamien.
44. Karimi, M. S., & Daiari, E. H. (2018). Does institutions matter for economic development? Evidence for ASEAN selected countries. Iranian Economic Review, 22(1), 1-20.
45. Kedir, R. (2012). The Impact Of Foreign Direct Investment On Poverty Reduction In Ethiopia: Cointegrated Var Approach. Adis Ababa University.
46. Knack, S., & Keefer, P. (1995). Institutions and economic performance: cross-country tests using alternative institutional measures. Economics & politics, 7(3), 207-227.
47. KOUAKOU, P. A. K. (2022). Investissements publics, développement agricole et croissance économique en Côte d'Ivoire: Une analyse des liens de causalité selon l'approche économétrique. Revue Marocaine des Sciences Agronomiques et Vétérinaires, 10(4).
48. Kpessa, M. W., & Dzansi, J. (2021). The Political Economy of Institutional Quality and Economic Growth in Africa. Development Policy Review, 39(4), 605-629.
49. Liew, C. Y., Mohamed, M. R., & Mzee, S. S. (2012). The impact of foreign aid on economic growth of East African countries. Journal of Economics and Sustainable Development, 3(12), 129-138.
50. Liliane, N. N. E., & Ntwali, V. I. (2023). L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT ET SON IMPACT SUR LES ÉTATS DU SUD. ANALYSE SUR 60 ANS D'EXPÉRIENCE AU CAMEROUN. Studia Universitatis Babes-Bolyai, Europaea, 68(2).
51. LO, S. B. (2020). IDE, Finance et Croissance économique en Afrique subsaharienne. Finance & Finance Internationale, 1(20).
52. Mallaye, D. (2009). Aide, gouvernance et croissance dans les pays africains de post-conflit. In Communication à la Conférence «Financial market, adverse shocks and policy response in fragile countries» du ERD, Accra, Ghana.
53. Mallaye, D., & Urbain, Y. T. (2013). Foreign aid and mobilization of growth factors in sub-Saharan Africa (No. 2013/103). WIDER working paper.
54. Mallaye, D., & Yogo, U. T. (2015). Hétérogénéité des Effets de l'aide sur la Croissance Economique en Afrique Subsaharienne: Évidences Comparatives entre Pays Stables et Pays en Post Conflit. African Development Review, 27(3), 216-229.
55. Marysse, S., Ansoms, A., & Cassimon, D. (2006). Les «chouchous» et les «orphelins» de l'aide dans la région des grands lacs: la géopolitique des flux financiers. L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2005-2006, 119-148.

56. Mengistu, B., & Vogel, E. (2020). Institutions, Economic Growth, and Development in Sub-Saharan Africa. Economic Change and Restructuring, 53(2), 227-245.
57. Mtiraoui, A. B. A. (2020). Qualité institutionnelle et Croissance économique: Application sur données de Panel dynamique (GMM). Qualité institutionnelle et Croissance économique.
58. Mtiraoui, A., & Lassoued, M. (2014). Gouvernance, Capital humain et Croissance économique dans la zone OCDE: Application sur les données de panel dynamique (GMM).
59. Ndiaye, A. (2016). Paradigmes du développement: quels systèmes et approches pour l'Afrique?
60. Nedić, V., Despotović, D., Cvetanović, S., Djukić, T., & Petrović, D. (2020). Institutional reforms for economic growth in the Western Balkan countries. Journal of Policy Modeling, 42(5), 933-952.
61. Nguegang, F., & Thomas Ndamsa, D. (2023). L'aide atténue-t-elle l'effet de la vulnérabilité sur la croissance économique dans les petits États insulaires en développement? Monde en développement, 51(4), 59-78.
62. Nicet-Chenaf, D., & Trojette, I. (2019). Introduction-Le rôle des institutions dans la croissance économique en Afrique. Region et Developpement, 50, 5-13.
63. North, D. C. (1990). Institutions, institutional change and economic performance. Cambridge university press.
64. North, D. C. (1993). The new institutional economics and development. Economic History, 9309002, 1-8.
65. Nurudeen, A., Abd Karim, M. Z., & Aziz, M. I. (2015). Corruption, political instability and economic development in the economic community of West African States (ECOWAS): is there a causal relationship? Contemporary economics, 9(1), 45-60.
66. Ogbuabor, J. E., Agu, C. C., Odo, C. O., & Nchege, J. E. (2017). Does Foreign Aid Impact on Economic Growth In Nigeria? Journal of Economics and Allied Research, 2(1), 12-23.
67. Park, T. G. (2006). WW Rostow et son discours sur l'économie en Corée du Sud dans les années 1960. Histoire, économie α société, 25(2), 281-289.
68. Rajan, R., & Subramanian, A. (2019). Aid and Growth: What Does the Cross-Country Evidence Really Show? The Review of Economics and Statistics, 90(4), 643-665.
69. Robinson, J. A. (2020). The Political Economy of Institutional Change. Journal of Institutional Economics, 16(3), 301-320.
70. Rodrik, D. (2005). Growth strategies. Handbook of economic growth, 1, 967-1014.

71. Rodrik, D. (2018). An African Growth Miracle? Journal of African Economies, 27(1), 10-27.
72. Roodman, D. (2020). The Political Economy of Official Exchange Rates. Cambridge University Press.
73. Rosenstein-Rodan, P. N. (1961). Notes on the theory of the 'big push'. In Economic Development for Latin America: proceedings of a conference held by the International Economic Association (pp. 57-81). London: Palgrave Macmillan UK.
74. Sadio, A. (2019). Conditionnalité politique de l'aide publique au développement des partenaires occidentaux à l'Afrique: analyse des actions francaises en Afrique subsaharienne (Doctoral dissertation, Normandie).
75. Sané, I. (2017). Aide publique au développement (APD) et croissance économique: cas du Sénégal.
76. Sané, I. (2022). Essais sur la Problématique de l'Aide Publique au Développement (APD) en Afrique de l'Ouest.
77. SECK, A. (2023). EFFETS DES INSTITUTIONS SUR LA CONVERGENCE RÉELLE DANS LA CEDEAO. Annale des Sciences Economiques et de Gestion, 22(1).
78. Siddiqui, D. A., & Ahmed, Q. M. (2013). The effect of institutions on economic growth: A global analysis based on GMM dynamic panel estimation. Structural Change and Economic Dynamics, 24, 18-33.
79. SOLOW Robert (1970) : Théorie de la croissance économique, A. Colin.
80. SOLOW Robert (1988) : « La théorie de la croissance », Revue Française d'Economie, printemps, (conférence Nobel).
81. Solow, R. M. (1956). A contribution to the theory of economic growth. The quarterly journal of economics, 70(1), 65-94.
82. Sothan, S. (2017). Causality between foreign direct investment and economic growth for Cambodia. Cogent Economics & Finance, 5(1), 1277860.
83. Sumner, A., Hoy, C., & Ortiz-Juarez, E. (2020). Estimates of the Impact of COVID-19 on Global Poverty. UNU-WIDER, 800-809.
84. Syosyo, C. M. (2013). Aide Publique Au Développement Et Croissance Economique Au Congo-Kinshasa En Période De Post-Conflit. Cahiers économiques et socials, 30(3-4).
85. TCHANA, C. L. D., DONGUE, G. P. D., & NDEFFO, L. N. (2018). Effet de la gouvernance sur l'efficacité de l'aide publique au développement dans la CEMAC. Revue de Recherches en Economie et en Management Africain, 6(6).

86. Tebourbi, N. (2014). Analyse des motivations des bailleurs de fonds impliqués dans le développement de l'Université Virtuelle Africaine (Doctoral dissertation, Télé-université).
87. Totouom, A., Kaffo, H. F., & Sundjo, F. (2019). Structural transformation of Sub-Saharan Africa: Does the quality of institutions matter in its industrialization process? Région et Développement, 50, 18.
88. TOURE L. & AL. (2021) «Impact de l'aide publique au développement et des transferts de fonds des migrants sur la croissance économique et les inégalités de revenu au Sénégal», Revue Française d'Economie et de Gestion «Volume 2 : Numéro 11 » pp : 243- 268
89. Unies, N., & Union africaine. (2012). Libérer le potentiel l'Afrique en tant que pôle de croissance mondiale. Commission économique pour l'Afrique.
90. Valarché, J. (1963). Les Etapes de la croissance économique.
91. Voituriez, T., Giordano, T., & Bakkour, N. (2014). L'aide publique au développement française et la mise en oeuvre de l'agenda post-2015 du développement: quelles priorités de recherche et d'actions en matière de santé?
92. Voituriez, T., Giordano, T., & Boussichas, M. (2014). Les défis du développement après 2015: quelles implications pour l'aide publique au développement?
93. Voituriez, T., Vaillé, J., & Bakkour, N. (2017). What rationales for international development aid? Main donors' objectives and implications for France.
94. Yahaya, M. (2010). L'impact de l'aide publique au développement sur les politiques publiques des pays de l'Afrique de l'Ouest: le cas du Niger et du Mali (Doctoral dissertation, PhD Thesis]. Université Jean Moulin Lyon 3).
95. Yogo, U. T., & Mallaye, D. (2015). Health aid and health improvement in Sub-Saharan Africa: Accounting for the heterogeneity between stable states and post-conflict states. Journal of International Development, 27(7), 1178-1196.

ANNEXES

==========

Annexe 1 : Résultats du GMM en système pour l'étude des déterminants de l'APD en Afrique subsaharienne

```
Fitting full model:
Step 1          f(b) =  2.0892093
Step 2          f(b) =   .83606801

Group variable: pays                            Number of obs      =       575
Time variable: temps                            Number of groups   =        28

Moment conditions:      linear =       43       Obs per group:     min =         5
nonlinear =        0                                              avg =  20.53571
total =       43                                                  max =        23

                                                (Std. Err. adjusted for 28 clusters in pays)
------------------------------------------------------------------------------
             |               WC-Robust
        lapd |      Coef.   Std. Err.      z    P>|z|     [95% Conf. Interval]
-------------+----------------------------------------------------------------
lapd         |
          L1.|   .5981001   .0938941     0.61   0.000      .126929    .2411291
             |
        fbcf |   .7674026   .0125803     0.32   0.065     .0286829    .0206308
          ch |   .6522487   .4877021     1.76   0.039     .0982299    1.813527
         lpa |   .7524467    .515273     1.16   0.008     .4142698    1.605563
          sp |   .5983242   .2517942     0.54   0.429    -.3579834    .6290317
          cc |   .5614599   .5596857     1.21   0.218    -.4223642    1.771563
     lpibhab |   .6412740   .5209276    -1.92   0.663    -2.023742    .0182571
       linfr |   .8533965   .0611348     1.48   0.034     .0294823    .2101615
        ltco |   .4810547   .0805484    -0.38   0.811    -.1884194    .1273246
          dg |   .5094150   .0229345    -1.05   0.827    -.0691009    .0208006
------------------------------------------------------------------------------
```

Annexe 2 : Résultats du GMM en système pour l'étude de l'effet de l'APD sur la croissance économique en Afrique subsaharienne

```
Fitting full model:
Step 1          f(b) =  .00218217
Step 2          f(b) =   .5627871

Group variable: pays                            Number of obs      =       534
Time variable: temps                            Number of groups   =        28

Moment conditions:      linear =       33       Obs per group:     min =         5
nonlinear =        0                                              avg =  19.07143
total =       33                                                  max =        23

                                                (Std. Err. adjusted for 28 clusters in pays)
------------------------------------------------------------------------------
             |               WC-Robust
     lpibhab |      Coef.   Std. Err.      z    P>|z|     [95% Conf. Interval]
-------------+----------------------------------------------------------------
lpibhab      |
          L1.|   1.03888    .0598619    17.35   0.000     .9215533    1.156208
             |
        lapd |   .6380058   .0123457     0.63   0.529    -.0164163    .0319782
        fbcf |   .8052638   .0008195     0.57   0.001     .0011424    .0020699
          ch |   .6912929   .0607918     1.50   0.033     .2104426    .0278569
         lpa |   .7122582   .0353612     0.35   0.009     .0570486    .0815649
          rn |   .5324709   .0005161     0.45   0.266    -.0007816    .0012417
         ide |   .7953617   .0005157     0.96   0.338    -.0005171    .0015043
          oc |   .5034798   .0003977     0.95   0.040     .0011593    .0003997
------------------------------------------------------------------------------
```

==========

Annexe 3 : Résultats du GMM en système de l'interaction entre l'APD et les institutions (stabilité politique)

```
Fitting full model:
Step 1          f(b) =  .00162257
Step 2          f(b) =  .42988402

Group variable: pays                            Number of obs      =       169
Time variable: temps                            Number of groups   =        18

Moment conditions:      linear =      37        Obs per group:  min =         1
nonlinear =       0                                           avg =  9.388889
total =      37                                             max =        22

                                        (Std. Err. adjusted for 18 clusters in pays)
------------------------------------------------------------------------------
             |               WC-Robust
     lpibhab |      Coef.   Std. Err.      z    P>|z|     [95% Conf. Interval]
-------------+----------------------------------------------------------------
lpibhab      |
         L1. |   .9193011   .0408416    24.48   0.000     .919653    1.079749
             |
        fbcf |   .7202994   .0026867     0.07   0.041    .0050665    .0054652
       lapd  |   .6854197   .0417831     0.12   0.906   -.0769737    .0868132
          sp |   .0575352   .1224963     0.45   0.651   -.1847313    .2954456
      lapdsp |   .0807462   .0177575     0.37   0.012    .0413503    .0282579
          ch |   .7313803    .141493     0.22   0.088    .3081014    .2465408
         lpa |   .6993957   .1316599     0.07   0.073     .248653    .2674443
       linfr |   .5294539   .0188281     0.24   0.579   -.0323627    .0414421
          dg |   .6454811   .0036197     0.01   0.270   -.0070433    .0071455
------------------------------------------------------------------------------
```

Annexe 4 : Résultats du GMM en système de l'interaction entre l'APD et les institutions (contrôle de la corruption)

```
Fitting full model:
Step 1          f(b) =  .00419786
Step 2          f(b) =  5.653e-12

Group variable: pays                            Number of obs      =        83
Time variable: temps                            Number of groups   =         9

Moment conditions:      linear =      36        Obs per group:  min =         1
nonlinear =       0                                           avg =  9.222222
total =      36                                             max =        22

                                        (Std. Err. adjusted for 9 clusters in pays)
------------------------------------------------------------------------------
             |               WC-Robust
     lpibhab |      Coef.   Std. Err.      t    P>|t|     [95% Conf. Interval]
-------------+----------------------------------------------------------------
lpibhab      |
         L1. |   .9172676   6.616553     0.56   0.000     18.98457    11.53103
             |
        fbcf |   .6934190   .3803166     0.72   0.044     .6028212    1.151202
       lapd  |   .5621458   .5167705     0.81   0.682    -1.610349    .7730004
          cc |   .5254926   33.06275     0.69   0.463    -53.54684    98.93881
      lapdcc |   .8140295   4.196433     0.68   0.007     12.51229    6.841696
          ch |   .6153059   2.452359     0.96   0.171    -3.302091     8.00821
         lpa |   .7590857   6.594474     0.70   0.045     10.61603    19.79774
       linfr |   .6061042   .6695039     0.64   0.113    -1.112836    1.974922
          dg |   .7873012   1.246993     0.67   0.078     2.045442      3.7057
------------------------------------------------------------------------------
```